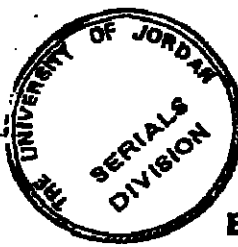


صكذنا الاصل

Le Monde



BOURSE ★★

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14457 - 6 F -

MARDI 23 JUILLET 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

quête sur le criminel de guerre
lois Brunner
la piste de Damas

Les leçons d'Hassan II

FIN lettré, Hassan II connaît, sur le bout des doigts, son histoire de France. La grande et la petite. Dans l'émission télévisée intitulée «Le roi du Maroc face à la presse», diffusée par TF1 le dimanche 21 juillet, il n'a pas manqué d'émailler ses propos, le plus souvent sarcastiques, de citations empruntées à Victor Hugo et à... Robert Lamoureux. Sa Majesté, qui semble apprécier ces rendez-vous avec le grand public - le dernier remonte à décembre 1988, - est ainsi devenue un personnage presque familier de la vie politique... hexagonale.

Jouant de ses titres qui font de lui, «descendant du Prophète», un homme peu ordinaire, de ses talents oratoires et de sa parfaite connaissance du milieu politique français, Hassan II ne s'est pas privé de dire, à mots couverts, son fait à tous ceux qui, de ce côté de la Méditerranée, lui mènent la vie dure. «Entre le président Mitterrand et moi-même, les choses vont comme elles doivent aller», a-t-il assuré. Plutôt mal, à l'entendre royalement récriminer.

A démocratie constituée le Lénovoy dur de ce qui ressemble à un malentendu tenace entre Paris et Rabat. La France, prenant appui sur l'échec des régimes totalitaires du bloc de l'Est, s'est autorisée de sa position de premier bailleur de fonds de ses anciennes colonies et protectorats pour inciter, tardivement, leurs dirigeants à ouvrir leurs pays à la vie démocratique. Hassan II a pris le contre-pied du discours prononcé par M. Mitterrand, en juin 1990, à La Baule, et s'est fait l'avocat des anciens régimes et du conservatisme en Afrique.

A cette incompréhension naturelle entre le représentant d'un pouvoir qui se dit socialiste et le détenteur d'un pouvoir féodal presque immémorial se sont greffées, au fil du temps, toutes sortes de griefs, depuis le lancement spectaculaire du livre de Gilles Perrault et l'expulsion de l'Abdelmoumen Diori (qui a fait à ce jour une victime, l'épouse du prisonnier marocain Avraham Sarfaty, privée de son droit de visite), jusqu'aux activités semi-officielles de M. Danielle Mitterrand, qualifiée d'«épouse morganatique» du chef de l'Etat, qui cache mal ses sympathies à l'égard des «étrangers» sahraouis du Front Polisario.

AUTRE point de friction : le sort des quelque 600 000 Marocains qui vivent en France. Hassan II a saisi l'occasion qui s'offrait à lui pour intervenir, de manière quelque peu fracassante, sur la scène politique française elle-même. Pour dire tout le mal qu'il pense des initiatives du chef de l'Etat français en la matière, et notamment de l'idée même d'intégration, et tout le bien d'un discours, qui est en fait celui du Front national, et d'une politique, celle des quotas par nationalité et par profession prônée par l'opposition.

Malgré ce lourd contentieux, Paris et Rabat ne peuvent s'offrir le luxe de se tourner le dos : ces deux pays ont trop d'intérêts en commun. Certes, entre partenaires, la franchise peut être la marque de nouvelles relations, débarrassées de leur gangue sentimentale. Mais, cette fois, Hassan II n'a pas hésité à faire le leçon au président français, comme s'il voulait s'adresser à ses adversaires.

Lire nos informations page 20

M0147 - 0723 0 - 6.00 F



Après la tournée de M. James Baker, au Proche-Orient

Les Etats-Unis espèrent une réponse «rapide» de Jérusalem à leur proposition de conférence de paix

A l'issue de ses entretiens à Jérusalem avec le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, M. Yitzhak Shamir a selon la radio israélienne déclaré lundi 22 juillet que les Etats-Unis lui ont indiqué que la Syrie avait effectué un «changement révolutionnaire» dans sa politique au Proche-Orient, et que tous les Etats arabes ont accepté de «négocier directement» avec l'Etat hébreu. M. Baker espère une réponse «rapide» et «positive» d'Israël à la proposition de Washington sur une conférence de paix.

Le dilemme syrien d'Israël

par Jean-Pierre Longellier

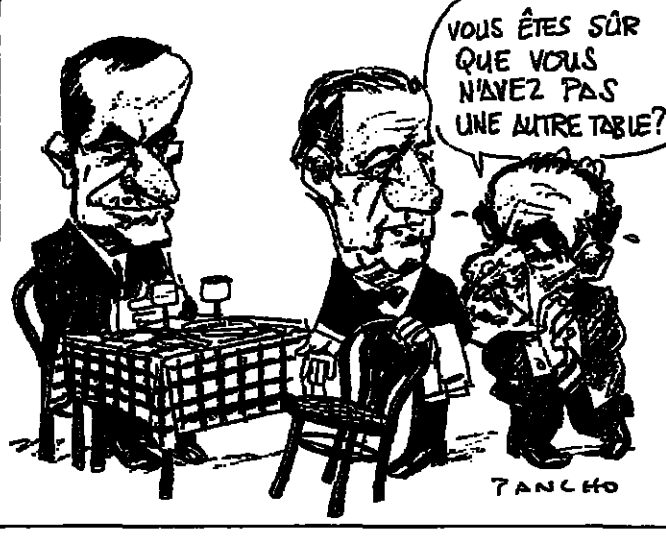
Cette fois, quelque chose bouge sur l'échiquier du Proche-Orient, depuis trop longtemps immobile. Le coup est venu du meilleur joueur du moment, le président syrien Hafez el-Assad. Et il ressemble fort à un coup de maître.

En avalisant les propositions américaines sur la procédure d'une éventuelle conférence de paix, M. Assad a comblé d'aise les Etats-Unis, pris Israël au dépourvu, et brouillé la donne diplomatique. En acceptant, pour

la première fois depuis sa défaite de 1967, l'idée d'une négociation directe avec l'Etat juif honni, il transgresse un tabou arabe que seul le président égyptien Anouar el-Sadate avait osé briser - il y a quatorze ans - au prix de sa vie.

En fin stratège, M. Assad a agi au moment propice, après avoir «réfléchi» six semaines. Adressant sa réponse au président Bush à la veille du récent sommet du G 7 à Londres, il ne pouvait donner meilleure chambre d'échos à son initiative.

Lire la suite page 3



Lire aussi
Jérusalem écarte toute idée de gel des implantations dans des territoires occupés

Transports parisiens : forte hausse des tarifs

Après 4,5 % en 1990, 5,8 % au 1^{er} août de cette année.

page 12

Grève à Air Inter

Deux jours d'arrêt de travail des personnels navigants, mardi 23 et mercredi 24.

page 12

La baisse de la syndicalisation

La France au dernier rang des pays de l'OCDE.

page 12

Mort de Rellys

L'acteur marseillais, qui s'illustra dans les films de Pagnol, est décédé à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

page 18

Les nouvelles armes anti-feu

La recherche scientifique permet d'améliorer la prévention des incendies.

page 6

Le sommaire complet se trouve page 38

FESTIVALS

AVIGNON. «In» : Tradition châte avec le Tazeh, tradition juive avec Raymond Jabès ; Georges Lavaudant prépare son chœur de Théâtre Ouvert. Dans la Cour d'honneur, le théâtre cède le pas à la danse avec une création de William Forsythe dont les danseurs jouent pour la première fois en plein air.

ORANGE. Une Elektra, de Strauss, à la distribution éclatante, ovationnée aux Chorégraphes.

Lire pages 8 et 9 les articles de MICHEL COURNOT, d'OLIVIER SCHMITT et d'ANNE REY

Kerbala ville sainte, ville martyre

Le régime irakien rase les ruines du quartier des mosquées

KERBALA

de notre envoyée spéciale

Qui dira jamais combien de victimes anonymes reposent dans la ville sainte chiite de Kerbala ? Quatre mois après le soulèvement de la ville, féroce réprimé par la garde républicaine irakienne, fer de lance du régime du président Saddam Hussein, les bulldozers n'en finissent pas de «nettoyer» les ruines autour des mosquées, preuve de l'extrême violence des affrontements qui ont fait des deux

côtés des milliers de morts, selon tous les témoignages. Toutes les rues adjacentes, jadis grouillantes de monde avec leurs petites échoppes à souvenirs, ont été rasées, et un vaste terre-plein entoure désormais les sanctuaires de El Hussein et de El Abbas (les deux fils d'Ali), très sérieusement touchés.

Pour effacer à jamais toute trace de cette révolte, et surtout, sans doute, en prévenir toute répétition dans les mêmes conditions de lutte, un périmètre d'environ 500 mètres de rayon

autour des mosquées a été créé pour être «dégagé de toute vie». Le travail est loin d'être fini, et entre les ruines de ce qui fut leur maison, se pressent encore quelques femmes en tchador ou des hommes à la recherche d'un vague souvenir.

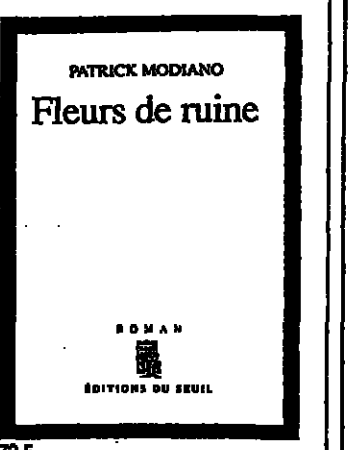
Un silence pesant règne aujourd'hui sur ces lieux, et la peur se lit sur les visages fermés. Les chiites n'ayant pas eu droit au même titre que les Kurdes à la bienveillante sollicitude de l'Occident, l'Etat est ainsi présent en force, et l'armée, comme

la police, campent partout, y compris au milieu des ruines déshéritées où des policiers en armes surveillent toutes les allées et venues.

Défi volontaire sans doute, les portraits du président arrachés ou tronqués de balles pendant les émeutes trônent devant les entrées des deux mosquées, à côté d'un fusil-mitrailleur, bien en vue sur une table, canon pointé vers tout arrivant.

FRANÇOISE CHIPAUX
Lire la suite et nos informations page 4

PATRICK MODIANO



EDITIONS DU SEUIL

«Ils» ont gardé le Larzac...

Retour, vingt ans après, sur le causse rebelle qui fut le lieu mythique de la France contestataire

MILLAU

de notre envoyé spécial

«Gardarem...» la mémoire. «Vous pouvez remarquer sur ces pierres les sigles de pacifistes, de royalistes, de la CFDT et du Crédit agricole. Au-dessus, sur les poutres, cette phrase du général de Gaulle, traduite en une dizaine de langues : «Les armes ont été de tous temps les instruments de la barbarie». L'appareil photo en bandoulière, une vingtaine de vacanciers font sagement le tour de la bergerie, en écoutant leur guide, Michel, un vétéran du Larzac.

La Blaquière, Montredon, le Rajal del Guorp, Jassenove, les Baumes, la Salvat, autant de fermes ou de barreaux qui furent les hauts lieux de la «campagne du Larzac», dans les années 70. A peine rentrés dans ses quar-

tiers, la France, ou du moins celle de 68, était prête à partir en croisade pour des «pays» dont, jusqu'alors, elle n'avait jamais soupçonné l'existence : Golfech, Plogoff, Creys-Malville, et, par-dessus tout, le Larzac. «Lorsque la bergerie de la Blaquière a été terminée, des femmes s'y rendaient avec un agneau dans les bras. Vous imaginez le symbole ? Si cela avait été des cochons, peut-être que tout cela n'aurait jamais existé», poursuit le guide de l'association Vacances Auvergne-Limousin. «Il faudrait peut-être se pousser pour laisser passer les trebis», propose alors l'un des touristes, en voyant soudain approcher le troupeau.

Pour 120 F, l'excursion de la journée comprend le pèlerinage à la Blaquière, la découverte du rocher dédié à Lanza del Vasto, «serviteur de la paix», la visite d'une ferme «historique», un pique-nique sur le causse, le goûter à la Jasse, le Maison du Larzac, et une rencontre avec la communauté non violente du Cud du Larzac. «Moi, je croyais que ça durait toujours, le Larzac», confesse une dame, dans le petit groupe.

Mais oui, vingt ans plus tard, ça dure toujours. Sauf qu'avec le temps il faut de plus en plus souvent raconter le Larzac aux

enfants. L'une des héroïnes de «la lutte», Marie-Rose Guirand, qui prit la parole, un jour, devant plus de cinquante mille manifestants, en a, du reste, assez des «commémorations». «Le Larzac, dit-elle, sans cesse de faire sa provision de fleurs de tilleul, ça ne fait pas vingt ans. D'ailleurs, j'y suis née. Ça date de cinq mille cinq cents ans !»

Il n'empêche : c'était en 1971. Le ministre de la défense de l'époque, M. Michel Debré, avait décrété l'extension du camp militaire, créé au début du siècle. Une poignée de paysans, les Burguière, Gastal, Guirand, Jonquet, Maillet et quelques autres décidèrent que «non». Quoi qu'il arrive, ça ne leur prendrait pas leurs terres.

JEAN-LOUIS SAUX
Lire la suite page 7

CHAMPS ÉCONOMIQUES

La Sardaigne jette des ponts vers le Corse. La CEE évalue le continent sud-américain. Le Pérou balance entre pétrole et forêt. L'Italie hémiplogique, par L'italie Prud'homme.

pages 13 et 14

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 35 p.; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (édité), 2,50 \$.

DÉBATS

Politique

Bernard Tapie est-il dangereux ?

par Pierre Bergé

Nous savions le Parti socialiste malade. Depuis le congrès de Rennes, il était difficile de feindre et de dissimuler le sérieux de son état, mais nous ne l'imaginions pas aussi sévèrement touché. Faut-il, en effet, qu'il se sente proche de la fin pour laisser Bernard Tapie conduire, aux prochaines élections, la liste Majorité présidentielle dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ? Un peu comme, en dernier ressort, on s'en remet aux rebouteux, sorciers et autres diseurs de bonne aventure.

Ainsi, la gauche n'a rien trouvé de mieux pour défendre ses couleurs que ce démagogue populiste qui donne peut-être de la France une image bronzée et sportive, mais en aucun cas d'inspiration sérieuse et de respect. Pourtant, qu'est-ce que la gauche, sinon une morale et une exigence ? C'est pour cela que nous avons voté pour elle et pour cela que se sont battus tous ceux qui espèrent et croient en elle. Alors a-t-on le droit d'imposer aux élec-

teurs une image aussi douteuse et aussi peu fiable ?

Il ne suffit pas d'être contre Le Pen pour que tout soit permis. Encore ne faudrait-il pas qu'il s'agisse de clientélisme. Car où en sommes-nous de ces fameuses déclarations et de ces shows sans lendemain à propos des banlieues ? Nulle part. Et précisons que bien des maires font mieux que M. Tapie avec plus de discrétion. Tout cela s'accompagne de la plus fâcheuse gesticulation qui voit se rejoindre Tartarin et M. Homais.

Les socialistes, qui croient avoir découvert les vertus du capitalisme, prennent M. Tapie pour un chef d'entreprise. Ils se trompent. Un véritable chef d'entreprise n'achète pas des affaires au rabais pour les revendre « par appartenance » après les avoir « dégraisées ». Si c'est cet exemple-là qu'on veut donner à la jeunesse, alors disons tout de suite qu'on fait fausse route. Un chef d'entreprise a autant le souci de ses

employés que de ses résultats. Il grandit avec son affaire et il sait que derrière les chiffres il y a des hommes. Je suis un chef d'entreprise et je connais et respecte beaucoup de patrons qui partagent ce point de vue. Ceux qui se prennent pour des équilibristes financiers ne m'inspirent guère de considération.

Nouveaux bateleurs

La politique est une chose sérieuse. Ce n'est pas un match de foot. On ne peut, sans risquer, accepter cette dérive du langage ni cette façon de faire populiste qui devient un peu partout inquiétante. Tapie et Le Pen en France, Eltsine en Russie, Walesa en Pologne. Mais que la gauche prenne garde : Bernard Tapie roule pour lui et pour lui seul. Tout éventuel succès politique lui sera attribué, et à lui seul. Tout échec en revanche sera inscrit au débit de la gauche et de la majorité présidentielle.

A droite, M. Michel Noir a déclaré qu'il valait mieux perdre les élections que son âme. Les gens de gauche feraient bien de réfléchir. Au moment où le PS s'effondre un peu partout, ce n'est pas en recourant à des remèdes d'apothicaire qu'ils empêcheront sa chute, mais en faisant preuve d'exigence et de rigueur.

Si la scène politique intéresse de moins en moins de gens, c'est bien parce qu'elle est encombrée de ces nouveaux bateleurs qui, tel Bernard Tapie, confondent bagout et convictions. Penser que la gauche peut être représentée par un homme dont la devise se confond avec le titre de son livre *Gagner* est affligeant ! Il y a d'autres valeurs pour la gauche que le fric érigé en modèle de réussite.

Mais je m'interroge : qu'attendent-ils donc, certains de nos ministres qui s'imaginent à Maignon et qui, en clignant des yeux, aperçoivent à l'horizon de leurs ambitions se profiler leur destin présidentiel, pour se présenter aux régionales contre M. Le Pen ? Redoublent-ils d'être défaits ? Préfèrent-ils vraiment laisser l'honneur du combat à ce candidat mi-chien mi-poisson qu'est Bernard Tapie ? Ainsi, un seul n'ose-t-on ne peut le croire.

Bernard Tapie est-il dangereux ? Il est sympathique, assurément, plein de bonnes intentions, et ses prises de position ne sont pas souvent plus sèches que d'autres, mais il ne représente pas la gauche. Si le Parti socialiste s'engouffre derrière lui, gageons qu'il aura tout à perdre mais, posons la question, lui reste-t-il encore quelque chose à perdre ?

► Pierre Bergé est président-directeur général d'Yves Saint Laurent.

Mécénat

Réconcilier économie et culture

par Jean Castarède

Si l'on interroge les étrangers sur les meilleures chances de pénétration dans le marché européen, ils répondent : la France. Quel est le pays que sa tolérance et son sens de l'adaptation ont rendu si bon à vivre ? La réponse est facile : la France. Et pourtant ces temps derniers les Français sont moins vivants au-dessus de leurs moyens et préfèrent la consommation et les loisirs à l'investissement et au travail. Ils avaient trop vite espéré une sorte de crise.

Voilà que les rudes réalités du ralentissement mondial les obligent à sauver leurs entreprises par des licenciements. Enfin, ils prennent conscience de l'adaptation de leur formation et des conditions de vie difficiles dans les villes (transports, égoïsme, pollution), notamment les banlieues.

Enfin et surtout, eux qui avaient tenté de miser sur l'économie dans la décennie 70 et sur la politique dans la décennie 80 se retrouvent déçus. Entre une image globale extérieure qui est bonne et une réalité quotidienne pleine de déconvenues, quel est le juste diagnostic ?

Tout d'abord, qu'on ne veuille ou non, tous les problèmes sont devenus mondiaux. Nous ne pouvons plus vivre à l'écart de nos clochers. Nous devons accepter de recevoir l'étranger et d'aller vivre chez lui ou de lui prendre des idées et des hommes à condition qu'ils soient compétents et adaptables.

Ensuite, l'innovation est devenue, plus que jamais, la clé de toutes les réussites. Un produit sur deux que nous consommons aujourd'hui n'existait pas il y a dix ans. Et le mouvement ne fera que s'accélérer : d'où la réussite des nouvelles formes de distribution. Or la France représente que 7 % de la recherche mondiale. Dans certains domaines comme l'informatique et l'électronique, nous sommes dépassés.

Ouverture et efficacité professionnelle sont les deux secrets de notre avenir : l'ouverture nous permettra de relativiser nos querelles ; l'efficacité, de trouver des recettes et des modèles propres à un pays qui n'a que 55 millions d'habitants mais a toujours apporté un certain art de vivre. Cet art de vivre fondé sur une culture, une morale, une élégance, d'où notre réussite dans le luxe, c'est ce qu'il faudrait aujourd'hui mettre en avant vis-à-vis de l'étranger.

Prenez l'initiative de ces nouveaux modes de réflexion. Deux colloques tenus à deux ans d'intervalle peuvent servir de bûche d'essai : le sommet culturel franco-japonais de Kyoto, de 1988, consacré au mécénat ; le séminaire franco-croco-croco, l'hiver dernier à Séoul, aux défilés de la culture et de la géopolitique. Dans les deux cas, des créateurs et des hommes d'affaires venus d'horizons différents découvraient leurs affinités réciproques.

Dans ces deux colloques aux

retombées multiples, le monde de la culture et celui de l'économie qui, jusqu'à maintenant, s'ignoraient ou même se combattaient sont apparus enfin réconciliés, chacun s'enrichissant de ses mutuelles différences et apportant à l'autre une dimension qui lui manquait.

Il faudra aussi appliquer cette volonté à l'investissement et à l'aménagement des villes. En matière d'éducation ou d'environnement, les besoins sont devenus tellement grands que l'Etat et les collectivités territoriales ne peuvent plus tout faire. On doit donc trouver de nouvelles sources de financement et de nouvelles structures de décision et de pouvoir.

Une société de partenariat

Il faut faire preuve d'imagination et inventer un nouveau système de société qui sera peut-être aussi révolutionnaire que la réhabilitation de la démocratie au dix-huitième siècle. Ce modèle n'est pas facile à mettre en œuvre, qu'on l'appelle économie mixte, société de participation, partenariat, initiatives décentralisées, petits groupes collectifs.

La société de partenariat peut inventer des mécanismes d'incitation, par exemple des cofinancements publics-privés, à condition d'encourager des projets originaux exemplaires, de favoriser des initiatives individuelles et de permettre une véritable coopération internationale face aux techniques nouvelles (1).

La France, qui a souvent servi d'exemple pour la culture et l'innovation, peut apporter ce modèle. Après Kyoto et Séoul, un nouvel esprit vient de naître et déjà d'autres colloques se préparent en Asie et en Amérique latine. Ils traduiront la volonté de trouver, au-delà des guerres, des affrontements commerciaux et des débats d'idées, des occasions concrètes d'agir ensemble et de résoudre des problèmes communs, ceux par exemple du transfert technologique ou de la communication.

Les navigateurs le savent bien : lorsque la tempête arrive, il faut réduire la voile, certes, mais aussi économiser son énergie, garder la tête froide, et surtout conserver le cap pour, le beau temps revenu, retrouver intacte sa capacité de rebondir sur les vagues. Ce cap, c'est aujourd'hui - après les défections de l'économie et de la politique - celui que, faute de mot mieux adapté, on peut qualifier de culturel ou de spirituel. C'est la capacité de chaque individu ou de chaque collectivité d'affirmer son identité confrontée à celle d'autrui.

(1) Ce sont les principes adoptés en France par le Conseil supérieur du mécénat culturel.

► Jean Castarède est vice-président du Conseil supérieur du mécénat culturel.

BIBLIOGRAPHIE

L'Est dans la fourmilière européenne

LE NOUVEAU CONTINENT
Plaidoyer pour une Europe
renaissante
par Dominique Moysi
et Jacques Rupnik
Calmann-Lévy, 200 p., 98 F.

LA CONQUÊTE DE L'EST
Les Atouts
de la France
dans le nouvel
ordre mondial
par Georges Ayache
et Pascal Lorot
Calmann-Lévy, 270 p., 130 F.

Les Douze se mettaient en frais pour leur grand rendez-vous de 1993 et voilà que des postulants arrivent imprudemment au bord de leur fourmilière européenne. L'Europe, l'Europe. Mais quelle Europe ? Celle, réduite à une moitié de continent, qui veut fortifier sa Communauté ou se transformer en un ensemble étatique ? Ou celle qui, selon la formule du président Mitterrand, est sortie de l'Est pour rentrer dans son histoire et sa géographie ? La guerre du Golfe a pour un moment relégué au second plan les suites du chambardement de 1989 à l'Est.

Deux livres parallèles, publiés presque simultanément par le même éditeur et avec la même présentation, posent le même problème, notre problème à nous, gens de l'Ouest : l'Est nouveau est arrivé, que va-t-on en faire ? Ces deux ouvrages, rédigés l'un et l'autre par un couple d'auteurs, « doublonnent » un peu mais en fin de compte se complètent.

Le premier est signé par Jacques Rupnik, qui nous avait donné l'an dernier un tableau remarquable : *L'Autre Europe*, et par Dominique Moysi. Son propos est résumé dans le sous-titre, *Plaidoyer pour une Europe renaissante*, et l'objectif ramassé dans la titre : il s'agit de remodeler le « nouveau continent ». Les auteurs constatent : « Hier, la Russie soviétique voulait intégrer l'Europe à son empire. Aujourd'hui, elle n'a d'autre ambition que de s'intégrer à l'Europe. »

Cette Russie ne semble pas encore à la veille de remplir toutes les conditions requises pour entrer dans le cercle. Il est assez facile d'étatiser une économie, il est infiniment malaisé de refaire un marché à partir de cette économie détrempée. Et puis on n'introduit pas sans peine dans un système compétitif des citoyens devenus sous le système mort ou moribond « des chômeurs déguisés qui consomment des produits subventionnés ».

Moysi et Rupnik ne sous-estiment pas les difficultés de la tâche mais se refusent à claquer la porte au nez des impétrants. Il est de l'intérêt de tous de constituer ce nouveau continent. D'ailleurs, le travail est commencé : l'ex-RDA a plus qu'un pied dans le Marché commun maintenant qu'elle est, non sans douleur, avalée

par la RFA. Va-t-on refuser aux Polonais, aux Hongrois et Tchécoslovaques ce qui est donné aux Allemands de l'Est ? A terme, leur apport peut fortifier la Communauté. Dans l'imédiat, une association avec l'Europe devrait fortifier leur démocratie retrouvée mais si fragile. Ces Européens revenus à la liberté « doivent être persuadés qu'il y a de la lumière au bout du tunnel et non un tunnel au bout de la lumière ».

Moysi et Rupnik sont de ceux qui prônent l'Europe à plusieurs vitesses. En tout cas, ils distinguent plusieurs catégories parmi les ex-communistes. Le degré d'ouverture à la démocratie et au marché est le critère. Dans la période actuelle, les pays de l'Europe du Centre sont les plus avancés. Comment leur faire une place ? Pour commencer, les auteurs proposent un programme en dix points avec une sorte de plan Marshall européen qui accoucherait de ce nouveau continent comme l'autre engendra la première renaissance européenne d'après-guerre.

Le rôle de la France

Le second livre, de Georges Ayache et Pascal Lorot, fait donc tronc commun avec le premier. L'un et l'autre reproduisent une formule d'Anatole Leroy-Beaulieu et c'est la même : « Dans ce temps de réformes, l'essentiel est que la centre bouge et que la périphérie ne se décompose pas. »

Il est souvent dit que les peuples du tiers-monde vont être les grands perdants de l'arrivée sur le Marché commun des pays de l'Est. Crainte exagérée, pensent Moysi et Rupnik. La part du PNB consacrée à l'aide peut être accrue et en même temps on doit être plus exigeant sur l'utilisation de cette aide.

Ayache et Lorot vont plus loin : les relations de la France avec le tiers-monde sont un atout dans la conquête de l'Est. Moins bien placée, moins expérimentée que l'Allemagne en Europe centrale, la France peut agir ailleurs et autrement. Sans être « pessimistes ni défaitistes », les auteurs constatent que « la réunification de l'Allemagne n'est pas spécialement une bonne chose pour la France ».

Faut-il s'affoler ? Non. « La France, quant à elle, s'est patiemment extravertie en Afrique et ailleurs, où elle a engrangé des intérêts et des atouts qu'elle peut désormais faire prévaloir, notamment aux yeux de Bonn. »

Vaste programme que celui esquissé dans ces deux livres. Et il reste bien peu de temps pour l'appliquer. Non parce que 1993 va si vite arriver mais parce que le tunnel ouvert en 1989 risque de s'effondrer avant que le trafic ne soit assuré.

BERNARD FÉRON

COURRIER

Sang impur

On traque, avec raison, le racisme partout où il s'embusque. Or il n'est pas de jours où, dans les palais nationaux et sur les places de nos villes, nos édiles n'entonnent avec vigueur un chant guerrier dont le refrain exige « qu'un sang impur abreuve nos sillons ». Et personne pour s'en étonner.

R. ECOUVET
Lagny

Arbalète

L'article que vous avez publié dans *Le Monde* du 2 juillet sous la signature de M. Hugues de l'Estolle demande un rectificatif.

Osez écrire que l'arbalète était une arme réservée aux troupes pontificales et que son intervention a été décisive à Marignan (1515, merci de le rappeler) est une insulte à l'Histoire.

En effet, il semble que l'arbalète apparut en Occident au début du XI^e siècle. Un corps d'arbalétriers existait dans les troupes de Louis VI le Gros. Le rôle de l'arbalète est reconnu à Bouvines (1214) et Jeanne d'Arc est blessée

par un carreau d'arbalète au siège d'Orléans. Les dégâts occasionnés par cette arme sont tels que l'Eglise (loin de s'être réservée cette arme) cherche à en interdire l'utilisation au concile de Latran en 1139. Inutile de dire que cette interdiction est restée lettre morte.

A Marignan, il semble effectivement que des arbalétriers soient intervenus dans la bataille, mais la décision a été obtenue grâce à l'artillerie française.

JACQUES LENOR
Massy (Essonne)

Une chartreuse à Parme

Suite à l'article sur « Parme, réelle et imaginaire » paru dans *Le Monde* du 22 juin, j'aimerais apporter quelques précisions : il existe toujours une chartreuse à Parme, celle de San Lazzaro, à la sortie de la ville. Elle n'est plus en activité, mais toujours debout. Stendhal l'aurait donc connue... Sur la route de Colomo, il y a bien un édifice religieux, en fort mauvais état, l'abbaye de San Martino di Valsera, mais ce n'est pas une chartreuse.

FRANÇOIS NIVOTTI
Saint-Amant (Charente)

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guiz, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenzi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vermet
(directeur des relations internationales)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 201.311 F

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter de
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du Monde
12, rue du Faubourg
44110 Nantes Cedex
1990

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37437
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37437
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

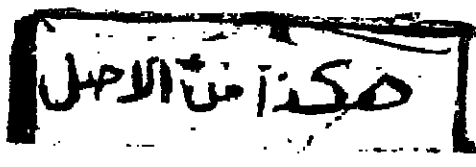
Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie



ÉTRANGER

La visite de M. Baker au Proche-Orient

Le président Bush s'est déclaré dimanche 21 juillet à Istanbul « plein d'espoir » de voir Israël soutenir les efforts de paix américains et a fait état de bonnes nouvelles successives lui parvenant de la mission du secrétaire d'Etat James Baker. « J'attends avec confiance - j'espère que cette confiance n'est pas mal placée - qu'à l'arrivée de M. Baker en Israël il découvre que ceux-ci [les Israéliens] comme tous ces autres pays réalisent que le temps de la paix est en vue », a déclaré M. Bush à la presse. Il a lancé un nouvel appel à l'arrêt des implantations juives dans les territoires occupés. En quittant Jérusalem, M. Baker a déclaré qu'il espérait une réponse « rapide » et « positive » d'Israël. « C'est un moment où une occasion historique se présente. Pendant quarante-trois ans, Israël a cherché des négociations directes (avec les pays arabes), et maintenant il s'agit d'une réelle occasion. Il y a des changements positifs dans le monde arabe. (...) Nous attendons avec grand espoir la réponse

de M. Shamir et de ses collègues. » M. Baker a noté un « grand changement politique » de la Syrie, même si, sur la question du terrorisme, « il y a encore des divergences qui subsistent avec Washington ». Le porte-parole de M. Shamir, M. Avi Pazner, a déclaré : « Nous ne sommes pas sous pression pour répondre rapidement. Il n'y a aucune date butoir. Nous pouvons prendre quelques jours si nécessaires. (...) Nous continuerons nos contacts étroits avec les États-Unis, avec l'objectif de progresser dans la voie de la paix. » En Arabie saoudite, troisième étape de M. Baker, après Damas et Le Caire, dans sa cinquième tournée au Proche-Orient, le gouvernement saoudien avait approuvé la proposition du président égyptien, M. Mubarak, de suspendre le boycottage économique arabe d'Israël en échange de l'arrêt de la colonisation des territoires arabes occupés. Le roi Hussein de Jordanie a affirmé dimanche, peu après son entretien avec M. Baker, que son pays acceptait la proposition de M. Mubarak. Il a

par ailleurs souligné que la Jordanie sera « parmi les premiers à participer à la conférence de paix » que le secrétaire d'Etat s'efforce de mettre au point : « Nous sommes plus proches que jamais de la tenue de cette conférence. » Mais à peine M. James Baker s'était-il envolé pour Israël que le Parlement jordanien condamnait implicitement, sous l'impulsion des Frères musulmans, les propos du souverain hachémite en adoptant une résolution dénonçant le plan américain. Ce vote ne risque pas de modifier la position du roi Hussein, qui a tout pouvoir pour dissoudre le Parlement et gouverner par décrets.

L'OLP, qui suit avec « attention » les développements de la tournée de M. Baker, semble observer une prudente attente et n'a pas pris position officiellement pour l'instant sur cette tournée, ni sur la proposition du président égyptien pour la levée du boycottage d'Israël. L'OLP semble attendre les « clarifications » que pourrait apporter M. Baker sur la position d'Israël, ainsi

que les résultats de la rencontre entre une délégation de trois personnalités palestiniennes des territoires occupés - conduite par M. Fayez Husseini - et M. Baker à Jérusalem. En revanche, le Front démocratique de libération de la Palestine (FOLP) de M. Nayef Hawatmeh, l'une des trois principales composantes de l'OLP, a rejeté samedi les propositions américaines pour réunir une conférence de paix, estimant qu'elles ne remplissaient pas les conditions minimales pour une solution globale. Le FOLP de M. Georges Habache a, pour sa part, mis en garde dimanche contre « les conséquences graves » de la proposition du président Mubarak. Selon le porte-parole de cette organisation à Damas, la suspension du boycottage d'Israël signifie « une reconnaissance arabe officielle et collective de l'entité sioniste, et également la normalisation des rapports, alors que les droits nationaux légitimes des Palestiniens sont bafoués par l'expansion sioniste ». - (AFP, Reuters, AP)

Les dirigeants de Jérusalem écartent toute idée de gel des implantations juives dans les territoires occupés

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Il ne reste plus qu'à attendre pour savoir si « l'optimisme prudent » qui prévaut depuis l'arrivée à Jérusalem du secrétaire d'Etat James Baker se confirmera ou si le vent tournera à nouveau. Israël finira-t-il par assouplir certaines de ses positions et accepter la formule américaine de conférence de paix ? M. James Baker est prêt, effectivement, à attendre. Il n'a lancé aucun ultimatum ni fixé aucune date limite. « Il est inexact, a-t-il tenu à préciser, que j'aie donné dix jours [jusqu'au sommet Bush-Gorbatchev] au gouvernement israélien pour répondre. »

M. Baker n'a ménagé aucun effort pour créer un climat serein et amical autour de ses entretiens avec ses interlocuteurs israéliens. Ceux-ci s'attendaient à un forcing, à des pressions directes, ont été, une fois de plus, déçus par la suite des événements. La méthode du secrétaire d'Etat semble toute différente : il s'emploie à rassurer point par point les dirigeants israéliens, de la sorte il redonne leur marge de manœuvre et les contrainct à ne plus s'opposer à ses propositions.

M. Baker a utilisé cette tactique dès son arrivée dimanche après-midi en Israël. Dans la voiture qui le conduisait de l'aéroport Ben-Gourion à Jérusalem en compagnie de M. David Lévy, il a appliqué de la manière la plus catégorique toutes les craintes israéliennes concernant des engagements secrets américains pris avec le président syrien Hafez el-Assad.

Et M. David Lévy a ensuite fait savoir, par des informations diffusées à la télévision et à la radio, qu'il y avait « de grandes chances que le processus de paix progresse » car le secrétaire d'Etat l'avait informé que « tous les points d'entente agréés entre Israël et les États-Unis restent valables et que les Syriens étaient prêts à des négociations directes et sans condition préalable avec Israël après l'ouverture d'une conférence de paix ».

Dès lors, certains malentendus étaient apparemment dissipés et c'est dans un climat de meilleure

confiance qu'a pu s'ouvrir dimanche soir l'entretien entre M. Baker et M. Itzhak Shamir. Contrairement au programme initialement prévu, le secrétaire d'Etat a préféré rencontrer le chef du gouvernement israélien en tête-à-tête et non pas en présence des ministres des Affaires étrangères et de la Défense, MM. David Lévy et Moshe Arens.

Prudence israélienne

Les modifications de l'agenda ont été expliquées par « des raisons de santé ». Une maladie que certains journaux israéliens qualifient de « diplomatique ». M. Baker entendait, en fait, déployer tous ses efforts de persuasion à l'égard de l'homme dont il connaît parfaitement la ténacité et qui détient véritablement les leviers du pouvoir en Israël : M. Itzhak Shamir.

Pour ce faire, le secrétaire d'Etat a rendu compte de manière détaillée du contenu de la réponse du président Assad. C'est exactement ce que les Israéliens réclamaient depuis plusieurs jours afin de s'assurer qu'il n'y a aucun « piège » ou aucune « manœuvre » dans cette réponse et que la Syrie est bel et bien prête à entamer des négociations directes avec Israël (selon certaines informations, le président Assad se serait même déclaré prêt à rencontrer M. Shamir l'occasion de l'ouverture de la conférence de paix).

M. Baker s'est-il vraiment résolu à persuader M. Itzhak Shamir ? Il faudra donc attendre encore quelques jours pour le savoir. M. Avi Pazner, le conseiller de presse de Shamir, s'est contenté d'indiquer que le rapport de la position syrienne fait « complet » mais que le texte intégral du message du président Assad n'avait pas été présenté au premier ministre israélien car cela est contraire aux règles de la diplomatie. Et, prudent, il a ajouté : « Il est prématuré de dire que nous nous sommes rapprochés d'une conférence de paix. »

Cette prudence, en effet, s'impose. M. James Baker a inconsciemment réussi, au cours de cette nouvelle tournée au Proche-Orient,

à serrer l'étau autour d'Israël. Mais même si le cabinet Shamir finit, au risque d'ailleurs d'une crise gouvernementale, par accepter les propositions américaines, au prix de certaines concessions sur des questions de procédure - notamment au sujet du rôle du représentant de l'ONU - cela ne signifie pas encore que le secrétaire d'Etat sera au bout de ses peines. Au moins deux questions auxquelles M. Baker est d'ailleurs déjà confronté au cours de son actuelle visite, devraient encore entraver ses démarches : la représentation palestinienne et les implantations.

La position israélienne reste que la délégation palestinienne doit être composée uniquement de personnalités des « territoires » qui ne se réclament pas de l'OLP ; ce qui exclut les représentants de Jérusalem-est ou des « expulés ». Tout porte à croire que les Palestiniens rencontrés par M. Baker dimanche soir à Jérusalem, et dont la liste a été approuvée par l'OLP (M. Fayez Husseini, M. Zakaria El-Agha, président l'Association des médecins de Gaza, et M. Hanane Ashraoui, de l'université de Bir-Zeit), ont adopté une position totalement différente. Ces trois personnalités se sont, à l'issue de la rencontre, refusées à toute déclaration.

La proposition Mubarak

Et puis, il y a donc aussi le problème des implantations. La radio israélienne a annoncé lundi matin la création prochaine de quatre nouvelles colonies sur le plateau du Golan, annexé en 1981 et revendiqué par la Syrie. Vingt-neuf implantations existent déjà sur le Golan dans lesquelles vivent près de douze mille Israéliens. Le projet du gouvernement est de doubler rapidement ce nombre.

Le ministre de l'habitat, M. Shimon Peres, a déclaré que le Golan était une « zone à haut potentiel de développement économique » et que l'implantation de nouvelles colonies était « une nécessité absolue ». Cette offre a été qualifiée de « manœuvre » par un autre ministre, M. Moshe Arens, qui a ajouté : « Il ne peut y avoir le moindre lien entre le droit des Juifs à la sécurité et la colonisation de la Cisjordanie et le boycottage arabe immoral et inacceptable. »

Seuls les petits Partis de gauche proches du mouvement « La paix maintenant » estiment que « il ne faut pas laisser échapper les chances de paix avec la Syrie en raison de quelques caravanes sur le Golan ». Un millier de sympathisants de ce mouvement « La paix maintenant » avaient manifesté samedi soir à Jérusalem. Sur l'un des panneaux, on pouvait lire : « Shamir est-il capable de prononcer le mot : oui ? » La réponse peut être dans quelques jours. - (Reuters)

■ Mort du fils de l'ancien ministre Ezer Weizman dans un accident de voiture. - Le fils de l'ancien ministre de la Défense Ezer Weizman est mort, ainsi que son épouse, samedi 20 juillet, après que leur voiture eut heurté un mur en bordure de la route de Netanya, au nord de Tel-Aviv. Il avait été gravement blessé en 1970 par un tir d'élite égyptien, lors de son service militaire sur le canal de Suez. Le président égyptien Mubarak et son ministre des Affaires étrangères ont présenté leurs condoléances à M. Weizman, un des anciens des accords de paix de Camp David et l'une des principales « colonnes » du parti travailliste. - (AFP)

Suite de la première page

Se l'étant faite confirmer de vive voix à Damas, le secrétaire d'Etat américain, James Baker - pourtant peu enclin aux suppositions - y a vu aussitôt « un pas extraordinairement positif » (le Monde daté 21-22 juillet). Voilà donc la Syrie affichant avec insistance son désir de paix, voilà l'Etat terroriste d'hier redevenu - comme à l'époque de Henry Kissinger - un partenaire courtois, voilà le plus intractable ennemi d'Israël en odeur de sainteté à Washington.

Connaissant par cœur les règles du jeu régional, M. Assad a mis son projet de longue date. Il avait, plus tôt et mieux que ses pairs arabes, évalué la profondeur des bouleversements de l'après-guerre froide, et présentait - dès un voyage à Moscou en avril 1987 - l'étendue, au Proche-Orient, des ravages de la perestroïka. M. Gorbatchev avait averti ses protégés arabes qu'ils ne devaient plus compter sur l'appui du grand frère soviétique, en cas d'attaque contre Israël, le président syrien fit son deuil de ses vieux rêves, et la rencontre, refusée à toute déclaration.

Le soutien de Sadate

Avant aidé l'Amérique en temps de guerre fit de M. Assad l'un des grands vainqueurs du conflit. Il prit une cinquième revanche sur Saddam Hussein, ce frère-ennemi juré qui prétendait dicter sa loi à la région. Il empocha, en échange de ses loyaux services, plus de deux milliards de dollars, généralement dispensés par les pétromarchés, et en partie consacrés aussitôt à l'achat de chars et de missiles. Il imposa sa « pax syrienne » au Liban, avec la bénédiction des États-Unis, et au grand dam d'Israël. Ayant renoué en décembre 1989 - après deux ans de brouille - avec l'Égypte, l'autre grand pôle traditionnel du monde arabe, il est maintenant au mieux avec le président Hosni Mubarak.

Pour M. Assad, il n'est pas question de s'arrêter en si bon chemin. Il semble - justement - avoir médité sur l'erreur qui fit jeter l'opprobre arabe sur l'Égypte, au lendemain des accords de Camp David. Est-il parvenu à la conclusion, comme Sadate naguère avec le Sinaï, que seule une négociation directe avec Israël lui permettrait de récupérer le plateau du Golan, perdu en 1967 et annexé par l'État juif en 1981 ? Que, sans l'entremise de l'Amérique, il n'obtiendrait rien de Jérusalem ? Qu'il arrive un moment où l'on est plus efficace en disant « oui » que « non » ?

Il est encore trop tôt pour pousser plus loin le parallèle entre l'Égypte de 1977-1979 et la Syrie d'aujourd'hui. L'état de guerre demeure le fondement juridique des rapports entre Israël et tous ses voisins arabes, hormis l'Égypte. M. Assad ne scellerait la victoire posthume du président assassiné que le jour où il écrira directement à M. Shamir, et non plus seulement à M. Bush. En attendant, le dirigeant syrien s'emploie

à isoler au maximum Israël, en briguant, aux côtés de l'Égypte, ce qui était autrefois l'appanage de l'État juif : l'amitié de l'Amérique.

Jamais sans doute - et on le sait à Damas - les États-Unis n'ont été autant en mesure qu'aujourd'hui d'amener Israël à des compromis. Grandi par sa victoire dans le Golfe, protecteur respecté de la majeure partie du monde arabe et fort de l'appui soviétique, George Bush bénéficie d'un bien meilleur contexte international que Jimmy Carter naguère. D'ores et déjà quasiment assuré de sa réélection, le président américain sera moins tenu, qu'à l'ordinaire, de ménager les susceptibilités du lobby juif au Congrès. Il a le monopole de la puissance et du prestige, et du temps devant lui.

Au fil des derniers mois, Washington attendait des dirigeants arabes de la coalition antirakienne un geste attestant leur désir de paix. Avec sa réponse positive, M. Assad a renversé la charge de la preuve. C'est à l'Amérique désormais de montrer sa volonté d'écouter et de persuasion à l'égard de l'État juif.

Sur la défensive

Pris à contre-pied par l'initiative syrienne, Israël est sur la défensive. Avant de prendre connaissance de la teneur exacte de la lettre de M. Assad à M. Bush, le premier ministre Itzhak Shamir avait appelé aux États-Unis leur promesse d'encourager une « négociation directe et sans conditions préalables » avec les pays arabes et la triple exigence d'Israël quant à la procédure : pas de rôle actif des Nations unies dans les pourparlers ; pas de convocation périodique de la conférence de paix, laquelle ne se réunirait qu'une seule fois, en prélude aux discussions bilatérales ; exclusion de l'OLP des débats.

Prompts à dénoncer la duplicité américaine, les « durs » du Likoud soupçonnent Washington d'avoir conclu quelque accord secret avec Damas, par exemple sur l'avenir du Golan, dont les États-Unis n'ont jamais reconnu l'annexion. Sachant que pour être un médiateur crédible au Proche-Orient, l'Amérique doit rester neutre, M. Baker tient le même langage à tous et s'attache à rassurer ses interlocuteurs israéliens.

Les obstacles de procédure ne paraissent pas insurmontables. En acceptant la formule américaine, selon laquelle un « observateur silencieux » des Nations unies serait présent à la conférence de paix et se contenterait d'y « prendre des notes », la Syrie a sans conteste fait une concession, quelle s'est empressée - c'est de bonne guerre - de minimiser, au grand contentement de l'extrême droite israélienne, jamais à court d'une surenchère (« Nous restons fermement hostiles à la présence d'un délégué de l'ONU, a lancé l'un de ses députés, même s'il était sourd-muet, aveugle et paralysique »).

Mais le grand dilemme d'Israël réside ailleurs. Il tient à la contradiction devant laquelle l'a placé le président syrien. Comment, sauf à se renier sans vergogne, l'État juif pourrait-il rejeter d'emblée la perspective d'une négociation directe avec un État arabe, lui qui n'a cessé de demander à ses voisins depuis 1948 de s'asseoir à une même table pour faire la paix et qui ne fut entendu qu'une fois, par l'Égypte ? On ne peut, pendant plus de quarante ans, clamer son désir d'être reconnu, son besoin d'être légitimé, son souci de vivre un jour en bon voisinage et négocier la chance d'une normalisation

- fut-elle mince - avec son pire ennemi, quand celle-ci se présente, et pourvu qu'elle exprime une volonté sincère de réconciliation.

Agir autrement serait admettre qu'on tenait la « réprobation » d'Israël, limpidement exprimée en 1967 par le sommet arabe de Khartoum dans la triple formule « non à la paix, non à la reconnaissance, non à la négociation », pour l'alibi commode de l'immobilisme ou de l'intransigeance. Ce serait exclure l'idée que l'ennemi puisse un jour renoncer à son projet mortel. Ce serait nourrir le pire des pessimismes, celui qui consiste à se résigner à la guerre éternelle. « Nous n'avons personne à qui parler », constatait le père fondateur d'Israël, David Ben-Gourion. Et si cela était de moins en moins vrai ?

Gagner du temps ?

Itzhak Shamir doit maintenant choisir entre plusieurs inconvénients. Orfèvre du surplace, son tempérament l'incite à vouloir une fois de plus gagner du temps, en demandant de nouvelles assurances - comme il l'a fait ce week-end à propos de la composition d'une éventuelle délégation jordanienne-palestinienne à la conférence de paix - en soulevant de nouvelles arguties. Damas a mis six semaines pour répondre à Washington, pourquoi se hâter ? M. Baker peut attendre... Mais cette tactique dilatoire n'aura qu'un temps.

Refuser maintenant - ou un peu plus tard - l'offre de Damas sans argument fondé, c'est prendre le risque d'un terrible isolement et - si l'administration Bush accente sa pression - d'une dégradation durable des relations avec Washington, c'est ruiner le capital de sympathie engrangé par Israël pendant la guerre du Golfe pour avoir accepté d'engager des coups sans répondre lorsque les missiles Scud tombaient sur Tel-Aviv.

Mais céder aux demandes de M. Baker, accepter le parrainage d'une conférence de paix selon les procédures actuellement envisagées, c'est provoquer l'ineffable défection de l'extrême droite parlementaire. L'établissement de la coalition au pouvoir et la tenue d'élections anticipées. M. Shamir peut être d'autant plus tenté par cette fuite en avant qu'il aurait de bonnes chances de remporter le prochain scrutin.

Dans l'immédiat, M. Shamir a un autre marché en main, que lui a fait le président Mubarak, aussitôt approuvé par la Syrie, le Liban, l'Arabie saoudite et la Jordanie : le gel des implantations dans les territoires occupés en échange de la levée du boycottage arabe d'Israël. Ces deux décisions font partie d'un panoplie des « mesures de confiance » souhaitées par Washington pour améliorer le climat régional.

L'administration Bush n'a cessé de demander l'arrêt de la colonisation en Cisjordanie, M. Baker la tenant pour un « obstacle à la paix ». Et lors du récent sommet de Londres, le G 7 avait, dans un même paragraphe de sa déclaration politique, demandé tout ensemble le gel des implantations et la fin du boycottage arabe. Ce « lien » n'est passé inaperçu ni à Jérusalem ni au Caire, où M. Mubarak l'a repris à son compte.

Ce qui place Jérusalem dans un nouvel embarras. La levée du boycottage arabe est l'une de ses plus anciennes requêtes... mais on voit mal M. Shamir promettre un gel des implantations, sauf à sacrifier ce qui lui est le plus cher dans la doctrine du Likoud, le droit de tout juif à vivre en « Eretz Israël » (le « grand Israël ») provoquant, là aussi, à coup sûr, la foudre de l'extrême droite et des « durs » du Likoud.

Face à ces dilemmes, Israël pourra-t-il encore longtemps retarder l'heure du choix ?

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Le boycottage arabe a arrimé l'économie israélienne à celle des États-Unis

A dates régulières, les autorités israéliennes ont lancé des campagnes auprès de l'ensemble des gouvernements européens pour les amener à se prononcer ouvertement contre le boycottage organisé par les pays de la Ligue arabe depuis le début des années 50.

M. David Lévy, ministre des Affaires étrangères israélien, était encore à Bruxelles à la fin du mois de mai pour tenter d'obtenir de la Communauté une loi anti-boycottage (le Monde du 6 juin). Les ministres européens des Affaires étrangères n'avaient pas dit non, mais refuseront vraisemblablement de s'engager contre le boycottage tant que les Israéliens n'auront pas signifié clairement qu'ils sont partis prenants d'un processus de règlement pacifique global au Proche-Orient.

Le boycottage de la Ligue arabe est à la fois direct et indirect. Il interdit aux pays membres de la Ligue de commercer d'une manière ou d'une autre avec Israël, mais il frappe également les entreprises euro-

péennes ou américaines qui ont des liens économiques avec Israël. Les cas de Coca-Cola ou de l'Oréal, inscrits puis rayés de la liste noire, sont aujourd'hui célèbres.

L'économie israélienne souffre-t-elle autant qu'elle le prétend de cette discrimination ? Les secteurs économiques israéliens ont en fait trouvé aux États-Unis, fidèle soutien politique d'Israël, des débouchés et des ressources qui leur faisaient défaut ailleurs. Mais il n'est pas naturel qu'un pays du Proche-Orient ne soit pas inscrit dans l'économie de sa région. Quant aux relations commerciales avec l'Europe, elles s'établissent par le biais de sociétés-écrans basées à Chypre. Mais toutes les formes modernes de coopération (joint-ventures), prises de participations croisées, accords de recherches... sont rendues impossibles pour toutes les entreprises européennes qui ont des marchés importants au Proche-Orient.

Y. M.

LILOGRAPHIE

ins la fourmilière européenne

car la RFA. Vart-on refuser aux Polonais, aux Hongrois et Tchécoslovaques ce qui est donné aux Allemands de l'Est ? À terme, leur apport peut fortifier la Communauté. Dans l'immédiat, une association avec l'Europe devrait fortifier leur démocratie retrouvée mais si fragile. Ces Européens revenus à la liberté d'ouvrir ont été persuadés qu'il y a de la lumière au bout du tunnel et non un tunnel au bout de la lumière.

Moyssi et Rupnik sont de ceux qui prônent l'Europe à plusieurs vitesses. En tout cas, ils distinguent plusieurs catégories parmi les ex-communistes. Les degrés d'ouverture à la démocratie et au marché est le critère. Dans la période actuelle les pays de l'Europe du Centre sont les plus avancés. Comment leur faire une place ? Pour commencer, les auteurs proposent un programme en 4 points avec une sorte de Jean Marshall européen qui accoucherait de ce qu'on pourrait appeler la première génération européenne.

Le rôle de la France

Le rôle de la France de Georges Pompidou à François Mitterrand, fait de la France un pays à part. Elle a été le pays qui a le plus contribué à la construction de l'Europe. Elle a été le pays qui a le plus contribué à la construction de l'Europe. Elle a été le pays qui a le plus contribué à la construction de l'Europe.

Le rôle de la France de Georges Pompidou à François Mitterrand, fait de la France un pays à part. Elle a été le pays qui a le plus contribué à la construction de l'Europe. Elle a été le pays qui a le plus contribué à la construction de l'Europe. Elle a été le pays qui a le plus contribué à la construction de l'Europe.

Le rôle de la France de Georges Pompidou à François Mitterrand, fait de la France un pays à part. Elle a été le pays qui a le plus contribué à la construction de l'Europe. Elle a été le pays qui a le plus contribué à la construction de l'Europe. Elle a été le pays qui a le plus contribué à la construction de l'Europe.

Le rôle de la France de Georges Pompidou à François Mitterrand, fait de la France un pays à part. Elle a été le pays qui a le plus contribué à la construction de l'Europe. Elle a été le pays qui a le plus contribué à la construction de l'Europe. Elle a été le pays qui a le plus contribué à la construction de l'Europe.

Le rôle de la France de Georges Pompidou à François Mitterrand, fait de la France un pays à part. Elle a été le pays qui a le plus contribué à la construction de l'Europe. Elle a été le pays qui a le plus contribué à la construction de l'Europe. Elle a été le pays qui a le plus contribué à la construction de l'Europe.

Le rôle de la France de Georges Pompidou à François Mitterrand, fait de la France un pays à part. Elle a été le pays qui a le plus contribué à la construction de l'Europe. Elle a été le pays qui a le plus contribué à la construction de l'Europe. Elle a été le pays qui a le plus contribué à la construction de l'Europe.

Le rôle de la France de Georges Pompidou à François Mitterrand, fait de la France un pays à part. Elle a été le pays qui a le plus contribué à la construction de l'Europe. Elle a été le pays qui a le plus contribué à la construction de l'Europe. Elle a été le pays qui a le plus contribué à la construction de l'Europe.

PROCHE-ORIENT

La situation en Irak et les déclarations du président américain en Turquie

Amnistie en faveur
des opposants
et des déserteurs

Le Conseil de commandement de la révolution (CCR), la plus haute instance dirigeante irakienne, présidée par M. Saddam Hussein, a décrété, dimanche 21 juillet, une amnistie générale en faveur des opposants et des militaires déserteurs, à l'exception des officiers, a-t-il indiqué l'agence irakienne INA. Cette décision est dictée par « la nouvelle phase de participation populaire marquée par le multipartisme et les élections dans laquelle le pays s'engage », a précisé l'INA. L'amnistie figure parmi les conditions posées par les dirigeants kurdes dans leurs négociations en cours avec Bagdad sur l'autonomie du Kurdistan.

Le président irakien a, en outre, réhabilité samedi les chefs de tribu, traités de féroces dans le discours du parti Baas au pouvoir, trente-trois ans après qu'ils eurent été dépossédés de leurs terres et de leurs privilèges. M. Saddam Hussein a reconnu que « l'une des erreurs de la révolution conduite par le parti Baas avait été de faire porter aux féroces l'ensemble des maux de la société irakienne ». — (AFP, Reuters, AP.)

M. Bush écarte une intervention immédiate
de la force alliée contre Bagdad

En visite en Turquie du samedi 20 au lundi 22 juillet, le président américain George Bush s'est efforcé de rassurer les dirigeants turcs, inquiets de la présence sur leur territoire d'une force alliée de protection des Kurdes irakiens, en écartant une intervention de ces troupes dans l'immédiat.

La visite de M. Bush à Ankara et à Istanbul, trente-deux ans après celle du président Eisenhower, avait pour but principal de rassurer la Turquie pour son appui durant la crise du Golfe. « Lorsque la décision a été prise d'utiliser la force, aucun allié n'a été aussi solide que la Turquie, aucun dirigeant plus dévoué que le président Ozal », a déclaré M. Bush lors d'un banquet dans le cadre somptueux du palais ottoman de Dolmabahçe, sur les rives du Bosphore.

Parmi les sujets qui ont dominé les discussions, la « force résiduelle » installée par les alliés à la frontière

turco-irakienne après leur retrait de la zone de sécurité pour protéger la population kurde d'Irak, était particulièrement d'actualité. La veille, les observateurs des Nations unies avaient fait mention d'affrontements entre Kurdes et Irakiens dans les régions de Souleymanieh et d'Erbil (lire le reportage de Françoise Chipaux ci-dessous). Selon le Comité international de la Croix-Rouge, ces combats auraient à nouveau causé la fuite de civils vers la frontière irakienne.

Bien que le premier ministre turc ait donné, le 18 juillet, son accord officiel pour la formation d'un détachement spécial des alliés basé sur son territoire, la Turquie — craignant de se trouver entraînée contre son gré dans des opérations hors de son contrôle — reste méfiante. M. Mesut Yilmaz avait d'ailleurs spécifié que cette unité, qui inclura un contingent turc, devra obtenir l'accord d'Ankara avant de pouvoir lancer une action contre l'Irak.

« Cette force a pour but d'éviter une répétition des événements horriblement brutaux dans le nord de

l'Irak », a déclaré le président américain. « Nous ne prévoyons pas de l'utiliser. Nous espérons que Saddam Hussein, ayant appris sa leçon, ne se lancera pas dans le genre de carnage qui avait causé notre intervention. » Se référant aux récents combats, M. Bush a déclaré que le problème semblait en voie de solution et qu'il ne nécessitait donc pas l'intervention des alliés.

Négociations quadripartites
sur Chypre

Autre sujet épineux, celui de Chypre. Le président Bush, qui avait déclaré à Athènes qu'il espérait voir la question réglée avant la fin de l'année, a quelque peu tempéré ses propos à Ankara. Refusant d'entrer dans les détails des progrès obtenus, il s'est contenté d'exprimer son optimisme et d'accorder son soutien à l'idée de négociations quadripartites, suggérées par le président Ozal.

A la fin de sa visite, M. Bush a d'autre part estimé qu'une décennie de gouvernement démocratique et

d'économie de marché avait fait de la Turquie une « étoile montante » de l'Europe. « Il n'y a pas de doute que la Turquie mérite d'être dans la Communauté européenne et dans l'Union de l'Europe occidentale, et elle peut compter sur le ferme soutien des États-Unis », a-t-il affirmé.

Pour le président Ozal, souvent contesté dans son pays, l'appui de M. Bush, qui semble sincèrement apprécier sa campagne, est particulièrement important. Dimanche, le président américain a cependant prudemment pris le temps de rencontrer les deux principaux dirigeants de l'opposition, MM. Süleyman Demirel, du Parti de la justice, et Erdoğdu Inönü, du Parti populiste social-démocrate. Alors que l'ANAP — le parti au pouvoir — est vacillant, et que des élections sont prévues au plus tard en octobre 1992, les États-Unis, tout en soutenant M. Ozal et le gouvernement de M. Yilmaz, n'ont pas l'intention de mettre tous leurs œufs dans le même panier.

NICOLE POPE

Etrange cohabitation à Souleymanieh

Dans l'agglomération entourée par l'armée, la police irakienne patrouille aux côtés des combattants kurdes

SOULEYMANIEH

de notre envoyée spéciale

Les combattants kurdes en armes patrouillent dans Souleymanieh, d'où s'est pratiquement retirée l'armée irakienne, qui campe à ses abords. Si les traces visuelles des violents affrontements de jeudi entre peshmergas et armée irakienne ont presque disparu, mis à part quelques débris de chars calcinés et le reste de casemates éventrées, le changement d'équilibre dans le contrôle de cette ville de huit cent mille habitants est net. Devant le gouvernorat, siège du pouvoir central, les combattants kurdes montent désormais la garde à bord des traditionnels 4 x 4 des miliciens, armés d'une mitrailleuse.

Dans le bureau du gouverneur, M. Mohamed Najmeddine Naqchabandi, un Kurde, général de corps d'armée en retraite nommé il y a trois mois, trône le portrait du président Saddam Hussein. Pour cet homme affable qui semble un habitué des voyages de presse organisés par le ministère de l'Information, les troubles à Souleymanieh « ont été provoqués par des éléments venus d'Iran ».

« Nous sommes près de la frontière iranienne, dit-il, et ce n'est pas la première fois que cela arrive, mais la troisième. Ils ont attaqué les installations militaires, toutes les usines et ont suscité des troubles. Mais grâce à la très bonne coordination avec les partis kurdes, nous avons très vite repris le contrôle de la ville et toute l'opération a duré six heures. Le gouverneur n'a pas une idée très claire du nombre de morts, mais il les évalue « entre cent et cent cinquante ».

Ce bilan n'est-il pas très lourd pour une si brève opération ? « Non », répond M. Naqchabandi, car les envahisseurs étaient habillés en peshmergas et, dans le feu de l'action, il était difficile pour l'armée de distinguer entre les combattants (favorables à l'accord avec le gouvernement) et les autres. « Combien étaient ces auteurs de troubles ? C'est très difficile à dire », affirme le gouverneur. Étaient-ils iraniens ? M. Naqchabandi ne saurait l'affirmer même s'il « est sûr que c'est l'Iran qui les

a poussés ». « Quelques personnes ont été arrêtées », ajoute-t-il, mais il ignore de quelle nationalité elles sont. Et les mille deux cents prisonniers de l'armée irakienne annoncés de source indépendante ? « Il n'y a pas de prisonnier », affirme M. Naqchabandi. Quand les événements ont commencé, les soldats sont sortis de leurs unités », dit-il, ce qui pourrait signifier, comme le soulignent des témoins, que beaucoup d'entre eux ont refusé de combattre, « et certains sont toujours manquants », reconnaît sim-

plement le gouverneur. Resté pendant les troubles à son bureau qui, comme les autres bâtiments officiels, n'a pas été touché, M. Naqchabandi est aujourd'hui protégé, dit-il, par des combattants kurdes et des gardes du corps en civil du gouvernement.

Le gouverneur reconnaît toutefois que, depuis ces troubles, « l'armée reste en dehors de la ville alors que les peshmergas sont à l'intérieur ». La seule force gouvernementale encore présente est donc une force de police — cent

cinquante hommes — qui assure des patrouilles conjointes avec une cinquantaine de peshmergas.

Si la version des événements avancée par M. Naqchabandi corrobore en tous points celle donnée le lendemain par le ministre irakien de l'Information et aussi par le chef du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) et de la délégation kurde aux négociations avec Bagdad, M. Massoud Barzani — qui n'avait toutefois pas mis en cause expressément son ancien allié irakien — se contentant de dénoncer des « forces étrangères » — elle est totalement démentie par les habitants.

Versions
contradictoires

« Tout a commencé parce que des soldats irakiens ont tué à un barrage cinq peshmergas », affirme Massoud, un petit commerçant en saroual traditionnel. On est tous sortis avec nos armes et la fusillade a été générale. Enterrés lors de la retraite des peshmergas en avril — Souleymanieh avait été le dernier bastion de l'insurrection kurde — les armes n'avaient pas été trouvées par les soldats, affirme, avec un sourire, Massoud.

En ce dimanche, jour férié en Irak en raison de la fête chiite de l'Achoura, Souleymanieh est peu animée à l'exception des permanences des partis kurdes devant lesquelles sont rassemblés des dizaines d'hommes. Aucune tension particulière n'est perceptible, mais les officiels ou représentants du pouvoir de Bagdad n'y sont vraiment pas à l'aise.

œuvre pour venir à bout de ces troubles, qui ont quand même duré près de deux semaines en mars. Un camp militaire de fortune est toujours installé à proximité de la ville où des blindés sont visibles.

A la place de l'arc de triomphe détruit à l'entrée de la cité, une grande banderole proclame : « L'amour pour Saddam, la gloire pour l'Irak ». Sur les murs, les slogans hostiles à Saddam Hussein ont été recouverts à la hâte de peinture noire, et d'autres lui rendant hommage les ont remplacés, certains étant toutefois barrés de croix, une preuve que quelques réfractaires osent encore braver les omniprésentes mesures de sécurité.

Ici, l'électricité n'est qu'intermittente, et les robinets sont le plus souvent à sec. Dans les petits magasins aux vitres soufflées, les étagères sont presque vides et, sur la place du marché, où stationnent police et armée, quelques vendeurs étalent leur maigre stock. Au siège du Crois-

Repliée aux abords de la ville qu'elle domine, l'armée y a déployé des chars, canons pointés sur la cuvette où s'étale Souleymanieh, et, dans un repli de terrain près du siège du commandement on peut compter une dizaine de canons sans recul. Elle paraît toutefois pour le moment sur la défensive et se sent en terrain hostile.

Tout le long des 100 kilomètres qui séparent Kirkouk de Souleymanieh, on ne franchit pas moins de quinze barrages et à peu près tous les 300 mètres sur les mamelons rocaillieux qui bordent la route, est posté un soldat qui tient la voie dans l'œil de son fusil mitrailleur. Des campements plus ou moins importants sont dispersés partout et beaucoup de véhicules militaires sillonnent cette route fermée à la circulation de 18 heures à 5 heures du matin depuis les événements.

Cette reprise en main de Souleymanieh par les peshmergas qui tolèrent une sorte de cohabitation avec le pouvoir central est une carte supplémentaire pour les partis kurdes dans les négociations qu'ils mènent avec Bagdad. Cette reprise pourrait permettre aux combattants kurdes qui contrôlent désormais entièrement Erbil d'agrandir cette région en leur possession à la lisière de la frontière iranienne.

Dans l'attente de la signature de l'accord avec Bagdad, les peshmergas, en tout cas, montrent qu'ils n'étaient pas prêts à céder du terrain et que le pouvoir central devait compter avec leurs forces.

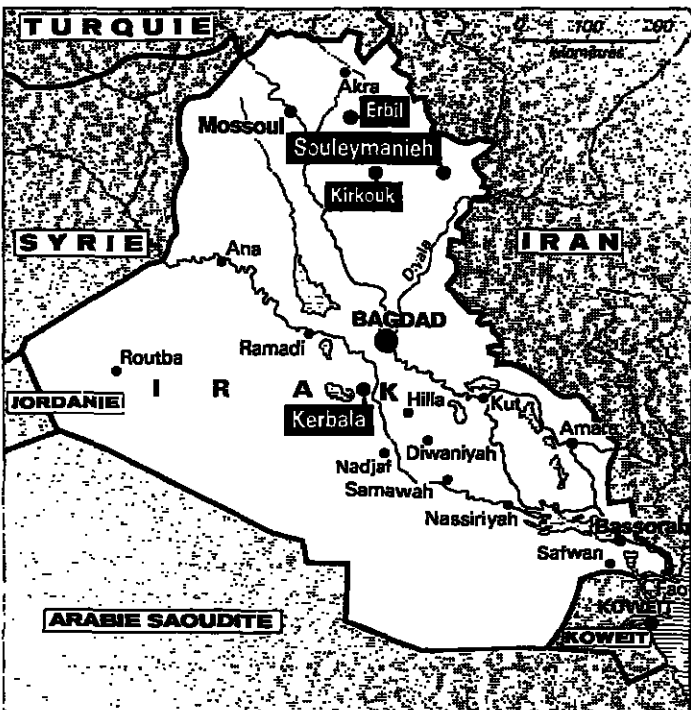
F. C.

sant rouge, une quinzaine de femmes en noir attendent depuis le matin une aide qui ne viendra pas encore aujourd'hui, dixième jour sans approvisionnement, assure-t-elle. La responsable affirme : « Nous recevons en principe de l'aide pour trois mille personnes, mais plus de sept mille en ont besoin. »

Dans un coin, un vieil homme murmure : « Privées de leurs logements et de leur gagne-pain, beaucoup de familles ne savent plus que faire. Certaines se sont installées chez des parents ou amis, d'autres ont disparu et de toutes façons, il n'est pas bon de demander trop de nouvelles », avant de s'éloigner devant des regards trop appuyés.

Le nombre des arrestations, comme celui des victimes, demeurera, sans doute, à jamais inconnu et Kerbala restera comme une des pages les plus noires de la répression des chiites irakiens.

FRANÇOISE CHIPAUX

Kerbala, ville sainte
ville martyre

Suite de la première page

Dans les sanctuaires fermés au culte, des ouvriers s'emploient à réparer les très importants dégâts causés lors des troubles par l'emploi massif des chars dans un espace réduit.

A l'occasion de l'Achoura, la plus grande cérémonie du deuil chiite, qui célèbre le martyre d'Hussein à Kerbala, le pouvoir craignait visiblement les réactions des chiites et le parti Baas a été mis en état d'alerte pour contrer tout éventuel mouvement. A l'interdiction, depuis une dizaine d'années, des grandes manifestations de villageois qui marquent traditionnellement l'Achoura, se sont ajoutées cette année, celle de tenir

des majlis (réunions privées au cours desquelles les participants lisent et commentent le récit du martyre de Hussein, qui s'étaient sur dix jours) comme celle de la diffusion de ce même texte par les haut-parleurs des mosquées.

Etrange
surveillance

L'entrée à Kerbala est, d'autre part, particulièrement surveillée, et pas moins de quatre barrages — ceux de l'armée, de la police, des services de renseignements et de la sécurité — contrôlent les véhicules venant de Bagdad. Vingt-cinq kilomètres avant la ville, les palmeraies ravagées, arbres arrachés ou sciés, abandonnés sur place, témoignent de l'importance des moyens mis en

Océan Indien

MADAGASCAR :
soutenue par la populationL'opposition
est déterminée
à installer
son gouvernement

TANANARIVE

de notre envoyé spécial

Pas de repos dominical pour le Comité des forces vives qui a siégé, dimanche 21 juillet, son quartier général du collège protestant de Rasalama. 3 « Tanana », au cœur du vieux quartier d'Andraovohangy. Dans le vaste bureau du pasteur Richard Andriamananjato, le directeur du collège, une trentaine de personnes préparent studieusement l'avènement de la troisième République malgache.

Le pasteur Andriamananjato confirme que « les forces vives » sont déterminées à annoncer, lundi 22 juillet, la composition du gouvernement de transition et à installer les ministres désignés avec le soutien des fonctionnaires grévistes et de la foule ». En s'adressant, samedi, aux manifestants de la place de Mai, le professeur Albert Zafy, « premier ministre bis », leur a demandé d'« amener boissons et provisions » au cas où il faudrait soutenir un sit in de protestation devant les ministères si l'armée se déploie autour des bâtiments publics.

Une inconnue de taille demeure : la réaction de l'armée. Même si plusieurs groupes d'officiers ont réaffirmé, la semaine dernière, « leur attachement indissoluble à la République » ou bien « à tout pouvoir démocratique élu », leurs déclarations ne s'interprètent pas forcément comme un soutien au régime actuel. Le ralliement surprise aux opposants, samedi, du général Désiré Rakotoarisoana, premier ministre de 1973 à 1988, et récent démissionnaire de l'Armée (le parti du président) a rassuré ceux qui s'inquiétaient d'une réaction hostile de la troupe.

De son côté, recevant la presse dans sa modeste villa, le général Jean Rakotoharison, nommé, il y a une semaine, « président de transition », a assuré, avec un optimisme un peu forcé, que « la passion des pouvoirs aura lieu dans le calme ». S'exprimant sur un ton très « père de la nation », il s'est voulu apolitique : « Mon parti c'est le peuple, a-t-il dit, et en répondant à son appel, je ne fais que mon devoir ».

S'enfoncer
dans la pauvreté

Aucune menace officielle n'a été proférée sauf par le premier ministre, le colonel Victor Ramalison, qui a exhorté, dimanche, ceux qui voudraient verser dans l'illégalité de « faire attention aux possibles heurts que leur démarche pourrait entraîner ». Le quasi-silence du pouvoir accentue l'impression de vide politique perceptible depuis le début de la grève générale, il y a quinze jours. Il faut consulter le Journal de Madagascar, quotidien pro-gouvernemental, pour apprendre que « les Malgaches semblent se résigner à subir les événements qui ne font que les enfoncer dans la pauvreté ».

Même mutisme du côté du palais présidentiel où quelques observateurs qui y ont accès parlent « de déphasage avec la réalité ». Au point de décourager les médiateurs malgaches ou étrangers qui tentent encore d'instaurer un dialogue entre les deux camps. Pour le père Adolphe Razafintanana, qui patronne le Conseil des Eglises chrétiennes de Madagascar (FFKM) et qui cherche à préparer une conférence nationale, « il est trop tard pour négocier un transfert du pouvoir sous l'autorité du président Razafintanana ». Selon lui, « qui compose, aujourd'hui, avec le chef de l'Etat se compromet politiquement », la pression de la rue qui exige le départ du président ayant « rendu la situation irréversible ».

JEAN HÉLÈNE

QUI A ÉCRIT ?
« La feuille de rose est décidément le seul plaisir qui reste »
CHIFFRE 1991
SIVASCOU ET
HACHETTE

Jacques Cellard et Alain Rey
DICTIONNAIRE
DU FRANÇAIS
NON
CONVENTIONNEL
HACHETTE
1991

EUROPE

YUGOSLAVIE : alors que le retrait de l'armée a commencé en Slovénie

La présidence ouvre le dialogue
sur l'avenir de la fédération

Les dirigeants yougoslaves devaient se rencontrer, lundi 22 juillet, à Ohrid (Macédoine), pour tenter d'amorcer le dialogue sur l'avenir de la Fédération alors que les violences se poursuivent en Croatie où les incidents interethniques ont fait au moins vingt-deux morts la semaine dernière. Six personnes ont ainsi été tuées au cours du week-end. L'armée fédérale a d'autre part commencé à se retirer de Slovénie.

BELGRADE

de notre correspondante

La présidence collégiale yougoslave devait siéger, lundi 22 juillet, à Ohrid (Macédoine) pour poursuivre ses travaux après la décision prise jeudi de faire se retirer l'armée fédérale de Slovénie. Les présidents des six Républiques ainsi que les représentants du gouvernement et du Parlement fédéral, ont été conviés à cette session, qui pourrait aboutir à la signature d'un accord de paix entre tous les protagonistes de la crise. Les responsables yougoslaves tenteront en tout cas de résoudre les problèmes restés en suspens avant la reprise du dialogue sur l'avenir du pays. La question croate devrait notamment être au centre des débats.

Depuis l'annonce du retrait de l'armée fédérale de Slovénie, les réactions de mécontentement ont été nombreuses en Croatie. Le président, M. Franjo Tudjman, a estimé, samedi 20 juillet, dans un communiqué, que les principes de la déclaration de Brioni avaient été violés. « La décision de la présidence collégiale implique de facto la dissolution de la Slovénie du reste de la Yougoslavie alors que la mission européenne avait obtenu de Brioni la confirmation d'un moratoire de trois mois sur la proclamation unilatérale d'indépendance. » Néanmoins, M. Tudjman a précisé que la décision de la présidence collégiale, selon l'esprit de la déclaration de Brioni, n'aurait pas de conséquence sur le retrait de l'armée fédérale de la Croatie.

Par ailleurs, le président croate a rappelé que les autorités de Zagreb devaient être consultées pour régler les problèmes du passage des troupes fédérales en Croatie lors de leur retrait vers la Serbie et la Bosnie-Herzégovine. Les responsables croates, a-t-il annoncé, exigent que les observateurs de la mission européenne supervisent ces opérations.

La décision de la présidence met en effet la Croatie dans une position très délicate. Non seulement l'armée fédérale reste en Croatie, mais en plus elle renforce ses effectifs en Serbie et en Bosnie-Herzégovine, c'est-à-dire au sud et à l'est de la République. La Croatie ne cache donc pas son inquiétude et tente de chercher des explications à ce brusque revirement. L'une des principales thèses avancées est celle d'un prétendu pacte entre la Serbie et la Slovénie. La Serbie laisserait, selon Zagreb, la Slovénie - qui est ethniquement homogène - quitter la fédération afin d'accélérer le processus de désintégration de la Yougoslavie et tenter ainsi de réunir, avec l'aide de l'armée fédérale, tous les territoires yougoslaves où vivent des Serbes.

« Une guerre
des frontières »

Dimanche, le principal quotidien de Zagreb, *Vjesnik*, affirmait qu'en Croatie il n'était pas question de conflits interethniques entre Croates et Serbes mais d'une agression classique. « Il s'agit d'une guerre des frontières, continuait *Vjesnik*, d'une agression progressive des armées serbes de Croatie pour les rattacher à la Serbie. »

En visite à Osijek, chef-lieu de l'est de la Slovénie, où les combats entre les forces de l'ordre croates et des civils serbes armés se sont intensifiés ces dernières semaines, le président croate a lancé, dimanche, un appel à la population serbe de cette région pour qu'elle se démarque des actions des extrémistes venus de Serbie. Il a indiqué que « la Croatie n'a nullement l'intention de négocier avec la Serbie les territoires de l'est de la Slovénie ».

FLORENCE HARTMANN

URSS : offensive majeure
pour les réformes en RussieM. Eltsine interdit
l'activité des partis
sur les lieux de travail

Par un décret prenant effet dans deux semaines, M. Boris Eltsine a interdit, samedi 20 juillet, le maintien des structures de parti au sein des administrations et des entreprises sur le territoire de la Fédération de Russie.

Le texte diffusé, samedi 20 juillet, par l'Agence de presse russe RIA interdit « la création de nouvelles structures et l'activité de partis déjà existants », ce qui vise avant tout le Parti communiste, les nouveaux partis n'ayant que des structures embryonnaires dans la société en Russie. L'activité politique n'est autorisée qu'en dehors des heures de travail et hors des locaux : des entreprises et administrations. Les syndicats restent autorisés après accord entre l'administration et les collectifs de travailleurs, précise le texte.

Le décret du 10 juillet dans ses nouvelles fonctions de président élu au suffrage universel, M. Eltsine, réalisant une promesse électorale, a lancé ainsi par décret, sur le modèle utilisé sans grand succès par le président Gorbatchev, ce qu'il avait pu faire adopter par son Parlement, où le poids des communistes reste fort. Son décret autorise le gouvernement russe à ouvrir des enquêtes, d'ici au 1^{er} octobre, sur les décisions qui auraient été adoptées par des fonctionnaires « conjointement avec des organismes de partis politiques », et à mettre au point des « mesures indispensables pour réclasser les responsables qui auront été libérés de leurs fonctions en application du décret ».

Cela devrait ouvrir une phase aiguë de lutte contre les potentats du Parti communiste qui conservent, surtout dans les provinces et zones rurales, le rôle dirigeant auquel le PCUS a pourtant renoncé officiellement début 1990 avec la suppression du fameux article 6 de la Constitution soviétique.

Mais le rôle principal du Parti communiste reste celui qu'il jouait encore à la tête de l'armée, du KGB, du ministère de l'Intérieur et du parquet général. M. Eltsine, évitant de décréter la dépolitisation de ces organismes relevant de la compétence de la direction soviétique, recommande dans son décret au Parlement de Russie de soumettre aux députés de PURSS un projet de loi à ce sujet.

M. Eltsine évite ainsi une confrontation trop directe avec M. Gorbatchev, qui avait lancé la marginalisation du PCUS mais avait dû reculer lors du 28^e congrès du PCUS l'an dernier, devant la résistance des conservateurs et des militaires. Mais sa nouvelle initiative jette de l'huile sur le feu à quatre jours d'un plénum du comité central du PCUS, où M. Gorbatchev veut faire adopter un nouveau programme du parti, renouant aux dogmes communistes. (AFP, Reuters)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : après les révélations de la presse

L'aide financière du pouvoir au parti zoulou
met en émoi la classe politique

Les révélations de la presse sur l'aide financière de la police et des services de sécurité sud-africains à Inkatha, le parti à dominante zouloue de M. Mangosuthu Buthelezi, ont déclenché un scandale dont personne ne peut dire, aujourd'hui, où il s'arrêtera. (Le Monde daté 21-22 juillet).

JOHANNESBOURG

de notre correspondant

Les deux 250 000 rands (550 000 francs) touchés par Inkatha pour mener des actions dirigées contre le Congrès national africain (ANC), ne sont que la partie visible de l'iceberg, selon M. Kobus Jordaan, député du Parti démocrate. « J'ai la confirmation qu'environ 5 millions de rands [11 millions de francs] ont été donnés par le gouvernement à l'Union des travailleurs sud-africains (UWUSA), le syndicat lié à Inkatha, avant 1989 », a-t-il déclaré à la presse dominicale.

M. Jordaan avait interrogé le chef de l'Etat, le 5 mars, au cours de la session parlementaire, à propos des « énormes sommes versées secrètement à Inkatha » mais n'avait pas obtenu de réponse. C'est en revenant à la charge, le 9 avril, qu'il entendit de la bouche du président De Klerk que « la

politique du gouvernement » n'était pas « de financer directement ou indirectement un parti politique, quel qu'il soit ».

M. « Piki » Botha, le chef de la diplomatie, a admis que les fonds en cause provenaient d'une caisse noire, destinée à financer de « vastes campagnes anti-sancions ». Il a déclaré au *Sunday Times* qu'il avait autorisé le versement de ces fonds, gérés secrètement par son ministre, dans « le strict cadre de la lutte contre les sanctions » mais a refusé de dévoiler quelles sommes avaient été englouties dans ces campagnes. Le journal dominical rappelle, cependant, que, dans le budget en cours, 380 millions de rands (835 millions de francs) ont été attribués au département des finances, celui des affaires étrangères se taillant « la part du lion ».

M. Buthelezi
plébiscité

La classe politique est en émoi. Le Parti conservateur a percuté et simplement demandé la démission du président De Klerk et l'organisation rapide d'élections. Le Prix Nobel de la paix, Mgr Desmond Tutu, devant trente mille personnes rassemblées, près du Cap, pour une cérémonie funéraire, a souligné que le chef de l'Etat se démette si une enquête judiciaire prouvait qu'il était au courant des agissements de ses

ministres. Le pasteur Allan Boesak, l'un des fondateurs du Front démocratique uni (UDF), a exigé, en outre, la démission des ministres de la défense et de la loi et de l'ordre.

A gauche de l'échiquier politique, M. Don Nkomo, le secrétaire général de l'Organisation du peuple d'Afrique (AZAPO), n'a pas trouvé ces révélations supérieures. « Inkatha n'est rien d'autre qu'une marionnette du régime qui, comme les autres institutions des bantoustans, est utilisée dans des opérations contre-révolutionnaires », a-t-il estimé.

Au cours d'une émission télévisée, le ministre de la loi et de l'ordre s'est dit satisfait que de « telles opérations » aient pu conduire à « la levée des sanctions économiques ». Il a réaffirmé qu'il démissionnerait s'il se sentait devenir « un obstacle aux négociations », ce dont il ne discuterait qu'« avec le président De Klerk ».

Pour sa part, M. Buthelezi a continué de nier les évidences produites par le *Weekly Mail* et confirmées par le gouvernement. Il a affirmé qu'il n'avait pas l'intention de présenter d'excuses à l'ANC, ni de démissionner de la présidence de l'Inkatha, poste auquel il vient de se faire plébisciter, dimanche, à la fin de la conférence annuelle de son parti. Manière d'asseoir une nouvelle légitimité.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

ALGÉRIE

Le FLN n'a pas réussi à élire
son bureau politique

Le comité central du Front de libération nationale (FLN), au pouvoir, a suspendu ses travaux, dans la nuit du samedi 20 au dimanche 21 juillet, sans réussir à élire le bureau politique, a indiqué le quotidien du parti, *El Moudjahid*.

De profondes divergences opposaient, en effet, les réformateurs aux cagiques qui reprochaient notamment aux premiers d'avoir entériné un programme de réformes libérales ayant abouti, selon eux, à la « casse » de l'économie et à la « clochardisation » de la société.

Pour sa part, l'ancien ministre de l'Industrie et de l'Énergie sous le régime du président Houari Boumediène, M. Belaid Abdesslam, a démissionné du comité central pour protester, semble-t-il, contre la reconduction de M. Abdelhamid Melhi, au poste de secrétaire général, tandis que MM. Abdelaziz Bouteflika et Ahmed Tach Ibrahim, deux des

principaux ténors du parti, ont boycotté la fin de la session.

D'autre part, M. Ali Benflis, ministre de la justice du nouveau gouvernement de M. Sid Ahmed Ghazali, a été déchargé de ses fonctions « pour convenances personnelles », a annoncé, dimanche, un communiqué de la présidence de la République. (AFP)

o SOMALIE : signature d'un accord entre six mouvements politiques. - Les six mouvements politiques réunis à Djibouti pour une conférence de réconciliation nationale, ont signé, dimanche 21 juillet, des accords en vue de se répartir le pouvoir et de garantir la stabilité du pays. L'actuel chef de l'Etat par intérim, M. Ali Mahdi Mohamed, a été confirmé dans ses fonctions pour deux ans. Le Mouvement national somalien (MNS), qui a proclamé l'indépendance de la République du Somaliland le 18 mai, ne participait pas à cette conférence. (AFP)

EN BREF

o ANGOLA : nomination d'un premier ministre. - M. Fernando José De Franca Dias van Dunem, ministre du plan, entré en décembre 1990, au bureau politique du MPLA au pouvoir, a été nommé premier ministre, samedi 20 juillet.

o COTE-D'IVOIRE : remise en liberté du secrétaire général du « Parti socialiste ». - Le secrétaire général du Parti socialiste ivoirien (PSI), M. Bamba M'féré, interné, vendredi 19 juillet, à Abidjan, a été remis en liberté après avoir passé onze heures dans les locaux de la police. (AFP)

o COLOMBIE : assassinat d'un « chef » des FARC. - Des inconnus armés de mitraillettes ont assassiné, le samedi 20 juillet, le chef d'un groupe d'« autodéfense paysan », Henry Perez, et six autres personnes, qui prenaient part à une procession religieuse à Puerto Boyaca (150 kilomètres au nord-ouest de Bogotá). Les proches de Henry Perez, condamné par défaut le mois dernier à vingt ans de prison pour le massacre de vingt personnes en 1988, ont accusé Pablo Escobar, chef du cartel de Medellín, d'avoir commandité l'assassinat depuis la prison où il est incarcéré près de Medellín. (Reuters)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LES SICAV
DE L'UAP

L'UAP gère plus de 200 milliards d'actifs dont une partie par l'intermédiaire de 8 SICAV. Sa gestion est marquée par trois principes majeurs : Sécurité, Rentabilité, Liquidité.

Ces 8 SICAV, à vocation différente, permettent d'offrir aux souscripteurs, soit par le biais de contrats d'assurance vie, soit en direct, une gamme de produits adaptés à leurs objectifs de placement. Nous appliquons pour les SICAV les mêmes principes de gestion que ceux de l'UAP : sécurité, rentabilité, liquidité. Globalement, sur les cinq dernières années, les performances de nos SICAV les situent parmi les meilleures de leur catégorie.

SITUATION AU 28/06/91		SUR 6 MOIS			SUR 5 ANS	
		Indice SBF : +14% (dividende inclus) Inflation : +1%			Indice SBF : +5,8% (dividende inclus) Inflation : +3,2%	
Catégorie (1)	Valeur liquidative (en FF)	Actif total (en MF)	Pert. %	Pert. %	Classement par catégorie	
SICAV ACTIONS						
UAP-ACTIONS FRANCE	MONORY-CEA 60% minimum en actions françaises	528,63	1815	+11,4	+8,8	6/22
UAP-ACTIONS CANADIENNES	IMMOBILIERES actions de sociétés immobilières	564,28	3258	+ 4,2	+4,0	3/13
UAP-INVESTISSEMENTS	DIVERSIFIEES 50% maximum en actions étrangères	426,41	1489	+15,5	+6,6	7/47
UAP-ACTIONS SELECTIONNEES	DIVERSIFIEES 30% maximum en actions étrangères	586,78	1174	+14,1	+6,2	12/47
SICAV OBLIGATIONS						
UAP-OAT	OBLIGATIONS françaises long terme	152,05	2461	+ 6,1	+8,8	16/59
UAP-AUTRE	OBLIGATIONS internationales	195,59	1164	+ 7,6	+6,9	7/28
UAP-MOYEN TERME	OBLIGATIONS françaises moyen terme	122,98	658	+ 5,5	-	-
UAP-1 ^{re} CATEGORIE	OBLIGATIONS françaises à durée ou garanties par l'Etat	10248,50	595	+ 6,1	+6,4	20/33

Souscriptions et rachat repus aux guichets de la BANQUE WORMS, Tour Voltaire, 1, Place des Degrés, Cedex 58 92059 Paris La Défense (Tél. 49 07 50 50) et dans ses diverses agences.

(1) Catégories FNN-FO

DIPLOMATIE

Alors que Moscou propose une doctrine
de « dissuasion nucléaire minimale »Les Etats-Unis réduisent la liste
des cibles d'attaque nucléaire

La liste des cibles potentielles d'une attaque nucléaire américaine - qui est remise à jour annuellement - a été réduite de plusieurs milliers et les pays d'Europe de l'est en sont désormais exclus, a affirmé dimanche 21 juillet le *Washington Post*. Citant de hauts responsables gouvernementaux parlant sous couvert de l'anonymat, le journal indique que le « Plan d'emploi des armes nucléaires » (NWEP) ne répertorie plus que 7 000 cibles, contre 10 000 dans sa précédente version.

Ce nouveau plan a été élaboré à partir d'octobre dernier dans la perspective de la conclusion de l'accord START de réduction des armements nucléaires, qui doit être signé lors du « sommet » Bush-Gorbatchev à Moscou les 30 et 31 juillet prochains. Ce plan devrait subir d'autres modifications de cet ordre d'ici sa prochaine révision en octobre.

La lettre
de M. Bessmertnykh

Parmi la liste des cibles soviétiques abandonnées, figurent de nombreux centres régionaux du parti communiste, encore récemment cibles prioritaires, dont l'importance est aujourd'hui jugée secondaire, parallèlement à la baisse d'influence du parti. La réduction du nombre de cibles résulte également d'une meilleure connaissance des points faibles

soviétiques et d'une meilleure précision des missiles, rapporte le *Washington Post*, citant toujours les mêmes sources.

L'URSS a de son côté proposé samedi que des consultations sur une nouvelle doctrine de « dissuasion nucléaire minimale » se déroulent entre les cinq puissances nucléaires sous l'égide des Nations unies. Cette proposition est formulée dans une lettre du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, publiée par l'agence Tass.

Il s'agit de définir « le minimum des moyens de combats permettant à chaque partie de causer un préjudice dissuasif à la partie adverse, dans toutes les conditions possibles (...) une approche permettant d'assurer la stabilité stratégique ». M. Bessmertnykh a précisé que la création de ce nouveau système passait par une « réduction radicale du rôle des forces armées dans la politique des Etats et l'ouverture de la sphère militaire, ainsi que le contrôle de leurs activités ». Enfin, selon l'*hebdomadaire Newsweek*, M. Gorbatchev aurait évoqué la semaine dernière devant les dirigeants du G7 un programme de conversion de l'industrie militaire soviétique aux activités civiles, avec l'aide de sociétés occidentales, dont le budget serait de 30 milliards à 40 milliards de dollars. (AFP, Reuters)



ENVIRONNEMENT

Les nouvelles armes anti-feu

De la brumisation, expérimentée dans le Lubéron, au pare-flamme en tissu les techniques de lutte contre les incendies de forêts se perfectionnent

NICE

de notre correspondant régional

Longtemps caractérisée par l'empirisme et la bonne volonté, la lutte contre les incendies de forêts fait désormais l'objet d'une approche scientifique. Il s'agit de mieux connaître le feu pour mieux le combattre - ou le prévenir - avec des méthodes, des matériels et des produits de plus en plus performants. Ces missions sont assumées par le Centre d'essais et de recherche de l'entente interdépartementale en vue de la protection de la forêt contre l'incendie (CEREN), installé à Valabre, près d'Aix-en-Provence. Un organisme créé il y a douze ans, mais qui n'a acquis sa personnalité actuelle qu'en 1989. Composé d'une dizaine de personnes, dont quatre permanents, il joue le rôle d'un « coordinateur de compétences » en collaboration avec le monde scientifique et industriel.

Grâce à d'importants moyens techniques, dont un « tunnel du feu » de grande dimension et un « tunnel thermique d'expertise et d'analyse informatique de données » - breveté, - il est à même de réaliser presque tous les tests de combustibilité. Soit pour évaluer des produits finis - il sert, alors, de laboratoire d'homologation à la sécurité civile - ou pour définir de nouveaux produits. Soit pour faire progresser la recherche fondamentale et appliquée avec ses différents partenaires.

Le CEREN est chargé, en particulier, du suivi de l'expérimentation d'une nouvelle technique de brumisation. Son utilisation, la semaine dernière, dans l'incendie qui a détruit près d'un millier d'hectares dans le Lubéron, a confirmé les résultats encourageants des premiers essais, effectués l'an dernier en Ardèche.

Mise au point par un ingénieur aixois, M. Aristide Kaldonis, cette technique est issue de la recherche fondamentale, qui a

montré qu'un feu se propageait essentiellement par la production de gaz très chauds (800 à 1 200 degrés), due à une réaction de la végétation à l'approche du feu sous forme de vaporisation d'essences ou d'aérosols extrêmement volatils et inflammables. La brumisation, c'est-à-dire la projection sous pression d'un brouillard de micro-gouttelettes d'eau à l'aide d'un turbo-canon, provoque un échange thermique qui abaisse la température des gaz de moitié et fait écran aux ondes de chaleur de l'incendie, à l'origine du dégagement, à distance, des végétaux.

D'autre part, elle contribue, sous l'effet du vent - qui devient un allié - à humidifier une très large zone, vingt fois supérieure, selon l'inventeur, à celle couverte par les lances des pompiers, avec une consommation d'eau quatre fois inférieure. L'expérimentation de la brumisation est réalisée, depuis le début de la campagne, avec cinq véhicules équipés de turbo-canon (1) dont trois acquis par le département des Bouches-du-Rhône et deux par l'Entente en association avec la Fondation pour la forêt méditerranéenne. La mission du CEREN est de vérifier l'efficacité réelle du procédé, baptisé Zeus, et de définir une doctrine d'emploi (en prévention ou dans la lutte en aval ou en amont du feu).

Gros porteurs

Au rayon des nouveaux matériels anti-feu récemment testés par le centre de Valabre figurent également, un filet ignifugé fabriqué par un industriel d'Arménie et un pare-flamme en textile conçu par une société aragoise. Le premier, tissé en mailles carrées de 5 millimètres de côté, à partir d'une fibre de coton trempée dans un bain d'ignifugation, a cependant montré ses limites. S'il crée bien un obstacle au transport de particules enflammées, il ne constitue

pas une véritable barrière physique contre le feu. Bien que son coût soit élevé, il pourrait, éventuellement, être utilisé pour la protection de dépôts d'ordures ou de campings. Le second, réalisé dans un tissu de mailles tricoté à partir d'un fil complexe obtenu par l'assemblage de divers matériaux de synthèse, a été jugé, lui, « très efficace » comme écran au rayonnement infrarouge d'un foyer d'incendie. Déjà employé dans l'industrie, il a un avenir certain dans le domaine de la sécurité civile (protection de points sensibles, de véhicules, fabrication de vêtements pour les pompiers).

Dans le domaine des moyens mécanisés, le centre de Valabre poursuit, d'autre part, des essais concernant un nouveau type de camions gros porteurs (12 000 litres de capacité). Equipés pour la pose de barrières de produits retardants, ceux-ci peuvent notamment être utilisés la nuit quand les Canadairs ne volent plus, ou en attaque directe. Deux de ces engins, ache-

tés par le département du Gard, sont opérationnels depuis le début de l'été.

Le CEREN, qui travaille, parallèlement, sur les problèmes de la protection thermique des cabines de « camions feux de forêts » a également donné son aval à l'utilisation de nouveaux véhicules légers tout terrain dotés chacun de six moto-pompes pour la défense spécifique des lotissements.

On verra peut-être enfin, d'ici peu, la mise en service de gendarmes automatiques de feux de forêts par détection de fumées et par infrarouges. De fabrication française, ce matériel, qui a déjà été testé dans le Var, est mieux adapté aux contraintes de relief de la région méditerranéenne que les détecteurs à laser. Mais la nécessité de créer des réseaux rend toutefois son installation onéreuse.

GUY PORTE

(1) Il existe également un brumisateur statique pouvant être installé dans les arbres ou sur des points hauts et fonctionnant d'abord en prévention.

EN BREF

□ Un pyromane arrêté dans le Gard. - Après l'incendie qui a détruit la semaine dernière une trentaine d'hectares de bois dans la commune de Vallérargues (Gard), les gendarmes ont arrêté, samedi 20 juillet, un homme de vingt et un ans qui a avoué avoir allumé plusieurs feux aux alentours de la localité, « pour s'amuser ». Le jeune homme avait aidé les pompiers à éteindre les flammes.

□ CRS contre écologistes à Strasbourg. - Une centaine de CRS ont été nécessaires, dans la nuit du samedi 20 au dimanche 21 juillet à Strasbourg, pour dégager l'accès d'un chantier d'abattage d'arbres occupé par des militants écologistes. Ceux-ci voulaient empêcher les bûcherons de couper une cinquantaine de maronniers sur une place de la ville où doit être

construite une station de tramway. Après plusieurs heures de poursuites et de bousculades, le chantier a été bouclé et les arbres abattus. Ils seront remplacés après les travaux. Les militants écologistes reprochent au maire (PS) de la ville, M^{me} Catherine Trautmann, d'avoir choisi le tramway contre le projet de métro souterrain.

□ Menace de marée noire en Australie. - Un pétrolier grec transportant 80 000 tonnes de brut a pris feu, dimanche 21 juillet, à environ 40 kilomètres des côtes australiennes, au nord de Perth. A la suite de l'incendie, entre 10 000 et 20 000 tonnes de pétrole se sont échappées des soutes du pétrolier. C'est la plus grande menace de marée noire qu'ait jamais connue l'Australie. - (AP.)

POLITIQUE

Selon le baromètre mensuel de l'IFOP

L'action de M^{me} Cresson suscite un mécontentement croissant

L'effet Cresson n'est apparemment pas porteur de popularité. Le sondage de l'IFOP publié dans le *Journal du dimanche* du 21 juillet (un échantillon national de 1 763 personnes interrogées du 1^{er} au 9 juillet) fait apparaître, par rapport à juin, une baisse de 7 points de l'indice de satisfaction des Français en regard de l'action de M. François Mitterrand et de celle de M^{me} Edith Cresson.

33 % des personnes interrogées se déclarent en effet satisfaites (contre 40 % en juin) et 48 % mécontentes (contre 42 % en juin) du président de la République, qui retombe ainsi, selon cette enquête, à son niveau de novembre 1985.

Quant au pourcentage des personnes mécontentes du premier ministre, il est passé en un mois de 18 % à 37 %, soit une progression négative de 19 points; 18 % seulement des personnes interrogées se disent satisfaites de l'action de M^{me} Cresson (contre 25 % en juin); 45 % des personnes interrogées

(57 % en juin) refusent encore, toutefois, de se prononcer.

L'Humanité : « déception et amertume »

Commentant ce sondage, l'éditorialiste de *L'Humanité*, Jacques Courard, écrit notamment dans le quotidien du PCF, lundi 22 juillet : « Le « parler cru » (pour ne pas dire grossier) l'agit franc » ne suffisent plus à masquer la réalité. La vie devient plus dure, les acquis sociaux sont minés, l'angoisse de perdre son emploi s'étend, la violence couve dans les bonheurs. Plus tôt que de muscler l'économie, comme promis, on cède aux groupes japonais et on investit les richesses produites ici dans des opérations spéculatives aux Etats-Unis. (...) A poursuivre une politique inspirée des programmes de la droite, on accroît la déception, l'amertume, qui mènent à la passivité, au renoncement, qui redonnent de l'appétit à Chirac, Giscard d'Estaing et autres... »

Le débat sur les modes de scrutin

M. Pasqua : « Les socialistes apparaîtront comme des tricheurs et des tripoteurs ! »

Évoquant le 21 juillet, dans une interview au *Journal du dimanche*, l'éventualité de réformes électorales, M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, déclarait notamment : « J'ai toujours pensé que les socialistes feraient le forcing pour changer les règles du jeu puis-que les leur sont plus favorables. Ils ont toujours été mauvais joueurs. Leur démarche est d'autant plus aberrante que, pour les élections régionales, qui sont à la proportionnelle, ils veulent un scrutin majoritaire. Et pour les cantonales, c'est

l'inverse. Mais, quels que soient les modes de scrutin, ils seront battus, car ils apparaîtront comme des tricheurs, des trapeurs et des tripoteurs ! »

L'ancien ministre de l'intérieur ajoutait : « Vouloir faire un scrutin au niveau régional et non plus départemental pourrait avoir d'autres conséquences : l'unité nationale pourrait être menacée avec l'apparition de véritables duchés. C'est le vieux rêve de l'Europe des régions sans les Etats. »

Une fête champêtre du Front national

M. Le Pen s'en prend aux médecins togolais et aux fils de harkis

ORLÉANS

de notre correspondant

M. Jean-Marie Le Pen, qui participait à une fête champêtre du Front national, dimanche 21 juillet, à Montargis, près de Paris (Loiret), s'est encore longuement exprimé sur l'immigration, en présence d'un millier de militants.

Le chef de file de l'extrême droite a notamment déclaré : « Quand ce brave monsieur Yamgane a été nommé secrétaire d'Etat, j'ai dit que je ne comprenais pas bien ce qu'il faisait dans notre gouvernement. Parce qu'il est ingénieur des mines et que la Bretagne n'a pas besoin d'ingénieurs des mines... En revanche, le Togo a sans doute besoin d'ingénieurs des mines... Et puis, a ajouté M. Le Pen, je tiens cela de l'ambassade du Togo, il y a quatre-vingt-douze médecins togolais installés dans la région parisienne. Mais oui ! Comme il y a dans nos universités de plus en plus de professeurs étrangers, près de cent professeurs maghrébins à l'université de Lille. Alors ces quatre-vingt-douze médecins togolais prennent la place de quatre-vingt-douze médecins français... Et l'on envoie là-bas des coopérants français... Ne serait-il pas plus simple qu'ils repartent au Togo pour soigner leurs compatriotes ? Il est vrai que c'est sans doute moins confortable. Mais je le dis franchement, notre préoccupation n'est pas le confort de jeunes médecins togolais. Et je dis cela, mesdames et messieurs, parce que l'homme qui vous parle est né dans une maison où le sol était en terre battue... Et puisque c'est la mode de parler cru, a encore dit M. Le Pen, s'il y a des gens qui ne sont pas contents de la

façon dont ils sont traités chez nous, eh bien, qu'ils s'en aillent. »

Le président du Front national a ensuite parlé des fils d'anciens harkis en disant qu'il éprouvait « plus de compassion pour les pères que pour eux-mêmes. Il faudrait qu'ils apprennent, a-t-il dit, que le destin se forge avec son courage et avec ses bras. Mon grand-père ne savait ni lire ni écrire et il a commencé sa vie à travailler à l'âge de cinq ans en gardant les vaches pour qu'on lui donne de la soupe. »

« Bluff médiatique »

A propos des mesures envisagées par le gouvernement pour lutter contre l'immigration clandestine, M. Le Pen a affirmé : « Qu'ai-je dit au soir du discours télévisé concernant le bluff médiatique ? J'ai dit qu'il s'agissait d'un bluff médiatique destiné à provoquer un tollé dans les milieux humanitaires, complices du pouvoir, tolé à l'abri duquel on allait pouvoir régulariser... C'est exactement ce qui est en train de se faire. Il n'y a pas eu de charter mais, en revanche, officiellement, régularisation de quinze mille clandestins... Quinze mille, cinquante mille ou cent mille, vous n'en savez jamais le chiffre, on ne sait pas puisque l'administration elle-même n'est pas capable, à un million près, de dire combien il y a de clandestins en France. »

Enfin, le président du Front national a déchaîné les rires en affirmant : « Je me marierais avec un homosexuel, noir et juif, qu'on estimait que je n'ai pas encore apporté la preuve que je n'étais pas raciste. »

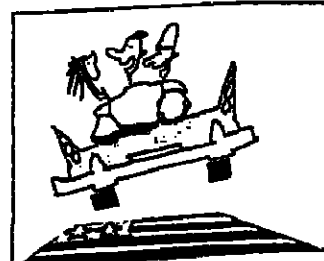
RÉGIS GUYOTAT

Jeunes d'Amérique

Thomas le fermier de Marcellus

MARCELLUS UPSTATE NEW-YORK

de notre envoyé spécial



Proximité des Grands Lacs, dans ces vallées couvertes d'érables et de pommiers, on est fermier de père en fils. Les villages et hameaux ont conservé le nom qu'un pionnier, latiniste, leur donna voici trois siècles. Simplement, les exploitations se sont concentrées entre quelques mains, sous l'effet conjugué du progrès et du refus des jeunes de rester à la terre.

Thomas, vingt ans, un des cinq fils d'une famille d'éleveurs, sort de l'école après le traite du soir. Il est 19 heures. Il termine sa journée commencée à 4 heures. Son frère aîné prendra le relais, pour la traite de 23 heures, la troisième du jour. Dans la cour sentant le purin, Thomas se lave au jet d'eau. En dépit d'un physique de jeune premier, c'est un timide.

Morale

SAUTE

Etre fermier n'est pas du dernier cri. Au lycée déjà, les enfants de paysans restaient entre eux. Son père, un ancien technicien d'aéronautique, s'est reconverti dans la polyculture : quelques légumes, les fourrages et une centaine de vaches laitières. Mal accepté du voisinage à ses débuts, cet agriculteur peut désormais compter sur le « coup de main » d'un collègue, et sur deux de ses gérçons. C'est un presbytérien convaincu, fréquentant assidûment, avec sa femme, infirmière libérale, une petite communauté religieuse très stricte.

Thomas n'a pas voulu rester dans ce climat de religiosité. Il n'habite plus à la ferme. Il partage un appartement avec d'autres étudiants dans un foyer de Syracuse, ville distante de 30 kilomètres. Les visites de jeunes filles y sont interdites.

C'est du moins ce dont se félicite son père. La morale est sauve. Thomas ne fait aucun commentaire. Qu'importe. Il est en train de construire sa propre maison, à une centaine de mètres de celle de ses parents, sur un bout de terrain familial. Il y vivra avec sa *girl-friend*. Au village il a « *tridé de la drogue* ». Il ricane du « *laisser-aller des jeunes de la ville* ». Il se déclare « *catonné* ». Il a choisi de vivre au grand air et de devenir son propre patron. Durant l'hiver, il occupe un emploi de mécanicien dans un garage, « pour compléter ». Il a une voiture et deux motos.

Ce soir, avant le retour au foyer et le coucher du soleil, dans la cour déserte, il répare la Honda du commis qui séjourne pour trois mois à la ferme. Celui-ci est un adolescent aux longs cheveux blonds, venu de Hollande. Là-bas, une organisation se charge de placer des stagiaires en Amérique et au Canada. Ces futurs agriculteurs savent que ni dans leur pays ni même en Europe ils ne trouveront de terre disponible. Alors ils projettent de s'établir sur les étendues vierges d'Amérique du Sud, après s'être formés ici aux techniques les plus modernes.

La présence du commis hollandais, qui visiblement se plaît à l'étable, témoigne d'une ouverture sur la lointaine Europe. Entre fermiers, on s'apprécie. Thomas acquiesce aux critiques amères de son père. « La Communauté européenne protège ses éleveurs et nous, ici, s'échouent. Le GATT lui-même casse nos marchés », s'exclame la patriarcale, brandissant un récent article de *Newsweek*. A l'entendre, « les deux dernières années ont été catastrophiques. Les syndicats sont des incapables ». Dans les yeux verts de Thomas passe furtivement une vague inquiétude sur l'avenir.

DANIELLE ROUARD

Réunis dans le Gard

Des fils de harkis réclament un secrétariat d'Etat spécifique

« Nous demandons la création d'un ministère ou d'un secrétariat aux harkis, sinon, tout dialogue restera impossible », a déclaré, samedi 20 juillet, en fin d'après-midi, le porte-parole d'une centaine de fils d'anciens harkis réunis à Saint-Laurent-des-Arbres (Gard) dans le but de constituer les bases d'une coordination nationale.

Ce porte-parole, M. Hacène Arfi, qui avait conduit, à la mi-juin, l'occupation de la mairie de cette localité, a lancé un « ultimatum » au gouvernement : si d'ici à mercredi, Mohamed Bekram, le fils de harki emprisonné à Nîmes après avoir tiré le 3 juillet sur un gendarme, à Saint-Laurent-des-Arbres, n'est pas libéré, « barages et troubles recommenceront ».

Ce groupe a en outre décidé que la nouvelle coordination nationale constituée par ses soins serait provisoirement dirigée par la communauté de Fumel (Lot-et-Garonne). Deux avocats, M^{me} Nicolas Bedel, du barreau de Montpellier, et Gilbert Collard, du barreau de Marseille, qui assistent les fils d'anciens harkis dans les procédures judiciaires en cours, ont participé à cette réunion. Ils ont indiqué qu'ils déposeraient une demande de libération pour Mohamed Bekram, se pourvoieraient en cassation pour exiger la levée de la mesure de contrôle judiciaire frappant M. Amar Boucif depuis le 18 juillet, et demanderaient une enquête à la Cour des comptes au sujet des attributions des fonds alloués en principe aux anciens harkis depuis 1962.

Une élection cantonale partielle

SEINE-MARITIME : canton de Caux-Barville (1^{er} tour)

Inscr., 6 248 ; vot., 3 577 ; abst., 42,74 % ; suff. expr., 3 433.

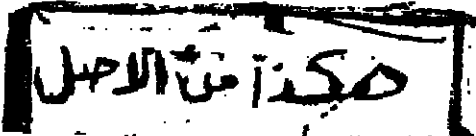
MM. Didier Jouanne, div. d., 830 voix, 24,17 % ; Pierre Mius, div. g., 638, 18,58 % ; René Vimont, div. d., 546, 15,90 % ; Emile Caumont, div. g., 489, 14,24 % ; Gérard Tassel, div. d., 345, 10,04 % ; Jean-Jacques Carpentier, 223, 6,49 % ; Jean-Marc Coblence, 148, 4,31 % ; Michel Masdebien, PC, 121, 3,52 % ; Patrick Dupin, écol., 93, 2,70 % ; Ballottage.

Il s'agit de pourvoir le siège laissé vacant par le décès de Robert Gabel, UDF-rad. La participation a été faible malgré la variété des candidatures se réclamant de l'opposition nationale et de la majorité départementale conduite par M. Jean Lacoste, CDS, président du conseil général. En tête du ballottage, M. Didier Jouanne est personnellement soutenu par M. Lacoste. Il devance nettement M. Pierre Mius, maire divers gauche de Saucville.

La surprise vient de la progression de la gauche dans son ensemble. La Fédération du PS n'ayant pas désigné de candidat officiel, MM. Mius et Caumont, qui se réclament tous deux de la majorité présidentielle, totalisent 32,82 % des suffrages, et surtout plus de suffrages que le seul candidat PS de 1985 qui n'en avait recueilli que 18,96 %. Le PC, en revanche, perd 2,09 points et le candidat des Verts ne réalise qu'un score médiocre dans ce canton situé sur la zone médiane de l'ouest.

Le second tour opposera M. Jouanne à M. Mius qui sont les seuls à avoir franchi le seuil de 10 % des inscrits mais le résultat final n'aura aucune incidence sur la composition de l'assemblée départementale.

En mars 1985, le siège avait été pourvu au premier tour de scrutin. Les résultats avaient été les suivants :
Inscr., 5 948 ; vot., 4 352 ; abst., 26,83 % ; suff. expr., 4 187. M. Robert Gabel, UDF-rad., 2 853 voix, 68,13 % ; M^{me} Amick Engels, PS, 794, 18,96 % ; M^{me} Roland Rico, FN, 305, 7,28 % ; Francis Leroux, PC, 255, 6,61 %.



SOCIÉTÉ

« Ils » ont gardé le Larzac...

Le Tour de France des enfants des cités

Caravanes de banlieues

« Ils se foutent vraiment de nous ! » Sans aucune compassion pour le commissaire Dubarry, malade, Gigi, vingt et un ans, dit la conclusion d'un débat éroté. Les jeunes de Noysey-le-Grand attendent un dialogue avec les autorités de la ville : seul le commissaire sera venu, courageusement, affronter la révolte de ses interlocuteurs. M. le maire (M. François Richard, RPR), qui avait pourtant promis sa présence, a fait faux bond.

La caravane de l'Organisation des banlieues unies (OBU), filiale de SOS-Racisme, passait jeudi 18 juillet à Noysey-le-Grand (Seine-Saint-Denis), accueillie par l'association locale Stop-Ghettos. Créée en décembre dernier sur l'initiative de militants de SOS-Racisme, l'OBU s'est choisie un ambassadeur local : « Nous sommes les vrais interlocuteurs parce que nous sommes les vrais acteurs. » Forte d'une centaine de membres, représentant quelque soixante-cinq villes, l'OBU a lancé trois caravanes à travers la France jusqu'au 5 août.

« Soyez cool »

A chaque étape, démonstrations sportives et concerts de rap accompagnent les débats entre jeunes et représentants des maires, de la police, « Nous voulons aider les jeunes des cités à s'organiser, pour qu'ils puissent devenir les interlocuteurs des pouvoirs publics », explique Fodé Sylla, l'un des fondateurs. Trop souvent, les municipalités ne dialoguent qu'avec les associations para-municipales et ignorent les petites associations de quartiers.

Parce que l'union fait la force, les caravanes de l'OBU permettront à des jeunes de différentes cités de se rencontrer, de confronter leurs expériences. Fodé croit fermement qu'il est possible, en les impliquant dans la vie et l'animation de leur quartier, de trouver une « solution à la violence ». C'est aussi le « message » que veulent faire passer les rappers de Zone X, qui feront la tournée aux côtés de RAZ, D. et DSK. « Soyez cool, préchez ainsi Gabriel, moi aussi, j'étais dans une bande, à la cité des Effes d'Ath-Mons. Mais à vingt ans, il faut se calmer. » Gabriel a renoncé à la « baston » après avoir rencontré le prisonnier. Aujourd'hui il a repris des études, et, surtout, il rappe.

Ce n'est pas un hasard si l'OBU emmène des rappers dans ses bagages : « Le rap est un moyen pour les jeunes de structurer leur discours », dit Fodé, ce qu'ils n'arrivent pas à faire autrement.

Joué, soir, ceux de Noysey-le-Grand ont tenté de faire comprendre au commissaire Dubarry leur « problème » dans une ville où le seul local existant est fermé depuis 20 heures, et, réservé aux moins de dix-huit ans ; une ville où, en avril dernier, ils se sont « fait charger par les keufs » après avoir organisé un concert sauvage. Peu satisfaits des réponses du policier, qui invoquait les plaintes des riverains, Gabriel, Daoud, Silmane et leurs « potes », surtout, une nouvelle fois, recouru au rap pour raconter la cité.

SYLVIE DERAIME

Suite de la première page

Ce fut — magie des chiffres — le samedi des Cent trois. Il y avait de l'Aspirine dans l'air. Ou du Jacquot le Croquant à la télévision. Ou de la Jeanne — Jeanne de Domrémy — face à ce défi : « Quand le vent souffle de Larzac, le ne peut empêcher de penser à Dieu », écrivait, l'autre jour encore, un touriste dans le livre d'or de la Jasse.

Après quelques marches de protestation sur Millau et Rodez, puis un jeûne de Larzac del Veste, les paysans du Larzac ont choisi de porter leur combat sur le plan national. « C'était qu'on se double, mais c'est nous qui avons décidé », se souvient l'un des leurs, Guy Tardieu, celui que les partisans de l'extension du camp appellent aujourd'hui, en raison de ses sympathies socialistes, « le préfet du Larzac ». Ce n'est pas « qu'on », c'est « nous », c'est dix, cent, cent mille. La France marche : les socialistes, les scouts, les non-violents, les enseignants, les chrétiens, les évêques, les socialistes, les zonzards, les syndicalistes, plus quelques militaires contestataires, cela finit par faire du monde lors des rassemblements organisés, l'été, sur le plateau.

Vivre au pays

La France, cette France-là, se met, progressivement, à l'occitan. « Gardarem », nous diront-ils. Deuxième leçon : « Voler vivre au pays », nous diront-ils. Les Larzaciens sont nombreux, tout à coup, à Paris, à Lyon, à Bordeaux, à vouloir « vivre au pays ». Dans une lettre aux paysans du Larzac, en 1978, Sartre retrouvait les accents haletants d'André Malraux pour saluer « la plus belle lutte de notre siècle ». A peu près au même moment, un autre vieux monsieur, anonyme celui-là, offre secrètement aux Cent trois deux lingots d'or, pliés dans du papier journal, pour les aider à vivre « au pays ». C'est la lutte du pot de terre contre le fer, et la France, un rien tourmentée, prend alors, inexplicablement, fait et cause pour Perrette et le pot au lait.

Vingt ans plus tard, le Larzac a pourtant laissé des blessures chez ceux qui ont vraiment souffert de la non-extension du camp. Des commerçants, pour la plupart, « Les journalistes, vous êtes tous payés pour écrire des mensonges. Le Monde ? C'est pire que tout ! Parce que l'année, c'est notre outil de travail, vous comprenez ? Moi, je préfère être employé par les militaires que par les boîtes de la loi, le comité n'entend pas baisser sa garde, il veut faire bouger les choses, et vite. Alors, comme ils l'avaient déjà fait le 14 juillet aux abords de l'Eysse, ses militants ont déployé quelques banderoles et sorti des sifflets qui vrillent les oreilles. Mais le ministère des affaires sociales reste clos, et sourd. Il ne se trouve aucun conseiller technique pour les recevoir. Le dispositif policier — plusieurs cars, des gardiens de la paix retranchés derrière des barrières métalliques, des commissaires barbotés de talles-walkies — est impressionnant.

Myriam était venue avec ses deux filles : leur mère et père ont en prison, où il termine une peine de cinq ans pour trafic de stupéfiants. Il devrait sortir dans deux mois, et être immédiatement expulsé vers la Tunisie. « Il ne partira pas. Je m'accrocherai aux roues de l'avion, s'il le faut, mais on ne peut pas priver mes quatre enfants de leur père », hurle Myriam. Les petites filles sortent leur passeport français, et se mettent à pleurer, lorsque, en l'usant que de la force « strictement nécessaire », les policiers les poussent dans le car qui les emmène vers le commissariat. Deux heures et demi plus tard, elles se retrouvent sur le trottoir. Elles ont séché leurs larmes et rangé leur passeport français. C'était leur premier « contrôle d'identité ».

AGATHE LOGEART

IMMIGRATION

Manifestation contre la « double peine »

Les larmes des filles de Myriam

M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, a déclaré, samedi 20 juillet à Châtigny-Malabry, à l'université d'état de SOS-Racisme : « Il n'est pas question de remettre en cause le droit d'asile tel qu'il est défini par la convention de Genève, ni de revenir sur la situation des étrangers en situation régulière. (...) L'intégration, cela veut dire faire en sorte qu'en France tous puissent participer à la vie de la société. Et ce n'est pas seulement l'action d'un ministère qui aboutira à cela, mais l'action de la société tout entière. » Au même moment, une quinzaine de militants du Comité contre la double peine manifestaient devant le ministère de M. Bianco. Ils ont été interpellés par la police et retenus pendant deux heures et demi pour un contrôle d'identité.

Il n'y a pas eu d'excès de zèle. « Juste la force strictement nécessaire », a dit le policier chargé de faire place nette, samedi 20 juillet, devant le ministère des affaires sociales, à l'heure précisément où M. Jean-Louis Bianco s'exprimait devant ses anciens « potes » de SOS-Racisme. Ils étaient une quinzaine de manifestants, venus à l'appel du Comité contre la double peine, crier leur détresse face aux situations individuelles qu'ils jugent inhumaines : les peines de prison assorties d'interdictions du territoire français, pour des étrangers résidant en France depuis long-

temps et renvoyés dans leurs pays d'origine, dont le plus souvent ils ne connaissent pas la langue et où ils n'ont plus d'attaches. Qu'importe que, dans le dispositif présenté le 10 juillet par M. Cresson pour maîtriser l'immigration, le gouvernement ait annoncé une modification de la loi, le comité n'entend pas baisser sa garde, il veut faire bouger les choses, et vite. Alors, comme ils l'avaient déjà fait le 14 juillet aux abords de l'Eysse, ses militants ont déployé quelques banderoles et sorti des sifflets qui vrillent les oreilles. Mais le ministère des affaires sociales reste clos, et sourd. Il ne se trouve aucun conseiller technique pour les recevoir. Le dispositif policier — plusieurs cars, des gardiens de la paix retranchés derrière des barrières métalliques, des commissaires barbotés de talles-walkies — est impressionnant.

Myriam était venue avec ses deux filles : leur mère et père ont en prison, où il termine une peine de cinq ans pour trafic de stupéfiants. Il devrait sortir dans deux mois, et être immédiatement expulsé vers la Tunisie. « Il ne partira pas. Je m'accrocherai aux roues de l'avion, s'il le faut, mais on ne peut pas priver mes quatre enfants de leur père », hurle Myriam. Les petites filles sortent leur passeport français, et se mettent à pleurer, lorsque, en l'usant que de la force « strictement nécessaire », les policiers les poussent dans le car qui les emmène vers le commissariat. Deux heures et demi plus tard, elles se retrouvent sur le trottoir. Elles ont séché leurs larmes et rangé leur passeport français. C'était leur premier « contrôle d'identité ».

AGATHE LOGEART

Un « commando Charles-Martel » revendique l'incendie du local d'une amicale algérienne en banlieue parisienne. — Un « commando Charles-Martel » a revendiqué dimanche 21 juillet, la responsabilité de l'incendie qui s'était déclaré, dans la nuit du samedi 20 au dimanche 21, dans une petite salle de réunion servant

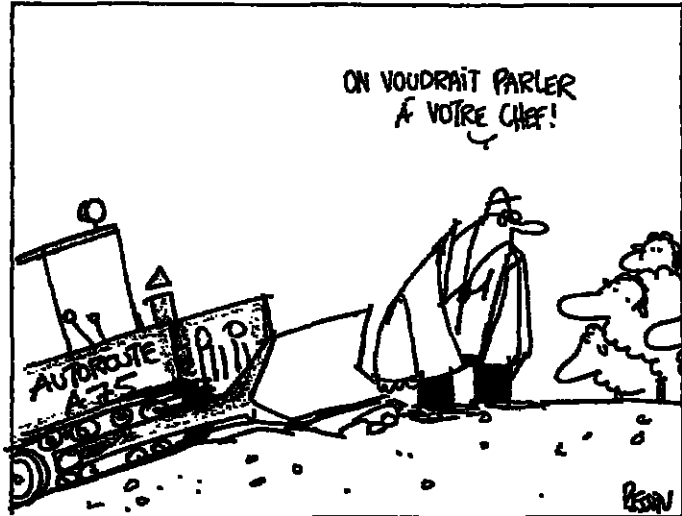
d'ordinaire à une amicale d'Algériens de Bondy (Seine-Saint-Denis). L'organisation d'extrême droite, qui s'est aussi appelée « commando Charles-Martel », avait revendiqué plusieurs attentats contre des intérêts algériens ou des organisations d'immigrés originaires du Maghreb, de mars 1973 à mars 1986, notamment à Marseille et à Paris.

Un très beau scénario

Dans le camp d'en face, celui des intransigeables vainqueurs, on mesure, en revanche, avec satisfaction « les acquis de la lutte ». On avait très beau scénario : le berger contre le militaire. De bons acteurs, y compris Michel Debré dans le rôle du méchant. Et un public qui n'attendait que ça, se souvient une Larzaciennne venue

de l'Aisne en 1970, Elizabeth Bailon, désormais adjointe au maire de Millau. « Vive l'immigration, vive les mélanges, vive l'intégration ! » jubile, de son côté, Guy Tardieu, un riche avocat. Le plus beau résultat de la lutte, ce sont les enfants des écoles !

Dans l'école primaire de L'Hôpital, créée de toutes pièces en 1973, au nord du plateau, il y a en effet quarante-cinq enfants, aujourd'hui. Et ils sont, paraît-il, beaucoup plus éveillés que les autres lorsqu'ils arrivent au collège de Millau : tout récemment encore, la fille d'un ancien ouvrier a pu faire éclater, sans dommage, un vieux stock de boules pointues, puis dans le grenier de son père. « C'est un acte de la lutte du Larzac », a-t-elle expliqué simplement chez la surveillante générale.



Dans un contexte général de désertification rurale, le nombre d'exploitants agricoles a légèrement augmenté (119 contre 107, il y a vingt ans), tandis que le nombre d'emplois non agricoles a pratiquement été multiplié par dix dans la même période. Il a pourtant fallu près de quatre ans, après la décision de M. Mitterrand de renoncer à l'extension du camp, pour que le problème fût résolu. Le Larzac n'est pas un paradis, mais il a permis de sauver quelque 6 300 hectares. Comme il ne pouvait être question de les rétroceder aux anciens exploitants — des fermiers, pour la plupart, — une solution originale fut peu à peu trouvée, sous l'influence des paysans-travailleurs.

Il s'agit de la Société civile des terres du Larzac (SCTL), qui loue les terres à la Salvetat, puis qui les sous-loue aux fermiers ou aux résidents non agricoles jusqu'à l'âge de leur retraite. « Nous avons prévu un système d'intérêts pour ceux qui sont ainsi contraints de partir. Cela favorise les investissements : on les évalue entre 150 000 et 400 000 francs, selon les exploitations, depuis 1981 », précise José Boré, un ancien squatter de Montauban, devenu membre du comité national de la confédération paysanne et président de la SCTL. « Il n'y a pas d'autre exemple de gestion collective de l'espace rural, sauf peut-être en Nouvelle-Calédonie ».

La « cazeille » de Kanaky

Mais, précisément, cela ne doit rien au hasard. Les paysans du Larzac et les Kanaks eurent le même avocat moutonnien, M. François Roux. Au moment des accords de Matignon, Jean-Marie Tjibaou et Yeiwené Yeiwené étaient accueillis dans des fermes du plateau pour s'y reposer. « Yé-yé se reposait dans l'herbe en arrivant ici, et le matin, il se levait très tôt pour voir le soleil se lever sur la brousse », se souvient Marzette Tardieu, qui fit quinze jours de prison, pendant « la lutte ». Cet été, une « cazeille », un abri de brousse, sera inaugurée sur le terrain de Kanaky, en souvenir du combat des indépendantistes et de leurs deux chefs assassinés au printemps 1989 (1).

Vingt ans après, le Larzac reste une terre rebelle, ouverte sur l'univers. Pas plus tard qu'au mois de mai dernier, le centre de recherche sur la non-violence du Can du Larzac a ainsi organisé les Assises de l'objection. Ses animateurs ont aussi effectué différentes missions, non seulement en Nouvelle-Calédonie, mais au Maroc, au Guatemala, en Liban, au Tibet, comme un dit, du « retour de la solidarité ».

« Par rapport à la lutte, on fait peut-être figure d'endormis, mais par rapport à l'extérieur, on fait toujours figure d'excités », assure Léon Maillet, un « pur porc » —

comme on disait, à l'époque, des paysans originaires du Larzac — devenu l'un des principaux animateurs du mensuel Gardarem lo Larzac (2). Quand, voilà deux ans, des exercices de tir ont entraîné l'incendie de 400 hectares de terres, la « tribu des Larzacs » a de nouveau envahi le camp, en attendant de recevoir les excuses des militaires. « Cela nous a fait quelque chose, rapporte l'un d'eux, nostalgique. Il y avait si longtemps que ce n'était pas arrivé. » Depuis 1987, « les Larzacs » tiennent pacifiquement toute leur place dans la nouvelle lutte menée contre la politique de maîtrise de la production de lait adoptée par les industriels de Roquefort.

« Dire ce qu'on pense »

Plus modestement, il s'en trouve toujours un pour abriter, dans un petit théâtre, aménagé grâce à la coopération bénévole du syndicat CDDT de l'inspection du travail de Millau, le groupe de rock local — les Tacos-Baccata (3) —, uniquement formé de « vian-dards », de nouveaux éleveurs du

porc. Ça ne fait rien si on continue de vivre avec cinq ou 5 000 ou 6 000 francs par mois, tant qu'on reste habitués à dire ce qu'on pense. Parce que moi, quand je retrouve des anciens de la JAC [Jeunesse agricole chrétienne], on n'a plus grand-chose à se dire. »

Pourtant, la « tribu des Larzacs » n'a guère bougé lorsque, ces derniers temps, elle a vu approcher de ses terres le projet d'autoroute A-75, destiné à relier Clermont-Ferrand et Montpellier, mais surtout à doubler l'axe de la vallée du Rhône et à faciliter les liaisons entre l'Espagne et l'Europe du Nord. Il y a bien sûr les « pour », comme Gérard Dery, le maire socialiste de Millau, et les « contre », comme Alain Desjardins, un ancien permanent de la CDDT et du PSU, reconvertis dans la foie gras, la confiture de framboise et l'accueil en milieu rural.

Ces deux-là, anciens de « la lutte », vont même devoir s'affronter, sur ce dossier, aux prochaines élections régionales : le premier sur la liste du PS, le second sur celle des Verts. Mais « les Larzacs » ont jugé, cette fois, qu'il était « utopique » de s'opposer au principe de l'autoroute. Les clivages traditionnels ont repris le dessus.

Du côté de la Pezade, au sud du plateau, où les travaux en cours font une longue saignée dans la terre rouge du causse, les pan-neaux d'information des services de l'équipement se montrent, il est vrai, si apaisants : comment « for-dre l'autoroute dans le paysage », pour qu'il « s'harmonise avec les grands espaces du Larzac » ? Eh bien, par exemple, en supprimant les glissières de sécurité, en concevant un dallage qui symboliserait la voie romaine, ou encore grâce à des bassins de réception des eaux, qui pourraient être aménagés en « lavognes », ces réservoirs entourés de dalles de pierre et destinés au rafraîchissement des bœufs. On songe, devant tant de prévenances, à cette explication de M. Mitterrand lorsqu'une vieille paysanne de La Blaquière l'avait remercié, bien des années plus tard, pour sa décision de 1981 : « C'est que, madame, je ne pouvais pas faire autrement. Vous aviez tous un si mauvais caractère. »

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Le Larzac fête les vingt ans de sa lutte par une série de rencontres, débats, expositions et concerts organisés du 15 au 18 août. Programme complet sur demande aux Rencontres du Larzac, Potence, 12100 Millau. Tél. : 65-60-62-33.

(2) L'héritier complète de la lutte du Larzac n'est, rassurez-vous, dans un ouvrage, Cris et committent (à paraître), dit à des ethnologues américains, Sonia et Alexander Allard Jr., professeurs à l'université de Columbia.

(3) Tacos baccata : non loin de l'océan, un coiffeur peigne votre visage qu'il mille cinq cents ans. Il est utilisé pour soigner les boutons sur le visage des moutons.

Selon le Centre d'études des revenus et des coûts

Deux mères sur trois exercent une activité professionnelle

Selon une étude du Centre d'études des revenus et des coûts (CERC), le système français d'aide pour la garde des enfants favorise le travail des femmes.

En France, le nombre de femmes qui s'installent sur le marché du travail ne cesse de croître. Actuellement, deux mères de famille sur trois exercent une activité professionnelle, le plus souvent à temps plein, ce qui n'est pas toujours le cas chez nos voisins. Une étude du CERC, publiée ce mois-ci, montre que, malgré bien des imperfections, le système français prévu pour la garde des enfants facilite ce genre de choix.

Le CERC constate que, contrairement à ce qui se passe en Suède, au Danemark, au Royaume-Uni ou en RFA, les Françaises boudent le travail à temps partiel (en 1989, il n'y avait que 16 % des femmes ayant des enfants à charge à choisir cette formule). Est-ce parce qu'elles ne veulent pas sacrifier leurs ambitions professionnelles ? Cela n'est pas impossible, le Centre souligne toutefois l'impact que peuvent avoir les mesures de prestations sociales, les impôts, l'organisation de la scolarité. Le Royaume-Uni est, par exemple, le pays où les femmes ont le plus fréquemment pour le travail à temps partiel, mais c'est également celui qui a décidé les incitations fiscales les plus importantes : ni les employeurs, ni les salariés ne paient de cotisations sociales si la rémunération brute ne dépasse pas 460 F par semaine. Les femmes en usent dès le premier enfant et continuent à travailler à temps réduit une fois les enfants élevés.

Alors que dans la plupart des pays, les structures d'accueil des enfants qu'à partir de cinq ou six ans, en France, l'école maternelle est publique et gratuite à partir de trois ans : 95 % des enfants en profitent (40 % des deux à trois ans). Différentes aides financières permettent aux mères de famille françaises de suspendre temporairement leur activité professionnelle, mais elles sont surtout intéressantes pour les femmes ayant un revenu peu élevé.

En conclusion le CERC estime que « le système français offre des moyens divers pour résoudre les difficultés de garde. Il n'incite pas au travail à temps partiel mais facilite la suspension d'activité pour les mères de familles nombreuses ayant des enfants en bas âge et un revenu d'activité bas. Il allège aussi les frais de garde des enfants et offre des aides sans conditions de ressources, permettant ainsi aux femmes dont les salaires sont plus élevés ou qui ont des ambitions de carrière de continuer à exercer leur profession ».

Ch. Ch.

l'affaire du Musée Jacquemart-André : inculpation de M^{me} Lydie Huyghe. — M^{me} Lydie Huyghe a été inculpée, le 14 juin, a-t-on appris le 22 juillet, par M. Jacques Clavier-Schelle, juge d'instruction, d'abus de confiance et de complicité de détournement de fonds publics dans l'affaire du Musée Jacquemart-André dont elle est le conservateur. Elle a été laissée en liberté, placée sous contrôle judiciaire, avec obligation de ne pas se rendre au musée, dont la gestion est assurée par l'Institut de France.

CULTURE



Voilà le Festival entré dans son second cycle. A partir de ce lundi, les danseurs de William Forsythe inscrivent sur les murs de la Cour d'honneur le dessin tourmenté de leurs corps, de leurs jambes nerveuses. Ils se produisent pour la première fois en plein air. Le théâtre est toujours présent, et Georges Lavaudant prépare son Chantier de Théâtre Ouvert. Peter Brook fait un malheur avec la *Tamara*, publie un livre, séduit le public pendant les traditionnelles rencontres au Verger. Le théâtre religieux châte, le Tazieh, inaugure le programme iranien et croise la tradition de la parole perpétuée par Edmond Jabès, poète juif.



Les sabres et les mots

Tradition chiite et tradition juive se croisent à Avignon

Le Tazieh, tragédie religieuse des chiites iraniens ; et un montage de textes imprégnés de la tradition juive : le Festival propose deux manifestations de l'imagination créatrice avant que « l'art profane devienne rival de l'art religieux », comme dit André Malraux, manifestant que toutes deux quoique actuellement de pays adversaires, sont la preuve d'une autre proposition de Malraux : « L'art est la réponse à l'interrogation que pose à l'homme sa part d'éternité ».

La tragédie religieuse iranienne a pour origine, comme la tragédie grecque ou celle de Shakespeare, un détournement de pouvoir : Ali, chef des chiites, gendre et cousin du prophète Mahomet, se ressaisit du pouvoir dont s'étaient emparés trois Califes. Il est assassiné en 651. Son fils, Hossein, réunit des fidèles. Armée, femmes et enfants sont exterminés le 10 octobre 680, à Karbala, par les troupes du Califé de Damas. La sépulture d'Hossein va devenir, pour les chiites, le lieu de leur pèlerinage.

Le Tazieh a chaque fois, en tout ou partie, l'imam Hossein pour protagoniste. Deux dans s'y font face : celui du Bien, qui est celui d'Hossein, en costumes blancs et verts, et celui du Mal, en costumes rouges. Combats épiques, puis combats au sabre, puis exécutions de Hossein, de ses officiers, de son fils (très jeune, et qui a pris part aux combats).

Les costumes sont d'une beauté fabuleuse, incroyables casques d'or ou d'argent ornés de grandes plumes d'autruche, cottes de mailles, écharpes multicolores. Le décor est un simple ensemble de trois estrades, mais souvent dominées par des tapisseries qui, parfois, entrent en jeu (des lions figurant sur l'une d'elles sont censés sortir soudain pour dévorer vite fait un méchant

ennemi). Le texte est un poème en vers, anonyme, il est tantôt dit, tantôt chanté avec un art d'une ressource mélodique et rythmique miraculeuse. Les musiciens sont une trompette et deux percussions. Les rôles de femmes sont tenus par des hommes, auxquels toute féminisation du jeu est déconseillée. Enfin, un personnage muet, vêtu de noir, va et vient dans le décor, d'un protagoniste à l'autre, un peu comme faisait Kantor, mais celui-ci n'est pas inactif, il ramasse une ceinture tombée, un fragment de sabre cassé et, très souvent, il va se tenir contre le musicien trompettiste, lui intimant l'ordre de calmer son ardeur, car ce musicien, qui d'ailleurs est un virtuose éminent et tout en surprises, naviguant entre le tango, le clairon de nos marches militaires et La Nouvelle-Orléans, est bouillonné d'impatience lorsque les dialogues simplifiés parés ou chantés *a cappella* (comme les muezzins) se prolongent trop à son gré.

Saut-de-lit

Détail charmant : les hommes sont censés être des amateurs, ce qu'ils sont parfois, l'électricien du village, ou son boucher, ou son forgeron, par exemple, et alors le muet venu de noir s'empare à leur déposit, de temps à autre, sur le pont-mau de leur sabre ou, à côté d'eux, sur un verre d'eau (qui figure le fleuve Euphrate), une ou deux pages froissées, jaunies, qui sont censées être le texte. L'acteur-électrique y jette (ou fait d'y jeter) parfois les yeux, mais une de ces feuilles tombe au sol, quatre sabres en plein combat lancent des éclairs, un chanteur s'est envolé dans une sinusoïde musicale-chaumière-animale absolument farfouillonneuse, un chef d'armée sur son vaillant coursier (une chaise de paille) trouve le temps, alors qu'il

est en train d'occire quatre adversaires, de rajouter une liquette brodée d'or, un saut-de-lit de velours cramoisi et une plume d'autruche jaune citron à son uniforme déjà époustouflant, le sang boudit brusquement de la gorge d'un fantasme de onze ou douze ans égaré par un kriss d'argent, derrière un pilier le muet en noir et le musicien s'arrachent à présent la trompette, ça se corse, une panthère de la grande espèce, ayant balancé vingt archers au tapis, regagne d'un pas lent sa tapissure, tout cela vous laisse forcément baba, et d'autant plus baba que ce théâtre millénaire n'a rien d'une antiquité puisque cette «revanche des chiites» n'a pas disparu de l'histoire.

Changement total de théâtre avec l'autre manifestation d'art religieux : Edmond Jabès. La réalisatrice Marie André, qui avait choisi les fragments du texte avec l'auteur avant sa mort, a opté pour le non-spectacle. Les acteurs, assis sur des chaises, au bas d'un mur de la cour du Palais-Vieux, lisent simplement à livre ouvert : Catherine Sellers, enchantée, sublime, Miloud Kheib, poignante, bouche d'ombre, éternelle, et Francis Frappat, voix d'une intelligence claire qui a raison de risquer, par brefs instants, un petit rayon de légèreté.

Jeu des mots cachés

Edmond Jabès a choisi de nous faire entendre des pages où apparaissent constamment deux opérations assez singulières : un jeu d'antagonismes du dit et du contre-dit, et une poursuite de certains fragments de termes à l'intérieur de termes plus complets. Le jeu des antagonismes, Jabès le pose ainsi : « L'ordre de la Création » a été « établi » en vertu de la loi d'équilibre basée sur le

jeu des antagonismes. Aussi entendons-nous des lignes de «balancements», tels que : « aucun visage n'est dans le visage, aucun lieu n'est dans le lieu », « est-ce le bruit qui est dans la mer ou la mer qui est dans le bruit ? », « l'out-développement de la pensée est d'abord la mort de cette pensée », et ce jeu de contraires va son chemin (il n'est pas un chemin), sans cesse.

L'autre constante est un repérage de syllabes, ou de lettres seules, blotties dans des termes entiers : « L'arbre est dans le marbre », « Dans le mot amour il y a le mot mur », « I est dans silence », « Justice et loi ont une voyelle en commun. On la trouve aussi dans bien », « Dans le mot vivre, il y a le mot ivre », etc.

Sont dit en passant, le jeu des dits antagonismes - « tout seul est un non-sens » - comme le jeu des mots cachés dans d'autres mots, fait beaucoup penser aux enchaînements de discours d'un autre grand esprit, qui lui n'est pas juif mais d'origine protestante, Jean-Luc Godard. Dits à la perfection, avec une infinie pénétration et une fidélité sûre, par de grands acteurs, ces pages de Jabès peuvent être lumineuses et poignantes, et en revanche tourner en rond à l'écoute de qui ne dispose pas de la culture et, dans le sens le plus étendu du mot, de la mémoire juives.

Il aurait été préférable, pensons-nous, de s'arrêter ces lectures dans une mise en scène religieuse-historique précise, intensive, et si possible de toute beauté, et dès lors l'art si singulier de l'écriture de Jabès eût été, à tous, toutes cultures confondues, accessible, comme l'est la tragédie religieuse chiite, jouée et chantée dans une langue que pourtant le public du Festival ignore du tout au tout.

MICHEL COURNOT
Tazieh, cloître des Célestins, 22 heures, 22 juillet.

Le principe d'incertitude

Georges Lavaudant ferme les Chantiers de Théâtre Ouvert en méditant sur la guerre

Georges Lavaudant est l'un des plus acharnés compagnons du répertoire contemporain (Baillly, Deutsch, Brecht, Le Clézio, Genet). Amoureux fou du froid et du beau, il s'est attaché un groupe de comédiens, souvent rejoint par de nouvelles têtes. Comme Isabel Otero, qu'il invitait en 1987 à célébrer la fête noire de Baal et qui est revenue cette année en Avignon.

Georges Lavaudant : Ces chantiers, qui ont incontestablement une dimension ludique, sont aussi une mise en jeu profonde de ce que l'on est. Le théâtre est un art trop important pour être simplement amusant. Il faut en revanche qu'existe la gaieté du travail, qu'il dure une semaine ou trois mois. Je me dis qu'on vient de vivre une période dure et qu'il faut faire du mieux possible pour en rendre compte. Une période dure ? J'ai vu qu'à l'occasion de « pas grand-chose », les attitudes se sont tendues de manière schématisée. J'ai été effrayé par la rapidité avec laquelle j'étais, nous étions, capables de nous laisser entraîner dans des polémiques, des hystéries, des raisonnements absurdes. Il n'y avait plus moyen de maîtriser une parole sincère, on faisait tous de la géopolitique, de la stratégie militaire, c'était ridicule. Je n'ai pas de jugement sur le conflit du Golfe mais j'ai une honte terrible de la manière dont on l'a commenté, nous-mêmes, les journalistes, les politiques, honte de cette incapacité à prendre sérieusement en charge un tel événement.

« Ce chantier est l'occasion pour moi de retrouver le bonheur que j'ai toujours éprouvé à mener des «travaux parallèles», à Théâtre ouvert ou ailleurs. La forme du chantier est constitutive du théâtre, un peu comme le sont les carnets du peintre ou les journaux

de bord de l'écrivain. Un chantier permet de retrouver un peu l'essence du théâtre, une chose sur le fil, hésitante, sans laquelle le grand spectacle, avec les grands décors, ne serait plus possible. Malheureusement, une telle aventure n'a lieu que de loin en loin. Elle devrait être un état permanent du théâtre, comme la recherche est un état permanent de la science ».

Isabel Otero : « Cette proposition est venue à un moment où j'avais commencé de réfléchir sérieusement à mon travail. Je ne sais pas si je «reviens» au théâtre, si je «repense» un travail entamé au Centre dramatique de l'Ouest puis à Strasbourg avec Jean-Pierre Vincent et le groupe XXI de l'école du TNS, ou si je «repars ».

« Dans ce type d'aventure, je retrouve un peu l'atmosphère que j'ai connue en Espagne, où j'ai joué avec des groupes qui, à la fin du franquisme, vivaient une sorte d'engagement, à la fois politique et ludique, et, surtout, jouaient beaucoup sur la dérision. J'ai un peu la nostalgie de cette aventure ».

« J'ai fait beaucoup de cinéma ces dernières années. J'ai eu tendance à me collecter avec les gens de manière un peu solitaire tout en ayant constamment l'envie d'un travail un peu plus long. Cela ne veut pas dire que je cherche une famille, cela ne me sécuriserait pas du tout. Le seul moyen de garder son intégrité, est de savoir pourquoi on travaille. Ce n'est pas toujours possible. Il y a une masse de propositions divergentes, on arrive à surmonter, ce n'est plus qu'une question de survie ».

Propos recueillis par OLIVIER SCHMITT

► Les Iris. Tinel de la Chartreuse. A 19 heures, les 24 et 25 juillet.

Une réalité naturelle

Peter Brook, Daniel Mesguich : deux conceptions exposées dans deux livres

En mars, à la Cartoucherie de Vincennes, Peter Brook a parlé de son travail, pendant deux jours, pour les professeurs de lycée qui animent les classes A. 3 option théâtre. Un livre est né de cette rencontre « mise en texte » par Jean-Gabriel Carasso, et qui fait rebondir l'essai publié en 1977 : *L'Espace vide*. Le diable c'est l'ennui parle encore de l'espace, mais aussi du rapport au texte, de la forme, du personnage, et propose une éblouissante leçon de jeu shakespearien à partir des césures des vers de la *Tempête*.

Sur certains points, on pourrait penser que les réflexions de Peter Brook font écho à celles de Daniel Mesguich dans *L'Eternel éphémère*, qui doit paraître bientôt. Le vide zen par lequel doit passer l'acteur, selon Brook, pourrait être pris pour le « rien » mallarméen auquel se réduit, pour Mesguich, l'événement théâtral. Et l'« éphémère » évoqué par le second a quelque rapport avec le « provisoire » assumé par le premier dans sa recherche d'une expression toujours réinventée.

Pour l'essentiel, le théâtre pensé par Peter Brook est aux antipodes de la théorie théâtrale récemment mise en scène, à la Chartreuse de

Villeneuve-lès-Avignon par Daniel Mesguich. Son propos n'est pas de faire du spectacle avec son charisme de maître. S'il monte un chef-d'œuvre du théâtre classique, Mesguich veut rappeler toute la mémoire des lettres sur ce texte. Brook, lui, veut tout oublier : c'est le passage par le vide de l'archer zen.

S'agissant du personnage, les divergences s'accroissent encore. Alors que Mesguich aime utiliser deux acteurs aux comportements contradictoires pour suggérer tous les contenus affectifs possibles d'une phrase prononcée, Brook cherche « l'étincelle de vie » qui jaillira quand « l'attitude juste », au terme d'une recherche ascétique, est pour un instant saisie. Il ne craint pas d'évoquer alors ce qui ne manquerait pas de faire bondir un maître des illusions comme Mesguich : « une réalité naturelle derrière ce qui est dit ». Au public de dire si ce « naturel » apparaît ou non le personnage, lui enlève de son mystère.

BERNADETTE BOST

► Le diable c'est l'ennui, de Peter Brook, quatrième Cahier de Théâtre-Education, éd. Actes Sud-Papiers.

DANSE

Erotisme du genou

Hervé Robbe signe sa première chorégraphie pour la Rambert Dance Company

AIX-EN-PROVENCE

de notre envoyée spéciale

Le festival Danse à Aix, dont les temps forts auront sans doute été les féroces Nores d'Angelina Preljocaj et Stravinsky et *Comedia Templo* de Josef Nadj, vient de s'achever sur deux représentations de la Rambert Dance Company, la plus ancienne troupe de Grande-Bretagne, aujourd'hui placée sous la direction artistique de Richard Alton. On a pu la voir, en janvier dernier, au palais Garnier, où elle remplaçait au pied levé la Martha Graham Dance Company, que la guerre du Golfe et la peur du terrorisme à Paris avait bloquée à New-York.

Le spectacle n'avait pas été bouleversé. Mais l'orgueil national exigeait de revoir cette troupe à Aix, parce qu'elle y créait une œuvre commandée au jeune chorégraphe français Hervé Robbe, qui bénéficiait ainsi d'un honneur qu'elle avait réservé jusqu'à des Anglo-Saxons et non des moutons : Merce Cunningham, Trisha Brown, Lucinda Childs.

C'est une pièce étrange et très personnelle (la première réglée par

Robbe pour une compagnie étrangère) que cette *Chambre des trois paravents*. Confrontée au postmodernisme américain - le reste du programme comprenait une pièce de Trisha Brown et deux de Richard Alton, qui reste marqué par son maître Cunningham - elle confirme, s'il en était besoin, à quel point la danse contemporaine française a su radicalement s'en détacher.

« Pièce exclusivement consacrée aux gourmandises du corps galant », dit Hervé Robbe. Montés sur roulettes, faits de rideaux coulissant devant un écran de toile perçé de fentes au-dessus d'un lit étroit, les paravents vont être l'instrument des savants jeux de cache-cache de la séduction et du libertinage. Trois garçons et trois filles s'y livrent, qui vont découvrir et dissimuler selon une stratégie perfide leur corps ou une partie de leur corps - on ne verra longtemps dépasser du premier paravent qu'un genou nu. Petits gestes que colore une certaine prédisposition, contacts furtifs, regards à la dérobée, alanguissements pervers, simulations de fûts, toute la tactique de la guerre amoureuse se déploie avec une sorte de lenteur

sournoise qui en redouble l'efficacité. Et la musique bizarre de Kaspar Töpitz, un peu genre film d'épouvante : ce n'est nullement péjoratif - ne contribue pas peu à l'érotisme diffus qui baigne le spectacle. Trois couples finissent par se former, sur lesquels une danseuse formera pudiquement les rideaux. On peut seulement regretter que la gestuelle très écrite du début fasse place, dans le dernier tiers de la pièce, à une chorégraphie plus libre mais plus banale.

Il semble que tout chorégraphe veuille tenter une fois dans sa vie - mais jamais deux, pourquoi ? - l'expérience de la danse sans musique. La plus célèbre et la plus belle de ces pièces silencieuses est sans doute *Mores*, de Jerome Robbins. Trisha Brown a sacrifié à ce rite avec *Opal Loop*, que l'on revoit avec plaisir : l'absence de musique permet peut-être de mieux concentrer son attention sur la complexité du mouvement brownien. On glissera aux *Dealing With Shadows* et *Roughcut* : Richard Alton est peut-être un bon directeur de troupes, ce n'est pas un chorégraphe.

SYLVIE DE NUSSAC

La création c'est en Seine Saint-Denis

La Seine Saint-Denis en Avignon

9 au 19 juillet

Musée Lapidaire

La Parole Errante

Armand Gatti

Ces empereurs aux ombrelles trouées

Seine Saint-Denis Conseil Général

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

SCIENCES et MÉDECINE

سورة الاحقاف

CULTURE

MUSIQUES

« Elektra » face aux lions

Ovations pour une distribution éclatante, sifflets pour une absence de mise en scène

ORANGE

de notre envoyée spéciale

Le temps est loin (c'était au début des années 70) où le public des Chorégies d'Orange se satisfaisait d'opéras mal éclairés, sans décors, meublés seulement d'immenses voix : on vit à l'époque, dans Wagner, une Birgit Nilsson entubée, retransmise à la télévision sur un écran neigeux. Personne ne s'en plaignait. C'était le bon temps ! On voit aujourd'hui à Orange des superproductions dont Nicolas Jost est le Cœcil B. De Mille (le Faust de Berçy, c'était lui). Il revient cette année début août avec une *Aida* qui mobilisera des techniciens de trois maisons d'opéra et les voix de trois formations chorales, pas moins.

La petite esclave éthiopienne sera incarnée par la « grande » Aprille Millo, Américaine qui cria à pleins poumons sur le disque qu'elle vient d'enregistrer avec Plácido Domingo. Gare aux décibels ! Gwyneth Jones, samedi soir, a tenu en haleine quelque dix mille personnes dans *Elektra*, de Richard Strauss. Le décor, la lumière, c'était elle, si petite, si

lointaine vue du haut des gradins qu'on distinguait à peine son visage pâle de ses longs cheveux blonds. Mais sa voix, palpable, à portée de main, passait intacte le maelström furieux d'un orchestre démesuré et venait frapper au cœur de chacun. Il arrivait encore à la soprano galloise (est-elle soprano, d'ailleurs ? elle est « la » voix) de se laisser surprendre en difficulté vocale quand elle incarnait Bréhilde sous la direction de Château et Boulez à Bayreuth.

Le mur des Atrides

Elle montra encore de rares efforts, quelques inconvénients dans *Elektra* mise en scène en 1988 à Bruxelles par Nuria Espert — quelle voix, même au disque, n'en montre pas ? Elle domine aujourd'hui la partie de la première à la dernière note, elle la domine tellement que deux ou trois aigus manquant deviennent négligeables, elle atteint un total épanouissement corporel, en oubliant qu'elle chante, comme si le chant n'était plus pour elle d'ordre matériel. Qui dira que les voix s'usent avec le temps ?

Le timbre de Léonie Rysanek a

gardé, lui aussi, sa violence, sans se dissocier dans un vibrato outrancier. Il s'est assemblé, simplement. Et celle qui fut une grande Chrysothémis est désormais une Clytemnestre imposante, sans les ragissements carnaux d'une Regina Resnik ou d'une Astrid Varnay : dans l'admirable interprétation offerte à Orange, l'horreur gardait ainsi le caractère abstrait du mythe, connu de tous, mille fois répété, intemporel.

Elektra, créé en 1909, n'est pas un opéra expressionniste. Dirigé par l'Orchestre philharmonique de Radio-France avec une sorte de hargne rentrée, sans débordements faciaux, dans une tension sèche et terrifiante (même dans l'épisode en suspens des retrouvailles d'Oreste et d'Elektra), Marek Janowski, ici dans la suite de Solli, contribuait pour beaucoup à cette « distanciation ».

Nouvelle venue à Orange et benjamin de cette distribution de vétérans, Elizabeth Connell (Chrysothémis) exécuta sans forcer, et sobrement, un rôle qui invite trop souvent au maniérisme. Simon Estes (Oreste) et James King (Iphigène) ont la même retenue, la même noblesse. Signalons en passant que deux de ces chanteurs

ont soixante-six ans, et deux autres ont entre cinquante et cinquante-cinq ans. Qui niera qu'une bonne technique vocale prouve la réversibilité du temps ? On comprend que dans ces conditions le metteur en scène (Jean-Claude Auvray) se soit fait tout petit, qu'il n'ait pas demandé à Gwyneth Jones de singer l'hydre, dont les piteux mouvements sur place, à peine marqués, disent si bien le basculement final dans la folie.

Fallait-il au drame des Atrides un autre décor que le mur du Théâtre antique ? Le scénographe, Bernard Arnould, a choisi d'y ajouter un gros tas de sable, une cabane en toile ondulée et des planches ficelées comme celles qui entourent les monuments en période de ravèlement. Risques de quiproquo, évidemment. Le public n'a pas apprécié. Se trompant de cible comme à l'accoutumée, il a impitoyablement sifflé le metteur en scène. Jeux du cirque dans les arènes.

ANNE REY

► « *Aida* » aux Chorégies d'Orange (avec Aprille Millo, Michael Sylvester, Simon Estes, direction Michel Plasson, mise en scène Nicolas Jost), les 3 et 6 août, 21 h 30.

Elvis Costello, la colère et la compassion

Nouveau groupe, nouveau disque, même intensité, même brio

ELVIS COSTELLO
AND THE RUDE 5
à l'Olympia

A la fin de juin dernier, sous un chapiteau, au festival de Rockkille, dehors il pleuvait, sous la toile on s'enfonçait dans la boue jusqu'aux chevilles. Elvis Costello est arrivé sur scène et s'est laissé aller à un accès de sentimentalité : « Nous allons jouer très longtemps pour vous garder de la pluie. » Et le groupe a attendu. *Accidents Will Happen*, extrait de *Armed Forces*, 1979.

Il y a douze ans, Elvis Costello et les Attractions ont failli devenir des stars. Bruce Thomas, le bassiste du groupe aujourd'hui dissous, a écrit un petit livre (*The Big Wheel*) sur cette expérience. Il raconte le délégallement des vies qu'apporte la célébrité, les dérives contradictoires qui ne s'arrêtent que le temps de jouer de la musique ensemble. Pour échapper à la spirale ascendante, Elvis Costello a multiplié les provocations médiatiques, ce qui ne suffit pas pour échapper au vedettariat, et a continué à tracer son chemin tout seul, sans souci des règles du métier ni des désirs de son public, ce qui a largement suffi.

Aujourd'hui, Elvis Costello ressemble tout à la fois à un socialiste révolutionnaire de gauche (les longs cheveux hirsutes coiffés en arrière, la barbe rougeoynante et pas taillée, les lunettes corréolées d'acier), à un poète beat en fin de tour des États-Unis (la grosse veste

chinoise, le regard allumé sans autre passion que celle de voir), et à Elvis Costello (la voix, la musique). Il fait partie des membres de la scène rock.

En Grande-Bretagne, aux États-Unis, chaque fois qu'un disque sort, il se classe au million de la liste des meilleures ventes des premières semaines, puis il redescend lentement jusqu'à disparaître des charts. C'est la manifestation de la fidélité d'un public. A New York, Costello remplit le Madison Square Garden. C'est aussi la preuve d'une impossibilité : celle d'étendre ce public au-delà des frontières délimitées il y a douze ans. Dans les quelques interviews qu'il accorde quand il publie un album (le dernier en date, *Mighty Like A Rose*, est sorti au début de l'année), Costello assure qu'il lui suffit de pouvoir continuer son métier d'auteur et de musicien.

Un air fragile et rangé

Pour continuer sur scène, après la dissolution des Attractions, après avoir tourné en solo à l'été 89, Costello a reformé un groupe. The Rude 5 (il faut inclure Elvis dans les cinq grosiers personnages). Alors qu'il avait juré un jour de ne jamais le faire, il a pris un second guitariste. Marc Ribot a joué avec Tom Waits et circule depuis des années dans l'avant-garde new-yorkaise, entre jazz et rock, tout en évitant soigneusement le jazz-rock. A Rockkille, pour le premier concert

européen des Rude 5, il donne un nouveau sens à l'expression psychobilly. D'habitude, le genre définit un rock inspiré d'anciens, anciens, distordu, amplifié, accélééré.

Ribot joue de la guitare en gardant l'élégance de Scotty Moore, le premier guitariste d'Elvis Presley, sa sobriété. Jusqu'au moment où il dévie la ligne mélodique, où il invente des angles cubistes, des décalages rythmiques qui creusent le sol sous les pieds de l'auditeur. Pendant ce temps, Jerry Scheff joue de la basse. On retrouve encore Elvis l', que Scheff a accompagné (avec James Burton et Glen Hardin) du temps de *Las Vegas*. Jerry Scheff a des cheveux blancs, des lunettes, un air fragile et rangé. Et pourtant, il est à sa manière aussi irrespectueux des usages, aussi courageux et sensuel que Ribot.

A la batterie, seul survivant des Attractions, Pete Thomas, toujours aussi lourd et agile : dans le groupe c'est à lui de jouer l'indéfinissabilité qui sous-tend presque toutes les chansons de Costello. Enfin, Larry Knechtel aux claviers. Musicien de studio californien, dans toute la splendeur de sa permanence et de sa barbe taillée au cordeau, de sa quarantaine avantageuse, de sa flexibilité étonnante, de sa virtuosité parfaite.

C'est un groupe improbable, dangereux, celui dont Costello et le public avaient besoin pour que les Attractions ne manquent pas trop sans qu'on les oublie. Après *Accidents Will Happen*, le concert

déroule tous les titres ou presque de *Mighty Like A Rose*, ponctués de souvenirs. *Mighty* est un grand disque contradictoire. Costello, qui traîne depuis quinze ans sa réputation de trique nourrie au vitriol, manie en fait la barge avec amour. Sur scène, *How To Be Dumb*, *Invasion Hit Parade* (le second écrit pour les marines qui essayaient de démasquer le général Noriega de la nonciature de Panama en jouant du rock'n'roll et pour les rockers qui enregistraient des disques pour les troupes américaines dans le Golfe) atteignent à une colère blanche et pure. Comme il pleut dehors, le chapiteau se transforme en sauna, et du front d'Elvis Costello s'élève un petit nuage de vapeur, mystique comme dans un dessin animé de Chuck Jones.

Ce jour-là, parce qu'il fallait faire court, festival oblige, Elvis Costello et The Rude 5 n'ont joué qu'une heure et demie. A peine le temps de glisser *Flame Up*, *Possession*, c'est-à-dire des chansons qui se glissent dans les hit-parades privées de chacun — chaque fidèle à la sienne, jamais le même. Pour finir sur *What's So Funny About Peace Love And Understanding* ? Car toute cette rage, cette virtuosité de prédicateur puritain ne seraient rien sans la compassion qui les anime.

THOMAS SOTTINEL

► Le 23 juillet à 20 h 30, à l'Olympia, 28, boulevard des Capucines, 75009 Paris. Tél. : 47-42-25-49.

COMMUNICATION

Après une pause en 1990

Avenir Havas Médias réoriente sa croissance

Avenir Havas Médias (AHM), filiale à 55,9 % du groupe Havas spécialisée dans l'affichage, la presse gratuite, la régie publicitaire de journaux régionaux et l'édition d'hebdomadaires locaux, a traversé sans encombre l'année 1990 pour-tant marquée par l'absence morose du marché publicitaire. Le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 6,4 milliards de francs (en hausse de 5,1 %) tandis que le résultat net — + 257,4 millions de francs — est quasiment identique à celui de l'année précédente. Le groupe multimédia veut aujourd'hui affiner sa croissance.

« Il faut réussir nos opérations de croissance et veiller maintenant au bon équilibre entre la gestion et le développement », indiquait récemment M. André Chadeau, président de AHM depuis décembre dernier, date à laquelle il a succédé à M. Philippe Santini, poussé à la démission (le Monde du 15 décembre 1990). Mais « il est exclu d'abandonner l'une ou l'autre de nos activités, quelle qu'en soit la rentabilité » a-t-il ajouté.

Leader du secteur affichage en France — où il va progressivement « dédensifier » son implantation, en retirant 4 000 de ses 58 000 panneaux, notamment pour des raisons écologiques — AHM occupe aussi la première place au Royaume-Uni, depuis la prise de contrôle de Sky Sites et celle, contestée, de Dolphin qui représente à lui seul 8 % du marché britannique de l'affichage et 12 % du marché londonien. Leader en Espagne, en Portugal et en Belgique, AHM s'intéresse aussi à l'Allemagne « pays sans lequel on n'est pas totalement européen ». Il est aussi présent, en tant qu'afficheur, en Asie (aéroport de Singapour) et en Australie (chemins de fer).

Premier éditeur de journaux gratuits en France, avec son allié la COMAREG, AHM explore aujourd'hui la voie des gratuits « thématiques » qui publient des petites annonces spécifiques à l'immobilier, l'automobile, etc. En matière de publicité dans la presse, Havas Régie qui s'occupe de la publicité

de grands régionaux (*Midi Libre*, *Nice-Matin*, *La Nouvelle République du centre-ouest*, etc.), a travaillé en liaison avec la COMAREG au « 66-3 » lancé en début d'année par la presse régionale. Un exemple des « synergies » possibles entre les différentes entités d'AHM, que M. Chadeau veut voir privilégiées dans les années à venir, en France comme en Europe.

(Y.-M. L.)

► Le ministère de la culture va aider les nations d'édition. — Le ministère de la culture et de la communication vient de signer une convention avec l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (IFCIC) pour aider les petites et moyennes maisons d'édition. Doté d'un nouveau fonds de 17 millions de francs, l'Institut élargira ses activités aux industries du livre en garantissant jusqu'à 75 % des prêts destinés à « renforcer la structure financière des entreprises ».

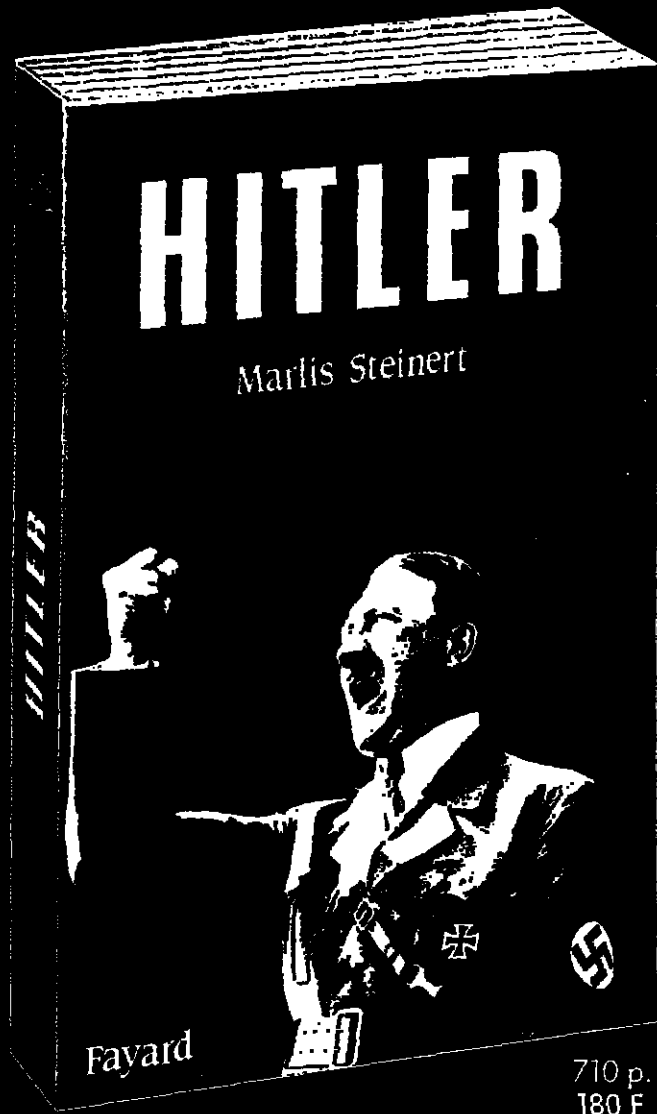
Aux États-Unis

Les trois grands « networks » contraints à l'austérité

La télévision américaine traverse une passe difficile. Récession économique, baisse des investissements publicitaires, coût des reportages de la guerre du Golfe... Depuis le début de l'année, tout s'est conjugué pour mettre les trois grands « networks » en difficulté. Au printemps, CBS annonçait la suppression de 400 emplois, dont 100 dans le secteur de l'information (le Monde daté 7-8 avril). C'est aujourd'hui au tour des réseaux ABC et NBC de prendre des mesures d'austérité. ABC supprime 30 emplois, ferme ses bureaux de Rome et de Saint-Louis (Missouri), réduit les effectifs dans ses antennes de Paris et Miami (Floride). Quant à NBC, elle fermera son bureau local de New-York fin août après avoir supprimé ceux de Francfort, de San-Francisco (Californie) et de Miami (Floride). Elle a aussi réduit ses effectifs à Londres, à Boston (Massachusetts) et à Johannesburg.

HITLER

de l'enfance au bunker



Une biographie événement et monument... Pour la première fois voici un travail de référence sur le Führer directement écrit en français.

L'histoire d'un dictateur mégalomane qui, écrasé par les forces gigantesques d'une coalition universelle, crut jusqu'au dernier moment, contre toute réalité, qu'il allait gagner la guerre.

L'événement du Jeudi

Au-delà du chef de guerre, de l'ordonnateur de terribles tragédies, Marlis Steinert, l'une des très grandes spécialistes des fascismes, de l'Allemagne nazie... pose les raisons de son antisémitisme furieux. Et surtout de ce sentiment d'élection qui l'habite.

Françoise Ducout, Elle

FAYARD

du genou

SPECTACLES

LUNDI 22 JUILLET

CINÉMAS

LA CINÉMA THÉÂTRE

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

LUNDI

Les Quarante Ans des Cahiers du cinéma : le Testament d'Orphée (1968), de Jean Cocteau, 18 h ; Lola (1981), de Jacques Dany, 20 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

LUNDI

Le Cinéma australien : Peel (1982, v.o. s.t.f.), de Jane Campion ; Dad and Dave come to town (1938, v.o. s.t.f.), de Ken G. Hall, 14 h 30 ; Un cri dans la nuit (1988, v.o. s.t.f.), de Fred Schepisi, 17 h 30 ; Sunday too far away (1976, v.o. s.t.f.), de Ken Hammett, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ACTE D'AMOUR (It.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

L'AFFAIRE WALLRAFF (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52).

AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

ALICE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

ALL THE KING'S MEN (Chin., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-54-65) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

AN ANGEL AT MY TABLE (Indo-Indo-Indo, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

LES ANGES DE LA NUIT (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-79-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33).

L'ANNÉE DE L'ÉVEIL (Fr.) : Lucernaire, 6 (45-54-46-85).

L'ARME PARFAITE (A., v.f.) : Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iranien, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-54-65).

CELINE ET L., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Cinémas, 6 (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

CHEB FR. (Alg.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (46-74-93-50).

DANCIN' THRU THE DARK (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Utopia, 5 (43-26-54-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-79-79-79) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-98).

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; Gaumont

Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2 (42-36-83-93) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81).

DIEU VOMIT LES TIEDES (Fr.) : Utopia, 5 (43-26-54-65).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latine, 4 (42-79-47-88) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; Les Trois Batares, 8 (45-61-10-60).

LES DOORS (A., v.o.) : Rex (le Grand Rex), 2 (42-36-83-93) ; Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts I, 6 (43-28-48-18) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : La Gécide, 19 (40-05-80-00).

ENVOYÉ SPÉCIAL (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85).

LES FEEDLES (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-54-65).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Lucernaire, 6 (45-54-46-85).

GREEN CARD (A., v.o.) : Cinémas, 6 (43-26-10-82).

HALFMOON (Fr.-Tur., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

HENRY V (Brit., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Danfert, 14 (43-21-41-01).

L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.) : Danfert, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

HORS LA VIE (Fr.-It.-Bel.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinémas, 6 (48-33-10-82).

J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr.) : La Gécide, 19 (40-05-80-00).

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

JIMI HENDRIX (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Max Linder Panorama, 9 (49-24-88-88).

JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Bienville Montparnasse, 15 (45-44-25-02).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinémas, 6 (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LA LISTE NOIRE (A., v.o.) : Cinémas, 6 (45-33-10-82).

LUNE FROIDE (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-80-25).

MADAME BOVARY (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

LA MALEDICTION 4 (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48).

LA MANIÈRE FORTE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-79-79-79) ; v.f. : Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Gaumont Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Convention, 15 (45-54-46-85) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Marillat, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Mont

CYCLISME : le 78^e Tour de France Etincelles italiennes

Les coureurs du Tour de France ne musaient pas après les efforts qu'ils ont déployés lors du parcours pyrénéen. Dans le peloton qui file toujours à vive allure, malgré la canicule, sur les routes du Midi, les vedettes restent à l'abri de leurs équipiers, laissant les chasseurs de primes s'exprimer. Samedi 20 juillet, c'est un Italien sorti de l'ombre, Bruno Cenghiale, qui s'est imposé à Castres. Le lendemain à Albi, la victoire est revenue à l'un de ses compatriotes, l'ancien champion du monde, Moreno Argentin. Au classement général, l'Espagnol Miguel Indurain occupe toujours la première place.

ALBI

de notre envoyé spécial

Les coureurs italiens de la formation Arioste semblent vouloir venger le retrait prématuré de leur compatriote, Rolf Sørensen, privé de maillot jaune pour cause de chute à Valenciennes. Depuis cet épisode, dès que le terrain le permet, les rouleurs de l'équipe tentent la belle pour la gloire. Sur ce Tour où leurs ambitions sont modestes, ils visent la victoire d'étape, pour le public transpirent, pour l'image de leur patrie. « Pour faire quelque chose dans l'épreuve, je devais tenter ma chance dimanche. C'était une des dernières étapes à ma disposition. » Vieux routier de trente ans, Moreno Argentin parle en connaissance de cause.

Il sait que lundi la lutte finale va être échauffée dans les contreforts des Alpes. Il y aura bien sûr d'autres Italiens dans l'aventure. Un petit volontaire, comme Claudio Chiappucci, et un seigneur aisé de son maillot de champion national, Gianni Bugno. Mais pour le moment, ces hommes ne sont que des prétendants. Le grand vainqueur des Pyrénées, un peu comme l'an passé, est Espagnol. Miguel Indurain semble heureux de porter le maillot jaune et ne

manifeste aucune envie de s'en séparer. Il dispose de solides atouts pour faire taire nombre de ses compatriotes qui lui reprochent de n'offrir aucun Tour — en particulier la Vuelta — à son palmarès. « Miguelon », a prouvé, lors de l'étape contre-la-montre, Argentin-Alencop, ses qualités dans cette spécialité. Les cols pyrénéens lui ont donné l'occasion d'afficher sa placidité coutumière, tout en roulant largement en tête. « Les

courses du week-end ont été assez tranquilles et mon équipe a parfaitement contrôlé le peloton », déclare d'instinct soit le Basque, assez confiant avant d'aborder les étapes des Alpes. Miguel Indurain parle aujourd'hui de « son » équipe. Avant le départ du Tour, à Lyon, le langage était bien différent. Il se présentait simplement comme l'un des jokers d'une formation dont Pedro Delgado, le vainqueur de la Grande

Boucle en 1988, demeurerait l'espoir. Mais déjà à ce moment-là, José-Miguel Echavarrri, le directeur sportif de l'équipe Banesto, se voulait discret sur les choix tactiques qu'il allait opérer en fonction des deux hommes. « Ce Tour comprend quatre parties, expliquait-il. Une première pour les rouleurs, ensuite deux phases de montagne, et enfin un contre-la-montre. C'est après les Pyrénées que nous pourrions faire le point. »

Sabti

Le résultat de l'étape de Val Louron (le Monde date 21-22 juillet) a permis au directeur sportif d'affirmer sa stratégie. Miguel Indurain s'est montré le plus fort, il est donc devenu, pour la troisième phase, l'homme à protéger. Pedro Delgado, le plus populaire des coureurs ibériques, a chassé pour lui, se portant en tête du peloton pour contrôler les éventuels échappées. Jean-François Bernard, l'équipier de luxe, a posé quelques banderilles pour faire sentir aux autres prétendants qu'il avait retrouvé ses jambes d'antan.

La force de l'équipe Banesto ne réside pas seulement dans le palmarès de quelques-uns de ses membres. Elle est le fruit d'un subtil mélange qui additionne la gentillesse de Delgado, le moral d'Indurain et une bonne entente générale. Sponsoring de la formation, Banesto espagnole verse 30 millions de francs par an, et plus si les résultats suivent. José-Miguel Echavarrri veille sur le recrutement et la stratégie, tandis que Francis Lafarge, un ancien employé de la Caisse de Sécurité sociale de Bayonne devenu manager par pas-

sion du vélo, joue les confidentiels et interprètes des coureurs.

Un petit monde qui vit et qui rit ensemble. Un groupe qui, aux dires de Dominique Arnaud, un Français devenu capitaine de route, « fonctionne bien, sans scènes ni frictions ». Jean-François Bernard est venu chercher le calme dans cette formation, après ses mésaventures dans différentes équipes françaises. Un autre « travailleur éternel » de cette formation s'est récemment illustré en devenant champion de France. Trop jeune pour figurer sur le Tour, Armand De Las Cuevas, attend de prochaines épreuves pour porter son maillot tricolore et fêter le retour de ses camarades. « L'image de notre groupe doit être très dynamique et correspondre à une banque qui s'implante en Europe », assure Francis Lafarge. Le maillot jaune sur les Champe-Élyées, même s'il est fourni par une banque française (!), pourrait apporter cette consécration publicitaire.

Mais José-Miguel Echavarrri se veut prudent. Il a préparé ses troupes aux attaques qui ne vont pas manquer de se produire. Il sait que des Italiens sont encore prêts à tenter des expériences dangereuses pour tout le peloton. Il sait surtout que Greg LeMond n'est pas homme à s'avouer vaincu facilement. Il a donc défini les positions de chacun et a distribué les consignes en terminant son éternel phrase : « Pour gagner le Tour, il faut avoir la santé, posséder une bonne équipe et... de la chance. »

SERGE BOLLOCH

(1) Le Crédit lyonnais est le parrain du Tour de France.

Fournaise

Quand les volets sont clos à Saint-Affrique et que le goudron fond, quand les cailloux deviennent plaie et que les gens qui savent que c'est dimanche se plongent dans le Gard ; quand les autres se relâchent à Albi de franchir une rivière et qu'il n'y a même pas une goutte d'eau sous le pont.

Quand il fait trente-deux degrés au thermomètre, quand sur la route les parcelles font de l'ombre aux glaciers et qu'un « resto-buvette » est annoncé à la première à droite. Quand Greg LeMond lui-même ne supporte plus la Coca-Cola, qu'il réclame de l'eau mais que son directeur sportif n'en a pas ; quand il demande une chambre d'hôtel climatisée ; quand LeMond roule avec Duclos-Lassalle au milieu du peloton et qu'il fait mine d'avoir renoncé à toute ambition.

Quand même Thierry Marie, brouillé avec le vocabulaire, ne fait plus rire personne, et que Miller a

cessé de se moquer, quand Philippe Casado n'a plus le courage d'aller faire du renseignement chez l'ennemi, quand les Colombiens n'attendent même plus les « ras de crocrotins », quand les chevaux déçoignent sous les casques, quand les cyclistes qui boycottent le collier imposé sont passés d'une amende de 300 francs suisses, et que l'Union cycliste internationale, avec l'argent qu'elle gagne sur la canicule, va pouvoir fabriquer, comme dit un coureur, « des pifs en or ». Quand le peloton ruisselle dans les montées, ruisselle dans les descentes, et n'a plus à commenter que la chaleur.

Alors, quand le Gard est un cagnard, Brian Holm, le Danois polycotte, parle avec ses compatriotes d'un pays où il fait dix-sept degrés l'été et il rêve aux vacances possibles qu'il y prendra lorsque ce manager infirm aura cessé de tourner.

CORINE LESNES

EQUITATION : championnats d'Europe de saut d'obstacles

Quito joue, puis gagne

Le double champion du monde français, Eric Navet, sur Quito de Baussy Welti, a remporté, dimanche 21 juillet à La Baule (Loire-Atlantique), la finale individuelle des championnats d'Europe de saut d'obstacles. A un an des Jeux de Barcelone, la menace de voir les meilleurs chevaux français vendus à l'étranger se précise.

LA BAULE

de notre envoyé spécial

D'abord, Quito de Baussy s'est amusé. Jeudi, pour la première épreuve, dite « de chasse », les spectateurs ont vu déboucher dans le stade François-Audré, un cheval qui semblait avoir du poil à gratter sous la selle. Quito ballottait Eric Navet au rythme de ses rudes pendant cinq obstacles avant de refuser catégoriquement de franchir le sixième. En fait, Quito « jouait ». « Depuis Atis-la-Chapelle, il y a un mois, expliquait Eric Navet, Quito n'a plus couru. A chaque fois, dans ces cas-là, la première épreuve est l'occasion pour le cheval d'exprimer sa gaieté, sa fraîcheur. Jeudi, il était d'autant plus inconcevable qu'il ait fait aller vite. Quand je relâchais les rênes pour accélérer, il croyait qu'il avait le droit de faire n'importe quoi ». Résultat : Eric Navet est pointé jeudi soir à la vingt-quatrième place du concours. Le titre individuel semblait définitivement compromis pour cause de bonne humeur.

Mais Quito n'a pas seulement le sens de l'humour. Il aime aussi les surprises. La victoire d'Eric Navet l'an dernier, au championnat du monde, pouvait déjà s'apparenter à une grosse farce. Deux mois avant la compétition, le jeune cavalier normand n'était même pas candidat pour une place en équipe de France. Il trouvait Quito, alors âgé de huit ans, trop jeune et voulait le ménager pour la suite d'une carrière qui s'annonçait prometteuse. Il fallut toute l'insistance de Pierre Durand pour que le couple se rende à Stockholm et fassent sensation en remportant l'épreuve individuelle, mais aussi par équipes. Restait à jouer le même tour à La Baule, où Quito était guetté par le public français.

Sous quelles couleurs ?

Dès le vendredi, changement de décor pour les épreuves par équipes. Redevenu sérieux, Quito de Baussy s'adapte le seul double parcours sans faute de la journée, rayon de soleil dans une équipe de France plutôt tristoune. Les points du concours par équipes comptant pour l'attribution du titre individuel, Eric Navet effectuait une exceptionnelle remontée au classement général, pour se

retrouver à la troisième place. Quand il s'élance sur le premier parcours de la finale, dimanche, le plus dur reste à faire : devancer la représentante jument du Néerlandais Raymond, et bien sûr John Whitaker sur le mythique Millot. Le cheval britannique est un peu le Bubka du saut d'obstacles. Là où les autres s'efforcent, il survole. Et effectivement, le cheval blanc démontre, en début de parcours, toute son aisance. Il efface les autres, pour mieux tonner dans la rivière. C'en est fini des chances du couple britannique. D'autant plus qu'Eric Navet signe le seul parcours sans faute de la deuxième manche. Exploité réitéré dans le deuxième parcours avec un quatrième sans faute consécutif. D'un saut à nouveau enjume, Quito a droit à sa médaille d'or, au terme d'une remontée très rare à ce niveau de compétition. Championnat du monde et championnat d'Europe avec Eric Navet, il a su être à l'heure de ses deux premiers rendez-vous.

Logiquement, le prochain devrait être Barcelone pour les Jeux olympiques. Mais sous quelles couleurs ? Le risque de voir Quito vendu à une écurie étrangère n'existe pas que dans les rêves les plus sombres de Patrick Caron, l'entraîneur de l'équipe de France. Une hémorragie de meilleurs chevaux, Quito en tête, efface les équipes françaises dont les résultats ont toujours été supérieurs aux moyens financiers. Le passage en Italie de l'excellent jument Razin du Poncel, laissant Hubert Bourdy à pied, n'en est qu'un exemple parmi d'autres ventes récentes.

Quito, qui est né dans l'élevage du père d'Eric Navet, Alain Navet, est une propriété familiale. Jusqu'à présent, les Navet pouvaient rentabiliser leur prodige par la vente de ses saillies (plus de 8 000 francs l'insémination). « Si Quito avait été castré, souligne Alain Navet, il serait moins exhibé, mais nous l'aurions vendu plus cher. Nous sommes avant tout des éleveurs. Nous devons rentabiliser un capital immobilisé qui risque de disparaître du jour au lendemain. Quito a neuf ans, après cette victoire il est au maximum de sa cote. Nous avons déjà reçu des propositions de l'étranger et nous en recevons d'autres, de plus en plus tentantes. En revanche, rien ne semble se dégrader côté français. »

Les partenaires du saut d'obstacle français semblent en effet se renvoyer la balle. L'entraîneur Patrick Caron a fourni une liste de chevaux à protéger, manque de moyens ou de volonté de la fédération, indécision des propriétaires, toujours est-il que des propriétaires, toujours est-il que des propriétaires n'ont pas d'aller à Barcelone sous les couleurs nationales. D'autres vont peut-être jouer pour Quito de Baussy. Et ramasser la mise.

JÉRÔME FENOGLIO

FOOTBALL : le championnat de France

Paris SG, l'ambition retrouvée

Les équipes du Paris SG et de Nantes n'ont pu se départager (0-0), samedi 20 juillet, à Nantes, à l'occasion de la première journée du championnat de première division. Le club de la capitale est désormais très ambitieux, fort du soutien de Canal Plus et de la mairie de Paris qui s'est engagée à épargner un déficit de 50 millions de francs. Le PSG veut devenir le club de la région parisienne et s'ouvrir aux jeunes des banlieues.

NANTES

de notre envoyé spécial

L'histoire du Paris Saint-Germain est celle d'un « nouveau » club pauvre qui devient « nouveau riche » sans avoir le temps de comprendre ce qui lui arrive. Curieuse trajectoire. Pauvre, du moins beaucoup moins pauvre que Marseille ou Monaco, le PSG était jusqu'à printemps dernier. Faute d'avoir eu les moyens de suivre l'évolution du football à la mode marseillaise, il vivait sur ses réserves, ses coupes de France (1982 et 1983) et son titre de champion (1986). L'équipe était médiocre et le Parc des Princes aussi vide que les caisses (déficit estimé à 50 millions de francs).

Un premier plan de relance est alors mis au point (le Monde du 14 mai), à l'initiative de Francis Borrelli, président du club, et du publicitaire Bernard Brochand, président de la société DDB-Nordhav International, vice-président du PSG et conseiller en communication de Jacques Chirac. Ce plan, soumis à la mairie, préconise l'appel à de grands partenaires financiers. Il présente le PSG comme le club de l'« Ile-de-France ». Les dirigeants s'engagent à ouvrir leurs tribunes aux jeunes des banlieues. A l'heure où les clubs s'empressent, l'argument est séduisant.

Parallèlement, Francis Borrelli démarque des sociétés susceptibles de renforcer les caisses. Il approche l'IFI. En vain. L'Union Silvio Berlusconi, président du Milan AC, propose ses services. Les discussions s'effondrent. De même que celles engagées avec la société de travail temporaire RMO. Bernard Brochand, lui, contacte Canal Plus, la « chaîne du cinéma et du football », coéquipière incontournable dans le milieu du ballon rond. André Rousselet, son président, a bien été un proche de M. Mitterrand, un terrain d'entente est trouvé, avec l'aval de M. Chirac. En quelques jours, à la fin du mois de mai, la chaîne se lance dans l'aventure. Une société à objet sportif (SOS) est créée. Elle donnera les grandes orientations du PSG — le club reste une

structure à part entière, — évoquera les questions financières, contrôlera la gestion.

Présidé par Pierre Lescaud, directeur général de Canal Plus et ami de Bernard Brochand, ce SOS rassemble, en un dosage très étudié, toutes les parties concernées : le club, la chaîne, la mairie. Les dirigeants « historiques », autrement dit le club, restent majoritaires (51 % des parts), mais Canal Plus détient 40 % des parts et la mairie 9 %. Le club doit prochainement être attribué à d'autres partenaires. La mairie de Paris, qui ne peut être actionnaire d'une telle société, verse ses subventions directement au club, mais compte, malgré tout, trois représentants au sein du conseil d'administration de la SOS. Rien ne se fera sans son accord.

Francis Borrelli est éviscé. Car le club, lui aussi, se voit doté d'un nouvel organisme : Bernard Brochand est président ; Michel Deniot, l'animateur vedette de la chaîne, devient vice-président (il dirige le PSG au quotidien) ; Charles Talon, un dirigeant de l'ancienne équipe, est vice-président. Le PSG nouveau dispose d'un budget de près de 130 millions de francs (92 millions en 1990-1991). La mairie épargne le déficit. De plus, elle versera chaque année 30 millions de francs de subventions. Canal Plus investira aussi 30 millions de francs par an jusqu'en 1993. « Si nous n'obtiens pas l'interversion, le PSG allait vers le déficit de bilan », certifie Michel Deniot.

Onze mille abonnés

Il reste à bâtir une équipe. Les seuls recrutés de l'ancienne formation seront le gardien de but Joël Bats, le défenseur Antoine Kombouaré, les attaquants Daniel Bravo et Christian Perez. Le PSG change de peau. Il engage un technicien de premier plan, le Portugais Artur Jorge, sélectionneur national et entraîneur du FC Porto. Il enrôle aussi des joueurs : les défenseurs brésiliens Ricardo (Benfica Lisbonne) et Geraldinho (Porto) ; le milieu de terrain nantais Paul Le Guen ; les Marseillais Bernard Pardo, Bruno Germain et Laurent Fournier, cédés par l'OM en « échange » de l'international Jocelyn Angloma et d'une somme d'argent. En six semaines, Michel Deniot, qui reste salarié de Canal Plus, découvre le football de haut niveau, les transferts, les marchandages (1). Il se dit « surpris » par les « margouillins bien habillés qui se pavant dans un milieu où deux et deux ne font jamais quatre ».

Ces nouvelles ambitions séduisent le public. Les demandes d'abonnements affluent. Le club doit parfois utiliser le standard téléphonique de Canal Plus pour ne pas être submergé par les appels. Le conseil régional d'Ile-de-France a acheté cinq mille places pour chaque match. Elles

seront distribuées aux jeunes des banlieues. Le département de la Seine-Saint-Denis en réserve mille autres pour les cinq premières rencontres. Des négociations sont en bonne voie avec d'autres départements. Le club compte déjà onze mille abonnés, avant même le début d'une campagne d'affichage « Paris nouvelle vague ». « Nous n'avons jamais connu un tel engouement », assure Bernard Brochand.

Tout serait pour le mieux si la renaissance ne s'accompagnait de trébuchements assez logiques en pareil cas. Sur le terrain, l'équipe manque encore de cohésion. En un mois, Artur Jorge n'a pu faire de miracles. Paris doit apprendre la patience.

Autre source d'inquiétude : la répartition des rôles reste floue. Nul ne sait trop qui détient le pouvoir. Les accords actuels avec Canal Plus portent sur trois ans. Que se passera-t-il ensuite ? Certains dirigeants en place depuis plusieurs années estiment qu'en cas de réussite, la chaîne pourrait s'empêcher davantage encore, quitte à rattraper l'équilibre financier.

En outre, cette « affilation » suscite des critiques. On craint que Canal Plus ne favorise son « protégé » au détriment des autres équipes (2). Bernard Brochand rappelle que Robert Maxwell, le patron de presse britannique, possède plusieurs clubs anglais, que Silvio Berlusconi dirige le Milan AC, sans que cela ne soulève des polémiques. Mais le message est défectueux. En France, Michel Deniot s'y emploie. « Le PSG n'est pas le club de Canal. On ne nous verra pas plus qu'avant sur les écrans. Peut-être moins, même. Simplement, la chaîne investit dans le foot pour que ses abonnés voient de bons matchs ».

Paris n'est pas encore Marseille, mais il mettra le prix pour le devenir. Les nouveaux dirigeants assurent avoir déjà dépensé 33 millions de francs.

PHILIPPE BROUSSARD

(1) Le journaliste de Canal Plus avait déjà une expérience dans le football, puisqu'il était président du club de Châteauroux, qui vient d'être relé en deuxième division. A la rentrée, il continuera d'animer l'émission « Mon club à moi », mais ne commentera plus de matchs pour le compte de la chaîne codée.

(2) Outre son investissement dans le PSG, la chaîne est associée à plusieurs clubs de première division (Nantes, Lyon, Monaco), mais uniquement en tant que sponsor, non comme actionnaire.

Francis Sauzède, de Monaco à l'OM. — L'International et Monégasque Francis Sauzède a signé, vendredi 19 juillet, un contrat de deux ans en faveur de l'Olympique de Marseille. Il avait déjà porté le maillot de l'OM lors de la saison 1988-1990. Selon des sources monégasques, le montant du transfert serait de 17 millions de francs.

Les résultats

CYCLISME

TOUR DE FRANCE	
Quatorzième étape	
Saint-Gaudens-Castres (172,5 km)	
Classement de l'étape. — 1. Bruno Cenghiale (Ita.), en 4 h 15 min 51 s ; 2. Jean-Claude Colotti (Fra.) à 20 s ; 3. Marco Giovannetti (Ita.), à 21 s ; 4. Andrea Kappas (Aut.) à 37 s ; 5. David Cassani (Ita.), même temps.	
Onzième étape	
Albi-Albi (236 km)	
Classement de l'étape. — 1. Moreno Argentin (Ita.), en 6 h 21 min 22 s ; 2. Thomas Wegmann (Sui.) à 1 min 7 s ; 3. Mauro Riboldi (Ita.) à 1 min 12 s ; 4. Maurizio Fondriston (Ita.) à 1 min 14 s ; 5. Fernand Messen (F-B), à 1 min 14 s.	
Classement général. — 1. Miguel Indurain (Esp.), en 68 h 32 min 29 s ; 2. Charly Mottet (Fra.), à 3 min ; 3. Gianni Bugno (Ita.), à 3 min 10 s ; 4. Claudio Chiappucci (Ita.), à 4 min 06 s ; 5. Greg LeMond (E-U), à 5 min 8 s.	

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE	
Première division (première journée)	
Monaco b. Montpellier	4-1
Socaux et Mâcon	0-0
Toulouse et Caen	1-0
Saint-Etienne b. Toulon	1-0
Metz b. Lens	0-1
Auxerre b. Rennes	0-2
Nantes et Paris-SG	0-0
Marseille b. Lille	1-0
La Havre b. Lyon	1-0
Nancy b. Cannes	1-0

Deuxième division (première journée)	
GROUPE A	
Le Mans b. Rouen	2-1
Beauvais et Valenciennes	0-0
Angers b. Sedan	2-0
Orléans et Brest	2-2
Lorient-Clermont b. Amiens	2-0
Red Star b. La Roche-sur-Yon	2-1
Châteauroux b. Bourges	2-1
Laval b. Tours	2-0
Dunkerque b. Amiens	1-0

GROUPE B	
Strasbourg b. Spinal	3-1
Metz et Als.	1-1
Metz b. Ajaccio	4-1
Châteauroux et Martigues	2-2
Bordeaux b. Perpignan	2-0
Grasse b. Saint-Sébastien	2-0
Amnéville b. Guingamp	1-0
Bastia b. Rodez	2-0

MOTOCYCLISME

Grand Prix de France (vitesse)
L'Américain Wayne Rainey (Yamaha) a remporté le Grand Prix de France motocycliste de vitesse (postérieur des 500 centimètres cubes), dimanche 21 juillet, sur le circuit Paul Ricard du Castellet (Var). Il reste ainsi en tête du championnat du monde. Dans la catégorie des 250 centimètres cubes, la victoire est revenue à l'Italien Luca Lugliani (Aprilia). Son compatriote Luca Caduro (Honda) occupe la première place du championnat du monde.

BILLET

Le métro à la poussette

Le creux de l'été est en général une période favorable pour annoncer des décisions difficiles, voire impopulaires : 1991 ne fait pas exception. M. Pierre Bérégovoy vient en effet de donner le feu vert pour une augmentation des tarifs des transports en commun parisiens de 5,8 % au 1^{er} août. Le carnet de dix tickets de métro coûtera par exemple 34,80 francs, au lieu de 32,80 francs. La dernière hausse des services banlieus de la SNCF et de RATP, il y a un an, avait été de 4,5 %.

Cette année, ce n'est pas tant la hausse (prévue dans les contrats de plan en négociation avec les entreprises de transports) qui pose question que son montant, puisque le décrochage par rapport au rythme annuel d'inflation atteint 2,5 %.

Le ministère des finances, comme le Syndicat des transports parisiens (STP), justifie ce coup de pouce en invoquant le principe de la vérité des tarifs publics : une philosophie d'inspiration libérale à laquelle les gouvernements socialistes se sont peu à peu ralliés.

Alors que l'Île-de-France et ses habitants bénéficient par rapport aux usagers de province de revenus supérieurs d'environ 30 %, l'utilisateur du métro, du RER ou de l'autobus parisien (lorsque les agents ne sont pas en grève...) paye son ticket beaucoup moins cher que le Marseillais, le Lyonnais ou le Bordelais. L'Etat - et donc le contribuable de Saint-Girons ou de Quimper - verse la différence. La système apparaît aussi malsain, sur le plan de l'orthodoxie économique, qu'injuste en termes sociaux et d'aménagement du territoire.

Si le gouvernement a lâché du lest sans trop de crainte de voir dériver l'indice des prix, c'est précisément parce qu'en matière d'inflation les derniers résultats (+ 0,2 % en juin) combient d'aise M. Bérégovoy. L'appel appuyé à l'usager laisse penser que, dans le budget 1992 qui s'annonce sévère, l'Etat serrera la vis sur tous les chapitres des subventions, notamment celles versées aux entreprises publiques.

L'occasion est bonne de s'interroger sur la véritable nature du Syndicat des transports parisiens. Cet établissement public est présidé par le préfet de région, M. Christian Sautter. Les représentants de l'Etat sont largement majoritaires au sein de son conseil d'administration. Un statut dont les élus d'Île-de-France ne manquent jamais de critiquer l'anachronisme à l'époque de la décentralisation. Si le conseil régional (à majorité RPR et UDF) maîtrisait les tarifs parisiens, ceux-ci progresseraient-ils moins ? Les investissements à faire, en tout état de cause, sont considérables, et très chers...

FRANÇOIS GROBICHARD

La CEE met en garde la Grèce

Le ministre néerlandais des finances et président du conseil des ministres de l'économie et des finances (Ecofin) de la CEE, M. Wim Kok, a achevé samedi 20 juillet une visite de trois jours en Grèce. Au terme de ses entretiens avec les responsables du pays, il a souligné devant la presse les retards pris dans la réduction du déficit public (20 % du PNB en 1990), la privatisation des entreprises publiques et la lutte contre la fraude fiscale. Ces retards « ne jouent pas en faveur de la Grèce mais contre elle », a déclaré M. Kok. Au début de l'année, la CEE a accordé à la Grèce un prêt de 2,2 milliards d'euros (1,5 milliards de francs). Le versement de la deuxième tranche de ce prêt, en février prochain, pourrait être suspendu faute de résultats économiques positifs. Mais M. Kok ne s'est pas prononcé sur le sujet, déclarant simplement qu'il appartient au gouvernement grec de « parvenir aux objectifs qu'il s'était lui-même assignés ».

Les statistiques de l'INSEE et de l'UNEDIC

Net ralentissement des créations d'emplois au premier trimestre 1991

Au premier trimestre 1991, la création d'emplois salariés dans les secteurs marchands non agricoles s'est fortement ralentie, selon l'INSEE. La croissance des effectifs n'aura été que de 0,1 %, en données corrigées, contre 0,4 % au dernier trimestre de 1990, et davantage encore précédemment. La hausse en rythme annuel n'est plus que de 1,4 %, alors que l'évaluation, révisée pour l'ensemble de 1990, a finalement été établie à + 1,7 %.

Cette fois, l'emploi industriel, qui s'était stabilisé au cours de l'an passé, poursuit son tassement avec un recul de 0,4 % en trois mois comme en douze mois. Si l'on tient compte de l'interim, l'inversion de tendance aurait même commencé à la mi-1990. Dans un premier temps, les entreprises ont supprimé les emplois précaires, puis ont eu recours au chômage partiel. Désormais, notamment dans l'industrie des biens de consommation ou des biens intermédiaires, elles procèdent à des licenciements collectifs.

La publication de cet indice met d'autre part un terme, au moins théorique, aux divergences statistiques qui survenaient régulièrement

depuis quelque trois ans entre l'INSEE et l'UNEDIC. A la suite du rapport demandé en janvier 1990 à M. Callies par M. Jean-Pierre Soisson, alors ministre du travail, justement pour mettre fin à ces différences d'appréciation parfois importantes, les deux institutions se sont en effet mises d'accord sur l'élaboration d'un baromètre qui donne satisfaction aux deux parties et, surtout, qui devrait être plus fiable.

243 000 salariés supplémentaires en 1990

Dorénavant, l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions de travail incorporera donc, pour la moitié des secteurs d'activité, les données fournies par l'UNEDIC. Celles-ci, notamment pour les emplois du tertiaire, se sont avérées davantage capables de mesurer l'évolution, à la hausse comme à la baisse. Les autres paramètres étant concordants, entre les deux sources, l'instrument devrait gagner 20 % en précision.

Ce réaménagement s'est traduit par une modification de l'estimation qui portait sur le dynamisme

des créations d'emplois en 1990. Alors que l'INSEE évaluait l'augmentation des effectifs salariés dans les secteurs marchands non agricoles à + 225 000 (+1,6 %), elle l'établit, après correction, à + 243 000 (+1,7 %). Pour mémoire, et en se limitant aux seuls salariés assujettis à une cotisation d'assurance-chômage, l'UNEDIC constatait que les effectifs étaient en hausse de 1,9 %, correspondant à 310 000 postes supplémentaires (le Monde du 8 mai 1991).

Malgré cela, l'UNEDIC poursuit la publication de ses propres statistiques, qui ne portent que sur les effectifs salariés de son champ, celui des entreprises du secteur privé, marchand et non marchand. Au premier trimestre 1991, toutes tailles d'établissements confondues, l'emploi salarié a progressé de 0,2 %, contre 0,5 % au dernier trimestre de 1990. La croissance annuelle serait de 1,8 % et correspondrait à 250 000 cotisants de plus. Phénomène significatif : dix régions, dont l'Auvergne et la Lorraine, perdent à nouveau des emplois, alors que toutes en gagnaient l'an passé.

A. L.

Selon un rapport de l'organisation internationale

La France a le plus faible taux de syndicalisation des pays de l'OCDE

Dans son rapport annuel sur les perspectives de l'emploi, publié le 18 juillet, l'OCDE innove, en consacrant pour la première fois une longue étude aux tendances de la syndicalisation. D'emblée, le ton est donné : si dans les années 70, 14 millions de syndiqués se sont ajoutés aux 78 millions comptabilisés au début de la décennie, dans les années 80, les syndicats ont perdu « quelque 5 millions de membres ». Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France portent une lourde responsabilité dans cette chute mais « pratiquement tous les pays de l'OCDE ont connu une croissance réduite ou négative des adhésions ». La France est le pays au plus faible taux de syndicalisation des 24 pays membres de l'organisation.

Dans ses travaux, l'OCDE s'entoure du maximum de précautions, l'étude ayant même été présentée avant publication à la Commission syndicale des pays de l'organisation (TUAC). Elle s'est fondée sur des statistiques « homogènes, excluant les travailleurs indépendants, les retraités et les chômeurs » et elle a calculé le taux de syndicalisation en divisant le nombre d'adhérents par le nombre de salariés occupés.

Recul dans les pays faiblement syndiqués

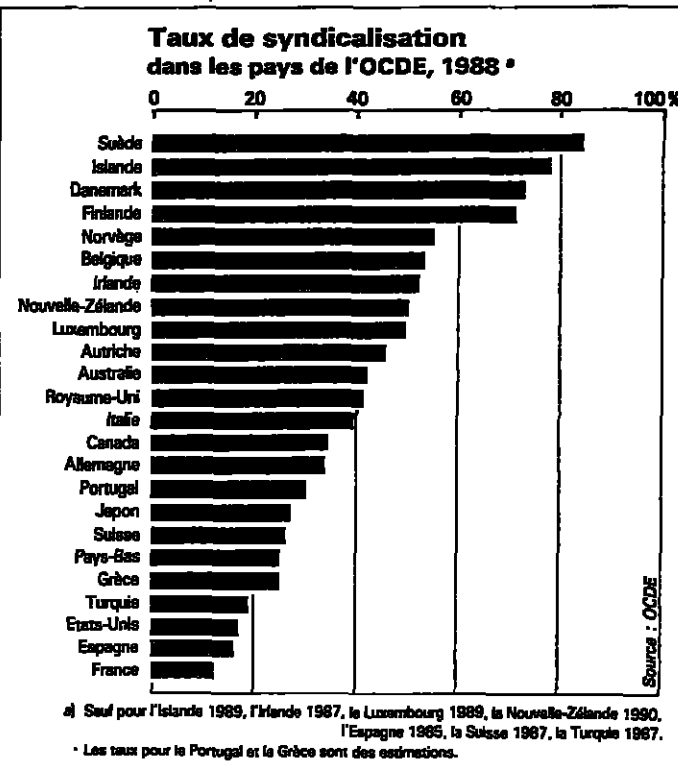
Elle rappelle que les définitions de la syndicalisation varient selon les pays. Et surtout, elle souligne que « le concept même d'adhésion et ce qu'il signifie le fait d'avoir une carte n'est pas transposable d'un pays à l'autre », notamment en raison de formes diverses d'incitation à l'adhésion (distribution des prestations de l'assurance chômage par les syndicats en Belgique, emplois réservés aux seuls syndiqués au Canada, en Nouvelle-Zélande, et en partie aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, etc.).

Toutefois, la tendance est nette : dans 18 pays de l'OCDE, le taux moyen (pondéré) d'implantation syndicale est passé « de 35 en 1970 à 37 en 1975, puis est redescendu à 35 en 1980, à 30 en 1985 et à 28 en 1988 ». La majorité des pays ont été affectés par cette désyndicalisation et « seules la Finlande, la Suède et l'Irlande ont continué d'enregistrer une nette progression », avec des augmentations respectives des effectifs, de 1980 à 1988, de 18,5 %, de 9,7 % et de 70,1 %.

L'OCDE observe que « le syndicalisme a encore perdu du terrain dans les pays déjà faiblement syndiqués, tandis que dans les pays où les syndicats étaient très puissants au départ, ils ont mieux résisté ». En 1988, comme le montre le gra-

phique, la Suède était largement en tête avec un taux de syndicalisation de 85,3 %, alors que la France se retrouve bonne dernière avec 12 % (ce taux apparaissant même légèrement surestimé), juste devancée par l'Espagne et les Etats-Unis. De 1980 à 1988, le recul des effectifs est de 20,9 % en Grande-Bretagne, de 31,7 % en Espagne et de 41,6 % en France.

effectifs d'adhérents ont diminué à un moment où à un autre après 1974 dans tous les pays, sauf les pays nordiques. Les pays les plus frappés ont été l'Italie (-30 % depuis 1980), les Pays-Bas (-42 % depuis 1973), les Etats-Unis (avec une perte de 2,3 millions d'adhérents, soit un tiers de tous les adhérents du secteur manufacturier, depuis 1980) et le Royaume-Uni.



« Au cours des années 80, note l'OCDE dans sa recherche d'explications, les effets combinés de l'arrêt de l'expansion du secteur public, du déclin de la part du secteur manufacturier dans l'emploi et du développement rapide de l'emploi dans les services financiers, services aux entreprises et services personnels, ont entraîné un ralentissement sans précédent de la croissance des syndicats ».

L'évolution favorable des femmes

Mais si la montée du chômage « nuit à l'implantation syndicale », elle n'explique qu'en partie le déclin du syndicalisme. « Ainsi, dans plusieurs pays, les niveaux d'implantation syndicale ont fortement chuté alors que le chômage n'augmentait que modérément ».

Toutefois, l'étude s'attache surtout aux causes extérieures (économiques, politiques, sociales) de la désyndicalisation et laisse de côté les responsabilités incombant aux syndicats eux-mêmes.

L'étude sur les variations sectorielles de l'implantation syndicale apporte quelques précieuses confirmations. « En termes absolus, les

(avec une perte de 2,5 millions, soit 50 % d'adhérents depuis 1979) ».

L'OCDE note que « la part moyenne des travailleurs syndiqués dans le secteur public a augmenté de près de 10 points au cours des deux dernières décennies », cette évolution étant due essentiellement à la croissance de l'emploi public et à la baisse des taux d'implantation dans le secteur privé. Globalement, presque deux syndicats sur cinq appartiennent au secteur public, cette proportion étant de trois sur cinq en France, où il n'y a que 8 % de syndiqués dans le secteur privé.

Si la syndicalisation des femmes reste très inférieure à celle des hommes, l'évolution est favorable. Entre 1970 et 1988, la part des femmes dans le total des effectifs syndiqués est passée de 24,9 % à 31,3 %. Comme le note la conclusion de l'étude, c'est en organisant davantage les femmes mais aussi les salariés des services commerciaux et les catégories d'employés que les syndicats pourront accélérer leur transformation. Et peut-être commencer à enrayer leur déclin.

MICHEL NOBLECOURT

En appelant à la grève les 23 et 24 juillet

Des pilotes d'Air Inter dénoncent l'affrètement d'avions de l'Aéropostale

Les deux syndicats de navigateurs d'Air Inter, le SNPL et l'USPNT, ont lancé un appel à la grève mardi 23 et mercredi 24 juillet. Les grévistes dénoncent l'affrètement par Air Inter d'avions de l'Aéropostale, filiale commune avec la Poste.

Les passagers aériens ont du mal à comprendre la raison de l'acharnement de certains navigateurs d'Air Inter contre l'utilisation d'appareils de l'Aéropostale. Pour s'y opposer, ils ont déjà fait grève, avec relativement peu de succès, le 29 mai, le 30 mai et le 25 juin.

L'idée d'utiliser, durant le jour, pour les passagers, des avions transportant, durant la nuit, des lettres et des colis postaux semble, de prime abord, une mesure de bonne gestion puisqu'elle permet d'économiser 15 millions de francs par an et par avion.

L'emploi du Boeing 737 « quick change », dont les sièges se montent et se démontent en une heure et demie, ne devrait pas dégrader le confort du vol. Le recours à l'Aéropostale - dont le capital est réparti entre La Poste (40 %), Air France (20 %), Air Inter (20 %) et TAT (20 %) - aurait dû calmer les appréhensions de certains pilotes redoutant d'être gérés par des amateurs seulement soucieux de rentabilité.

De même, la promesse faite par la direction d'Air Inter que les pilotes de la compagnie intérieure affectés à la conduite des avions de l'Aéropostale seraient payés selon les mêmes barèmes que s'ils volaient sur des avions d'Air Inter et qu'aucun vol acheté par Air

Inter à l'Aéropostale ne serait piloté par des équipages « étrangers » semblait garantir que le recours aux avions de la filiale ne servirait pas à payer moins cher des pilotes moins expérimentés. Selon toute vraisemblance, des pilotes d'Air France et de TAT obtiendront les mêmes conditions.

Le « syndrome d'Aéromarine »

Les grèves à répétition organisées par le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) et l'Union syndicale du personnel navigant technique (USPNT) paraissent inspirées par le « syndrome d'Aéromarine », cette compagnie charter filiale d'UTA utilisée par la direction de celle-ci pour diminuer fortement les coûts salariaux en pratiquant des salaires nettement inférieurs à ceux de l'aviation civile française. Malgré les assurances données par la direction d'Air Inter, certains pilotes persistent à redouter une dégradation sociale inavouée.

Chez d'autres, et notamment parmi les mécaniciens navigants, on note le désir de « rapatrier » les vols effectués par l'Aéropostale afin d'obtenir la poursuite de l'exploitation des Mercure et des Caravelle 12, avions pilotes à trois, alors que les Boeing 737 ont un équipage de deux pilotes et se passent de mécanicien. En faisant croire que les passagers seraient transportés comme des colis dans ces appareils à usage mixte, ils peuvent espérer effrayer le client et contraindre la direction à prolonger, au-delà de 1994, l'utilisation des Mercure, en passe de devenir obsolètes.

ALAIN FAUJAS

La préparation du budget 1992

M. Jean Kaspar critique « l'entêtement » de M. Pierre Bérégovoy

« Je crains que l'entêtement de Pierre Bérégovoy ne coûte cher en emplois et ne fasse peser des risques de récession sur notre pays », déclare M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, dans un entretien publié par le quotidien le Parisien le 22 juillet.

D'accord pour reconnaître que « le respect des grands équilibres » est de nature à réduire le chômage et à augmenter l'emploi, le responsable syndical constate que, « depuis dix mois, la formule a des ratés inquiétants », et il met en cause la politique du franc fort en affirmant que celui-ci « est surestimé par rapport à notre économie ». La situation est qualifiée d'« artificielle », et ce qui était favorable pendant la phase de développement économique se transforme « en cercle vicieux en période de ralentissement ».

Avec les restrictions budgétaires, « on risque bel et bien d'encourager un cycle récessionniste », « avec, pour conséquence, une augmentation du chômage », poursuit M. Kaspar, qui préconise « un accroissement léger et temporaire du déficit budgétaire », le lancement d'un emprunt obligatoire « de masse » et la vente des participations de l'Etat dans les entreprises nationalisées pour les ramener à 51 % ou 66 %.

Après les révélations du « Sunday Times »

La BCCI soupçonnée de liens avec les terroristes palestiniens

La Haute Cour britannique devait examiner le 22 juillet la demande de liquidation de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) formée par la Banque d'Angleterre après la décision internationale de suspension des activités de cet organisme, BCCI prise le 5 juillet (le Monde daté 7-8 juillet).

La Banque d'Angleterre a cherché, lors du week-end, à convaincre l'émirat d'Abou-Dhabi, actionnaire à 77 % de la BCCI, d'accepter cette mise en liquidation, alors qu'un groupe important de déposants devait la contester devant la Haute Cour.

Déjà accusée de fraudes à grande échelle et de blanchiment d'argent de la drogue, la BCCI a de nouveau fait la une des journaux britanni-

ques. Le Sunday Times du 21 juillet a en effet affirmé que le terroriste palestinien Abou Nidal y détenait plusieurs comptes, grâce à des prévisions.

Il ne faut ainsi que confirmer des révélations faites dès le 6 juillet par le Financial Times (le Monde daté 7-8 juillet) et sur lesquelles la Banque d'Angleterre, soupçonnée d'avoir été informée début 1990, a jusqu'ici refusé de faire des commentaires.

Le gouverneur de la banque devrait être entendu le 23 juillet par la commission des finances de la Chambre des communes, alors que l'opposition travailliste réclame, sur cette affaire, une audition du chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, et du premier ministre, M. John Major.

EN BREF

La grève à la SNCF suspendue à Calais. - Les agents de manœuvre de Roulogne-sur-mer et de Calais de la SNCF (Pas-de-Calais) ont décidé, dimanche 21 juillet, de suspendre leur mouvement. Un compromis a été trouvé sur le paiement des jours de grève. Les syndicats ont accepté la proposition de la SNCF sur le versement d'une prime estivale de 250 francs (au lieu des 300 demandés), assortie d'une augmentation de 10 % de la prime de travail. Les sanctions « ne resteront que symboliques », ont annoncé les syndicats. Les agents de l'agglomération lilloise se prononceront lundi sur la poursuite de la grève.

La Clotat : un gréviste de la faim hospitalisé. - L'un des quatre grévistes de la faim du Comité des chômeurs de La Clotat (Bouches-

du-Rhône) a été hospitalisé le 21 juillet, à la suite d'une crise d'hypoglycémie. Depuis vingt-quatre jours, les quatre hommes ont cessé de s'alimenter, pour demander la reprise de l'activité des chantiers navals, et espèrent que le dossier sera examiné, le 25 juillet, lors de la table ronde organisée par le conseil général.

L'excédent commercial du Brésil s'est accru au premier semestre. - La balance commerciale brésilienne a enregistré un excédent commercial en baisse au cours des six premiers mois de l'année, selon les statistiques du ministère de l'économie. Il s'est inscrit à 7,2 milliards de dollars (43 milliards de francs), en progression de 23 % par rapport à la même époque, l'année précédente.

CHAMPS ECONOMIQUES

La Sardaigne jette des ponts vers la Corse

Les deux îles, handicapées, veulent coopérer plus activement sous l'égide de Bruxelles

La factieuse boutade lancée au visiteur français fait mouche : « Par rapport à votre Corse qui n'a que 249 000 habitants, nous les Sardes nous sommes dans notre île 1,6 million. Mais avec 3,5 millions de têtes, les moutons sont beaucoup plus nombreux... » Mario Leoni, haut fonctionnaire chargé des relations avec la CEE au gouvernement régional, continue ses comparaisons insulaires : « En revanche, la Sicile est presque une île-Etat : 5,1 millions d'habitants, soit 9 % de la population italienne sur la même superficie que la Sardaigne, - alors que nous ne comptons que pour 2,9 %... »

Avant de quitter le terrain de la polémique, relevons le titre du grand journal de Cagliari, l'*Unione sarda*, dans son édition du 22 mai : « La Sardaigne a conquis pour la deuxième année consécutive le rang peu enviable de région la plus pauvre en matière fiscale : une évasion qui représente 77 milliards de lire (1). » Voilà un record de nature à faire réfléchir les bailleurs de fonds de la CEE, à Bruxelles !

Mais toute l'économie insulaire, bien sûr, ne se résume pas à ces flâches caricaturales. D'autant que plusieurs indices démontrent que la grande île en forme de semelle a vu globalement, depuis dix ans, sa situation s'améliorer relativement par rapport aux autres régions défavorisées du Mezzogiorno, autrement dit la partie sud de la botte et des îles. Comparée, par exemple, à la Calabre ou à la Basilicate, en termes macroéconomiques, la Sardaigne ne s'en tire pas trop mal, grâce aux investissements publics massifs des années 60 et 70.

Le chômage ? Le nombre des sans-emploi a régressé de 8 % entre le premier trimestre 1990 et le début 1991, alors qu'il progressait de 21 % en Molise ou de 5,7 % en Basilicate. Aujourd'hui, avec 10 %, la Sardaigne affiche un taux d'indigence plus faible que la Campanie (21,5 %), que la Sicile (24 %) et que le Mezzogiorno en général (20,7 %), soit tout de même le double de la moyenne nationale. L'élevage, la vigne, la culture du blé ou du riz, la production de sucre se sont même payés le luxe de gagner en un an 4 000 emplois supplémentaires.

Le produit intérieur brut par habitant ? En dix ans, il a progressé au rythme moyen annuel de 1,6 %,

soit légèrement plus que dans l'ensemble des régions du Sud, et il dépasse sensiblement la moyenne de ces zones. Il n'empêche que l'écart entre le nord (surtout la Lombardie) et le sud du pays a tendance à se creuser sur une longue période, ce qui veut dire qu'en termes d'aménagement du territoire la décennie 80 aura marqué en Italie (comme en France) une période d'aggravation des déséquilibres régionaux. Un critère parmi d'autres : exprimée en lire de 1980, la valeur ajoutée par actif est passée entre 1980 et 1989 de 16,5 millions à 18 en Sardaigne, de 14 à 15,5 en Calabre, mais de 20,5 à 24,5 pour l'ensemble du nord et du centre de l'Italie.

Il est authentique, la Sardaigne l'est à coup sûr, dans la mesure où les distances qui la séparent du continent sont suffisamment grandes pour que la notion d'isolement, réel et psychologique, prenne tout son sens. Dans cette optique, elle se compare à la Corse ou aux Baléares, pour l'économie desquelles l'aviation et le ferry jouent un rôle essentiel, souvent dénoté par les populations comme l'incarnation d'un monopole abusif. Cagliari est plus proche du littoral tunisien que de Rome. Les Sardes bénéficient encore, pour leurs voyages aériens vers le « continent » italien, d'une réduction de 30 %, mais depuis un an le même avantage, qui traditionnellement s'appliquait aux marchandises, a été supprimé sur injonction de la CEE.

Le poids des groupes publics

Avec la Corse, pourtant proche à toucher, la Sardaigne n'a jamais entretenu de relations étroites. Bref, toutes les revendications, objectives ou irrégulières, d'un statut spécial, au sein de la République italienne comme dans l'Europe, sont ici conjuguées, au même titre qu'aux Shetland, aux Açores ou à la Réunion. Chaque jour, le pouvoir, qu'il soit économique à Milan, politique à Rome ou supranational à Bruxelles, en fait l'expérience.

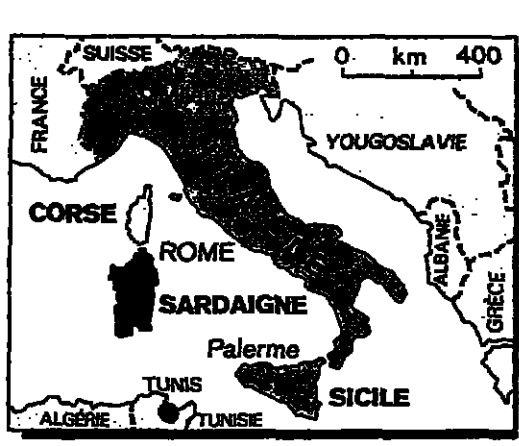
La faiblesse économique majeure tient au fait que l'industrie lourde est délaissée par les grands groupes publics italiens, dont le siège est dans la péninsule et la stratégie mondiale. Le 24 mai, pendant que le conseil régional tenait une séance

extraordinaire à Cagliari, une importante manifestation de travailleurs envahissait les grandes artères, prenant à partie l'IRI, l'ENI ou l'ENICHEM. Eux politiques et syndicalistes n'avaient qu'un mot d'ordre : « La mobilisation pour l'industrie » - et un slogan - « Plus nous serons unis, plus la Sardaigne sera forte en Italie » - sous-entendu : pour obliger les dirigeants des entreprises chimiques, textiles, minières ou d'aluminium à remonter à leurs plans de réduction des capacités de production.

Le tissu des PME, à part le bâtiment et les travaux publics, ne pèse pas lourd. Machines, voitures, papier, matériels sophistiqués sont importés. Quant au tourisme, qui a pris un essor remarquable (attirant un flux d'investissements multinationaux dans le Nord-Est), même s'il reste encore essentiellement alimenté par une clientèle nationale, il s'appuie davantage sur la formule des villages de vacances que sur l'hôtellerie proprement dite. Conséquence : en termes d'emplois permanents, il génère assez peu de valeur ajoutée. L'office du tourisme s'attend cependant à une bonne saison 1991, à cause des soubresauts qui agitent la Yougoslavie et qui ont provoqué une vague d'annulations dans ce pays et des transferts de clientèle correspondants.

« Nous craignons que le grand marché européen ne se traduise, pour nos régions, par des menaces plus que par des avantages, nous a déclaré Mario Floris, président de la région régionale, car l'ouverture de la CEE à l'Est risque de faire passer les régions du Sud au second plan. Les subventions européennes commencent à diminuer, ou alors Bruxelles reprend dans ses nouveaux programmes ce qui nous avait déjà été attribué au titre, par exemple, des anciens programmes intégrés méditerranéens (FIM). »

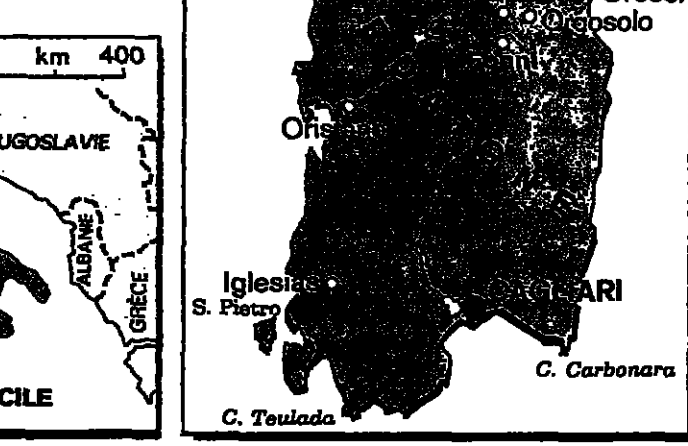
Démocrate-chrétien (qui a succédé en 1989 à un socialiste du Parti autonomiste aujourd'hui député européen), assisté de douze assesseurs et « régnant » sur quelque cinq mille fonctionnaires, M. Floris ajoute : « Il est important que le dialogue continue avec le gouvernement de Rome, qui semble d'ailleurs plus disponible qu'auparavant, mais sur les questions de reconversion industrielle. » Mais vis-à-vis de la CEE, le président ne craint pas de juger « asphyxiants » les contrôles que



prétendent exercer les fonctionnaires communautaires sur les aides régionales et étatiques à l'économie sarda. Un enrôlement qui pourrait encore s'aggraver si Rome accepte, au terme d'une longue procédure juridique, une révision du statut d'autonomie de 1949, dans le sens évidemment d'un élargissement des pouvoirs régionaux.

« Il faut ouvrir les yeux et les oreilles des Sardes aux grands enjeux de l'Europe de 1993, c'est notre rôle à nous, universitaires », lance Paolo Fois, doyen de la faculté de droit de Sassari. « Attention aux régions à deux vitesses ! Mais le gouvernement régional actuel est trop obsédé par la logique des subventions obtenues à Rome et à Bruxelles. Il faut réfléchir à une stratégie à long terme. » C'est dans cette optique, précise-t-il, que les trois universités de Cagliari, de Sassari et de Corte (Haute-Corse) ont conclu en juin 1989 un accord de coopération. « En pratique, peu de choses ont été faites, mais nous nous efforçons de trouver des moyens financiers mais des entreprises dignes de ce nom qui attirent l'attention et créent de la sous-traitance. »

Pour l'heure, le banc d'essai le plus concret pour une coopération



entre la Corse et la Sardaigne, avec l'appui évident de Rome et de Paris, porte le nom barbare d'Interreg. Il s'agit d'une initiative de la Commission de la CEE destinée à renforcer les actions de développement dans les zones frontalières. Pour Bruxelles - qu'on ne peut que louer - les frontières ne passent pas seulement entre la Wallonie et le Nord ou à travers les Alpes, mais aussi en mer. Si ce programme est approuvé - on attend le feu vert pour l'automne - 42 millions d'euros (2) seront décaissés, 21 par l'Europe, 11,9 par la région sarda, 5,8 par les collectivités locales corse et 1,63 par l'Etat français. Parmi les principaux objectifs, retenons la notion de continuité territoriale entre les deux régions, la valorisation de l'environnement marin, le renforcement des échanges culturels et technologiques à partir des universités, la définition en commun de produits touristiques nouveaux, la formation aux métiers du sport et du tourisme.

Deux initiatives pourraient être prises à bref délai : l'ouverture d'une ligne aérienne régulière entre les deux îles, subventionnée pendant trois ans à titre expérimental - pourquoi pas à base de capitaux originaires de Sardaigne et de Corse ? - et la réalisation d'un parc marin international, assortie de mesures immédiates de protection visant les archipels de la Maddalena (où existent des bases militaires de l'OTAN) et des Lavezzi. Voilà un programme, même s'il est géogra-

phiquement limité, intelligemment conçu parce que très concret et très différent d'un catalogue à la Prévert. Il présente aussi l'avantage d'obliger les responsables politiques à dépasser, face à l'Europe, leurs clichés.

La Corse est en effet présidée par une personnalité RPR dans une France gouvernée par les socialistes, alors qu'en Sardaigne, aux côtés du président démocrate-chrétien Floris, le ministre assesseur chargé de la négociation de ce programme avec Bruxelles est un de ses alliés dans la coalition régionale, de tendance socialiste.

de Cagliari
FRANÇOIS GROSHARD

(1) 1 000 lire = 4,55 F.
(2) 1 écu = 6,9 F.

o Nous poursuivons la publication d'une série d'enquêtes sur les « îles de l'Europe » dans la perspective d'un catalogue de 1993. Sont déjà parus des reportages consacrés à la Nouvelle-Calédonie (3 juillet 1990), à la Réunion (10 avril 1990), à la Martinique (10 avril 1990), à la Corse (4 juillet), à Mayotte (30 mai), à la Corse et aux îles de la Méditerranée (10 mai), aux Canaries (14 février), à Rhodes (31 janvier 1989) et à Malte (20 décembre 1988).

La CEE épaule le continent sud-américain

Moindre qu'en Afrique, l'aide européenne permet cependant d'alléger le fardeau de l'endettement

L'AMÉRIQUE LATINE est bien loin de la CEE. Elle l'est un peu moins depuis que l'Espagne et le Portugal ont adhéré, en 1986, à l'Europe communautaire. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que la Commission de Bruxelles a un Espagnol, M. Abel Matutes, est chargé du dossier. Reste que, en dépit des efforts de rapprochement par la démocratisation de plusieurs régimes du continent américain, les relations avec les Douze ne sont pas à la mesure des ambitions nourries il y a quelques années.

Le 22 juin 1987, le conseil des ministres des affaires étrangères de la CEE prenait acte de « la dimension historique et culturelle supplémentaire apportée aux liens traditionnels entre les deux régions par l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté ». Il affirmait ensuite « la communauté de valeurs et d'intérêts entre les peuples d'Europe et d'Amérique latine et leurs aspirations communes à une conception de la société fondée sur le respect des droits de l'homme ». Sur le plan économique, les Douze prenaient l'engagement d'aider leurs partenaires à surmonter leurs difficultés les plus graves, notamment « les contraintes liées au poids de la dette extérieure et à une inflation souvent à trois chiffres ».

Le dialogue avec des pays latino-

américains avait en fait commencé en 1984 à San José de Costa Rica avec les Etats d'Amérique centrale et du groupe de Contadora (1) au moment du plus fort de la crise dans la région. Le processus de démocratisation dans le sud du continent a accéléré la relance de la coopération et le renforcement des liens politiques. L'engagement de la CEE répondait ainsi aux efforts déployés par plusieurs pays pour apporter des solutions à la situation de crise permanente. Ainsi se sont développées des rencontres ministérielles avec le groupe de Rio (2), constitué d'Etats démocratiques et représentant 80 % de la population d'Amérique latine.

Ce rapprochement a conduit la Communauté à soutenir toutes les initiatives visant à améliorer le traitement des problèmes de la dette des pays latino-américains (422 milliards de dollars à la fin de 1989), notamment en acceptant de financer des institutions internationales de moyens supplémentaires. Les Douze ont aussi appuyé le projet des Etats-Unis portant sur la possibilité de consacrer l'aide publique à la réduction de la dette. L'Europe s'intéresse de près également aux efforts d'intégration économique et commerciale entrepris par l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay, le Paraguay et la Bolivie pour créer un marché commun, le Marché com-

mun du « cône sud » (MERCOSUR).

Mais pour institutionnaliser ces relations avec l'Amérique latine, la CEE a surtout conclu des accords de coopération. Aux premiers, signés dans les années 70, qui se limitaient pour l'essentiel au bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée, a succédé une deuxième génération de traités dont le contenu va au-delà du simple volet commercial. Les accords négociés au sur le point de l'être avec les vingt Républiques latino-américaines portent désormais sur la coopération dans de multiples secteurs : économie, industrie et technologie, sciences, promotion commerciale, énergie, aide au développement.

La politique de coopération avec les Etats sud-américains s'appuie sur une aide financière qui peut paraître symbolique en regard de l'effort des Douze en faveur de l'Afrique par exemple, mais qui ne l'est pas toujours compte tenu de la conception de ce soutien. Bien que les fonds mis à la disposition de la Commission aient sensiblement progressé ces dernières années (22 milliards d'euros en 1989, 111 millions en 1990 et 133 en 1991), l'aide financière de la Communauté reste modeste. Aussi les autorités de Bruxelles ont-elles pris le parti de coordonner étroitement leurs pro-

jets avec ceux financés par les pays membres de la CEE.

Au total, les Douze viennent juste après les Etats-Unis pour l'aide publique au développement dans cette région. En réalité, les Américains donnant priorité à l'Amérique centrale, les Européens sont les principales sources d'aide pour le sud du continent. Les fonds communautaires sont surtout dirigés vers les Etats les plus pauvres (c'est-à-dire les pays andins) : le Brésil, le Mexique, l'Argentine, l'Uruguay et le Venezuela ne recevant que 7 % du volume.

Le cas de la viande bovine

Il faut ajouter à cette coopération financière une série d'actions (aides aux populations victimes de catastrophes naturelles, aux réfugiés) et surtout l'aide alimentaire. Depuis 1979, les nations d'Amérique centrale et des Andes (Bolivie, Pérou) bénéficient largement de ce soutien communautaire : 206 millions d'euros en 1990, soit environ 40 % du programme de la CEE en faveur de l'ensemble des pays en développement.

Au titre du système communautaire des préférences généralisées (SPG), la CEE accorde depuis 1971 la franchise des droits de douane - assortie de plafonds et de contingents pour les produits dits « sensi-

bles » (textiles, chaussures, produits agricoles et alimentaires) - aux importations en provenance des pays latino-américains. Néanmoins, ces derniers n'ont pas su profiter du SPG autant que d'autres régions du monde (notamment l'Asie) pour développer leurs exportations.

Il est vrai que les avantages offerts par le mécanisme européen sont plus déterminants pour les biens manufacturés, peu exportés par l'Amérique latine, que pour les produits primaires, pour lesquels les droits de douane sont peu élevés. La structure des ventes aux Douze n'évolue guère en effet depuis des années. Elle est toujours constituée à concurrence de 50 % de produits agricoles et alimentaires, de 15 % d'hydrocarbures et d'un même pourcentage de minerais et de métaux, alors que les exportations latino-américaines de biens d'équipement et de consommation représentent 40 % de leurs ventes totales aux Etats-Unis.

Bien que l'Amérique latine enregistre globalement un excédent commercial conséquent avec les Douze (10,2 milliards d'euros en 1990), les Etats concernés demandent à bénéficier de meilleures conditions d'accès au marché communautaire pour leurs exportations de viande bovine par exemple, à l'instar de ce qu'ont obtenu les pays du Maghreb et d'Afrique noire.

Comme il n'en est pas question pour la majorité des Etats membres, la CEE a apporté, à titre de compensation, une série de retouches afin d'améliorer l'efficacité du SPG pour les exportations latino-américaines : réduction des droits de douane pour le café vert, le tabac et les fleurs et des limitations quantitatives pour les produits textiles et industriels.

Difficile sans doute d'être plus ouvert pour la Communauté, dont les ventes (constituées à 95 % de produits manufacturés) aux pays latino-américains ne représentent pas plus de 4 % de ses exportations totales contre 6 % voilà dix ans à peine. Les difficultés liées au surendettement n'expliquent peut-être pas tout dans cette évolution défavorable pour l'Europe des Douze. La proximité et le renforcement, en règle générale, des liens avec les Etats-Unis jouent probablement de manière non négligeable.

MARCEL SCOTTO

(1) Venezuela, Colombie, Panama, Mexique.
(2) Argentine, Bolivie, Brésil, Chili (depuis 1990), Colombie, Equateur, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela.

CHAMPS ECONOMIQUES

L'Italie hémiplegique

La moitié sud du pays produit peu et le secteur public fonctionne mal

par Rémy Prud'homme

L'ITALIE a un nouveau gouvernement, toujours dirigé par l'inégalable Giulio Andreotti, et qui ne compte pas moins de soixante-dix-huit vice-ministres. Ce gouvernement est déjà divisé et attaqué par les partis qui y ont des représentants. Il est fragile, et on se demande s'il passera l'été.

Tout cela serait anecdotique si derrière ces difficultés politiques ne s'accumulaient des problèmes économiques, qui leur sont liés, et qui sont graves. Pour les Italiens, et aussi pour nous, l'Italie est le deuxième partenaire commercial de la France, et l'un des quatre grands de la CEE. Une crise de l'économie italienne aurait des conséquences graves.

Une coûteuse assistance

En apparence, l'économie italienne se porte plutôt bien. La production augmente. L'emploi aussi. La lire est solidement accrochée au système monétaire européen. Les exportations se développent. En réalité, l'économie italienne est doublement malade : la moitié sud du pays ne produit pas grand-chose, et la moitié publique de l'économie fonctionne mal. Le pays est comme un être frappé à la fois de paraplégie et d'hémiplegie.

Le Sud - 36 % de la population - n'arrive pas à décoller. La production par travailleur y est bien plus faible que dans le Nord. Le taux d'activité aussi. La production par habitant y est ainsi la moitié de ce qu'elle est dans le Nord. Et encore, ces chiffres enjolivent la situation, car ils comptent comme travailleurs et comme production les employés du secteur public et ce qu'ils font.

Quarante ans de la politique régionale la plus massive, la plus soutenue, la plus coûteuse du monde, n'y ont pas changé grand-chose. Le fossé entre le produit par habitant dans le Sud et dans le Nord s'est réduit dans les années 50 et 60. Il s'est stabilisé dans la décennie suivante. Mais il se creuse de nouveau depuis 1983.

Les sommes considérables déversées par le budget sur le Sud, sous forme de lois spéciales, d'emplois publics, d'investissements, d'assistance en tout genre, limitent les dégâts et permettent aux habitants de ne pas vivre trop mal. Mais elles ne changent pas la structure productive du Sud, ou plutôt ne la créent pas.

La preuve en est dans la balance des paiements (vis-à-vis du reste de l'Italie et du monde) de ces régions. Le Sud exporte la moitié de ce qu'il importe. On doit même se demander si cette assistance, parce qu'elle est un succédané au développement, n'est pas finalement un obstacle au développement.

Elle permet, en tout cas, aux mafias, aux camorras et autres cosche, de prospérer, qui entretiennent de véritables milices, fortes de dizaines de milliers d'hommes armés. L'extorsion de fonds, l'enlèvement avec demande de rançon sont dans le Sud les industries en croissance rapide. Elles font d'ailleurs preuve d'un beau dynamisme, étendent de plus en plus leurs activités au nord du pays, s'internationalisent, se diversifient (notamment dans la drogue). L'ampleur de cette gangrène en fait un phénomène économique, et pas seulement ethnique ou folklorique.

Voilà pour la paraplégie. Quant à l'hémiplegie, elle est dans l'inefficacité de la moitié publique de l'économie. Il y a des pays, comme les Etats-Unis, qui ont un Etat inefficace, mais à bon marché. D'autres,

comme la France, qui ont un Etat coûteux, mais efficace. Il y en a même, comme le Japon, qui ont un Etat efficace et à bon marché. Mais l'Italie a un Etat à la fois inefficace et coûteux.

Inefficace, en ce sens que la plupart des services publics fonctionnent mal, qu'il s'agisse des postes, des routes, des hôpitaux, des villes, de la recherche, de la police, ou de la télévision. La politisation, le clientélisme et la décentralisation se combinent à cet effet. En souffrent non seulement les ménages, mais aussi les entreprises, qui ne trouvent pas en quantité ou en qualité les services publics dont elles ont besoin.

Coûteux, car cet Etat dépense beaucoup. Le poids des dépenses des administrations, rapporté au produit intérieur brut (PIB), est de 51 %, un des plus élevés du monde, plus élevé qu'en France (50 %), en Allemagne (47 %) ou au Royaume-Uni (41 %), pour ne pas parler des Etats-Unis (36 %) ou du Japon (33 %). De plus, les dépenses publiques, toujours rapportées au PIB, augmentent en Italie, alors qu'elles diminuent dans la plupart des autres pays. Ces dépenses sont en partie financées par l'impôt, qui s'accroît très rapidement.

De 1986 à 1990, en quatre ans, le poids des impôts (toujours par rapport au PIB) est passé de 36 % à 40 % ; et les premières mesures du (septième) gouvernement de M. Andreotti sont des augmentations d'impôts. Mais ces impôts ne suffisent pas pour couvrir un déficit du budget qui n'a jamais, depuis des années, été inférieur à 10 % du PIB. L'Etat emprunte. Mais un Etat ne peut pas indéfiniment emprunter chaque année 11 % d'un PIB qui n'augmente que de 2 % à 3 % par an. Il en résulte au moins trois inconvénients graves.

Pour trouver des prêteurs, l'Etat

italien est obligé d'accorder des taux élevés. Les entreprises qui ont besoin d'emprunter pour investir sont obligées de s'aligner sur ces taux. Voilà qui leur rend la tâche plus difficile.

L'Etat italien s'adresse aussi au marché international, et contribue ainsi (modestement, il est vrai) à l'augmentation de la dette extérieure du pays. Celle-ci aurait atteint - selon la dernière étude économique de l'OCDE sur l'Italie - le chiffre à peine croyable de 120 milliards de dollars : c'est la dette du Brésil.

Des phénomènes cumulatifs

Enfin, le déficit des finances publiques contribue à alimenter l'inflation. Depuis 1985, les prix ont augmenté de 37 % en Italie, contre 19 % en France et 9 % en Allemagne. Voilà qui ne favorise pas la compétitivité des entreprises italiennes sur les marchés internationaux.

Le plus grave est que ces phénomènes sont cumulatifs. La dette de l'Etat, qui dépasse maintenant le PIB de l'Italie (elle en représente moins du quart en France), est telle que les intérêts de cette dette pèsent lourdement sur les dépenses de l'Etat, et creusent le déficit du budget, obligeant l'Etat à emprunter toujours davantage. L'inflation est une façon d'alléger le poids de cette dette, mais qui menace la compétitivité.

Le poids de l'endettement extérieur se fait également sentir dans la balance des paiements, à la rubrique « intérêts et dividendes », le plus absolu de l'environnement pour que « le pétrole soit extrait de façon chirurgicale en utilisant tablier, gants blancs et, si possible, un masque de protection ». Et il ajoute : « La région n'est pourtant plus vierge depuis vingt ans, puisque 5 000 kilomètres de ligne sismique ont déjà été explorés, et la Texas Crude ne pense en faire que 200 de plus ».

Désastre hydrobiologique

Cet argument est justement utilisé par la partie adverse pour s'opposer à la signature de ce contrat. En effet, depuis la décennie 70, la réserve a été explorée successivement par la Philips Amco, puis par la Hamilton International Oil company et Petrobraca. A première vue, les résultats sont catastrophiques. La lagune de Pastococha n'est plus qu'une étendue d'eau morte, et le désastre hydrobiologique a contaminé tous les alentours.

Il n'y a pas de solution miracle avec l'exploitation de l'or noir. Celle-ci oblige au déboisement de la forêt - ne serait-ce que pour construire les campements, les routes et les pistes d'atterrissage - et surtout à l'élimination d'eau salée provenant du sous-sol, au cours du forage des puits.

Comment obliger à la réhabilitation des zones dévastées ? Comment contrôler les employés de la Texas pour qu'ils s'abstiennent d'extraire les ressources naturelles de la réserve et respectent la population autochtone ? Pourquoi insister sur l'exploitation de Pacaya-Samiria, s'interrogeant les Verts, si plus des neuf dixièmes de l'Amazonie présentent les mêmes caractéristiques géologiques ?

En fait, le site de Pacaya-Samiria n'a pas été choisi au hasard par la Texas. Il appartient à un bassin sédimentaire déjà exploré, et partiellement exploité, par la compagnie nationale Petro-Pérou, et il est proche de l'oléoduc, d'où un coût de transport minime au cas où la compagnie américaine ferait des découvertes intéressantes.

soi dans le pull-over ou la lampe de bureau qu'en perdre dans les ordinateurs ou à l'étranger. Reste à savoir si cette stratégie peut être payante à terme. De plus, ces entreprises s'appuient sur un système bancaire provincial et politisé, insuffisant pour un grand pays comme l'Italie.

Surtout, les industriels du Nord sont menacés par le Sud et le secteur public. Ils en ont assez, et le crient de plus en plus fort. Un « anonyme Lombard », qui serait en fait un important homme d'affaires, vient de publier un livre dont le titre est tout un programme : *De la guerre des politiciens contre le Nord et contre l'Italie*.

Le succès des « ligues », qui ont l'audience du Front national, est une autre manifestation de ce ras-le-bol. Le poids des impôts, le prix de l'argent, le taux de l'inflation, l'inefficacité des services publics, et les menaces des mafias, cela fait beaucoup. Le quart qui travaille - dir - et qui fait vivre le reste du pays est las, et crie « pouce ! ». Il ne sera sans doute pas entendu.

Le gouvernement et le système politique qui en a accouché ne sont probablement pas capables de rétablir la situation, et d'abord de réduire le déficit des finances publiques. Il y a bien des hommes lucides et courageux, comme Guido Carli, ancien gouverneur de la Banque d'Italie et actuel ministre du Trésor, qui vont se battre à cet effet. Mais ils n'auront probablement pas gain de cause. On ne réduira pas les dépenses à un an des élections générales. Après nous, le déluge ! On dit cela longtemps, et puis un jour, il arrive, le déluge.

► Professeur à l'université Paris-XII.

Le Pérou balance entre pétrole et forêt

Le président Fujimori doit-il céder à l'attrait de l'argent américain en signant un contrat avec Texas Crude ou refuser cette offre, au nom de la sauvegarde de la réserve naturelle de Pacaya-Samiria ? Dilemme...

UN pays en quête désespérée d'investissements étrangers peut-il faire la fine bouche en pensant à la préservation de l'environnement, s'il croit en retour pouvoir obtenir un certificat de bonne conduite de ses créanciers et, pour un proche avenir, un visa pour la modernité ? Pour le président Fujimori, au pouvoir au Pérou depuis le 28 juillet 1990, un contrat avec la compagnie américaine Texas Crude est une affaire à ne pas

rater car elle serait le premier indice que sa politique néo-libérale porte ses fruits. Un *satisfecit* dont il a bien besoin pour justifier auprès de ses électeurs une pénurie dont ils sont victimes.

La Texas Crude convoite un million d'hectares en Amazonie. Or les trois quarts de cette aire empiètent sur la réserve naturelle de Pacaya-Samiria. Celle-ci, représentant près de deux millions d'hectares de forêt tropicale, encadrée par les fleuves Pacaya et Samiria, est déclarée « zone résér-

vue » depuis un demi-siècle. Les Verts estiment que c'est la plus importante « banque génétique » de l'Amazonie, et peut-être même de la planète. Elle abrite 150 espèces de mammifères et de reptiles, un million d'espèces pour les insectes et les invertébrés, cinq cents pour les oiseaux, et quatre mille variétés de fleurs.

Crise énergétique

Cinquante mille autochtones, membres des tribus Cocama et Cocamilla, y vivent de la chasse et de la pêche. Cinquante mille autres personnes dépendent de ses ressources, notamment de la capture d'un poisson à la chair blanche et ferme, de la récolte des œufs de tortue et de la cueillette de quelques deux mille plantes médicinales, entre autres le curare, la griffe de chat, ou la terramycine naturelle. Paradis terrestre ? Terre vierge abandonnée ? Quel doit être le sort de Pacaya-Samiria ?

Le ministre de l'énergie et des mines, Fernando Frances Albarera, explique que le développement repose sur trois axes : écologie, société, énergie... et que le pays est bien trop pauvre pour s'offrir le luxe d'un respect absolu des ressources naturelles. « Si nous superposons les cartes des bassins pétroliers et celle des réserves écologiques, ajoute-t-il, nous nous rendons compte que leurs emplacements se chevauchent le plus souvent, si bien qu'il serait impossible d'envisager des investissements pétroliers au Pérou. » Une affirmation discutable puisque Pacaya-Samiria ne représente que 3 % des 74 millions d'hectares de l'Amazonie péruvienne.

Ce que personne ne conteste, c'est que le Pérou a un besoin urgent d'investissements dans le secteur de l'or noir. En effet, les

Vous retrouverez la chronique de Paul Fabra dans « Champs économiques » de la semaine prochaine.

C.N.E.S. ARIANESPACE

APPEL DE CANDIDATURES

Le Centre National d'Études Spatiales (C.N.E.S.) et ARIANESPACE lancent un appel de candidatures pour effectuer leurs opérations de Transit-Transport à partir de 1992, pour une période de trois à cinq ans.

Le titulaire se verra confier les opérations de transport et les formalités de transit pour les mouvements de matériels, principalement entre la métropole et la base de lancement ARIANE, en GUYANE FRANÇAISE :

- Matériels destinés au Centre Spatial Guyanais de KOUROU ;
- Matériels lanceurs, pièces de rechanges et ergols destinés à ARIANESPACE/KOUROU ;
- Import de satellites en GUYANE.

Par ailleurs, il aura à effectuer des transports ponctuels sur d'autres destinations.

TRAFFIC ANNUEL (chiffres donnés à titre indicatif) :

- MARITIME**
- Matériels lanceurs : 7 à 8 voyages par an ;
- Export-Import divers : 3 000 tonnes, dont 72 TC 20' ergols + 8 TC 20' pyrotechnie.

AÉRIEN

- Export : 320 tonnes ;
- Import : 200 tonnes.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR :

- Lettre de candidature ;
- États des références et expériences dans des activités similaires ;
- États des implantations propres dans les ports et aéroports desservant la GUYANE FRANÇAISE ;
- Liasse fiscale des années 1988, 1989 et 1990 ;
- Extraits des statuts.

Les candidatures devront être adressées au plus tard le 11 septembre 1991, au CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES SPATIALES (C.N.E.S./MAT), 2, place Maurice-Quentin, 75039 PARIS CEDEX 01.

Une présélection sera effectuée par le C.N.E.S. et ARIANESPACE, les candidats retenus recevront un dossier de consultation.

Offre exceptionnelle jusqu'au 31 juillet

Prix réduits

sur les 605 d'exposition

ou de direction

et quelques autres modèles 91

NEUBAUER

PEUGEOT

Demandez M. GUILLOT ou M. GRIMALDI

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

-10 à -20%



Opérateur CAP/FLOOR

Intégré à la Division de la Trésorerie Franc, vous assurez en coordination avec le Responsable du Desk, la gestion d'un book d'options dans l'optique d'effectuer des cotations pour une clientèle très diversifiée et de prendre des positions pour le compte de la banque.

par une première expérience en salle sur les marchés optionnels de taux d'intérêts.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo et prétentions, sous réf. 398, à MEDIA PA - 50/54, rue de Silly 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra en toute confidentialité.



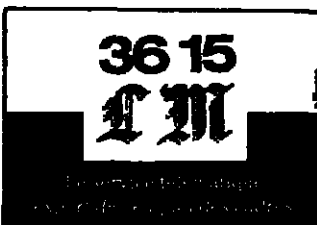
Groupe de Promotion Immobilière à vocation nationale et européenne recherche pour le développement de ses activités sur Paris

PROSPECTEUR - MONTEUR

Rattaché au Directeur Régional, vous serez chargé de rechercher des sites nouveaux pour la réalisation d'opérations de logements et de mener à bien la négociation de leurs acquisitions.

Vous avez donc un sens aigu des opportunités à saisir et possédez une expérience dans ce domaine.

Si vous souhaitez nous rejoindre, envoyez CV et lettre manuscrite + photo à DRH SOFAP, 8 rue Blaise Pascal Neuilly sur Seine.



Nous sommes une société de Bourse de tout premier plan (CA : 160 M). Pour faire face à l'évolution de nos marchés et à la complexité de nos gestion, nous recherchons :

CHEF COMPTABLE ADJOINT

Vous êtes le véritable bras droit du Chef Comptable. Vous assistez dans toutes les opérations de comptabilité générale et dans l'animation de l'équipe (4 personnes). Vous êtes garant du bon fonctionnement du système informatique et vous avez en charge la consolidation. De plus, vous gitez de façon autonome trois de nos filiales.

De formation supérieure + DEC, vous avez 2 à 3 années d'expérience dans un service comptable et une bonne connaissance de l'anglais. Vous êtes autonome, vous êtes capable d'évoluer au sein d'une équipe reconnue pour son professionnalisme. Votre intérêt pour la Bourse pourra faire la différence.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier (CV, photo, salaire actuel) avec référence 9107/914 à notre conseil : Hay Managers - 26-28 rue Marlin Aulin - 92008 Levallois.

HayManagers

HayGroup 1er CONSULTANT MONDIAL EN RESSOURCES HUMAINES

GROUPE MOULET

IMMOBILIER

23 années d'expérience - SA au capital de 60 000 000 F

Filiale de MOULET DEVELOPPEMENT

holding au capital de 100 000 000 F

Dans le cadre de sa croissance (CA : 4 en 5 ans) et de ses importants projets de développement à moyen terme, recherche :

UN DIRECTEUR FINANCIER D'ENVERGURE

Direction rattachée au P.D.G.

38/45 ans, de formation type HEC, X, PONT, ESSEC, ENAL.

Évoluant depuis une dizaine d'années dans le milieu FINANCIER/FINOMO-MOBILIER/BANCAISSURANCES

et assumant une fonction équivalente dans un contexte industriel.

Vous participez à l'élaboration des stratégies.

Vous assurez la responsabilité du bon déroulement de la politique financière.

Cette création de poste vous amènera également à proposer de nouveaux instruments de contrôle, notamment de la gestion financière opérationnelle et de repenser de façon constructive ceux existants.

La finesse de vos analyses, votre capacité de synthèse, la pertinence de vos propositions vous donneront la maîtrise de l'anticipation et de l'implication de flux importants.

Vous garantirez la fiabilité des informations.

Vous êtes connu dans le monde financier et reconnu comme un homme de parole.

Jean-Paul MOULET, Président Directeur Général, vous remercie de lui faire parvenir : CV, lettre manuscrite, photo et vous garantit une parfaite confidentialité.

Groupe Moulet Immobilier - BP 5 - 44500 MALVILLE.

Poste basé Région Nantes.

Concepteur et développeur

de la formule

PATRIMOINE EPARGNE

634 000 LECTEURS

CADRES SUPÉRIEURS,

Le Monde est

la première source d'information

des cadres supérieurs.

(IPSO 90)

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

92 Hauts-de-Seine

ASNIÈRES 3/4 P. 75.5 m2

Dans imm. mod. 1974, 3 ét.

Tout confort. Dite exposition

Dite 4v. 2 p. chambres

Cale. (cable, et a.c.) (3 salles)

Porte blindée. Parking couvert.

950 000 F. Tél. 40-58-08-89

CLICHY ALLEES GAMBETTA

147 m2, 5 m. mod. 1974, 3 ét.

Tout confort. 4 p. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

2 ch. 2 ch. 2 ch. 2 ch.

Le Monde des Juristes

Important groupe français à capitaux publics en pleine évolution, disposant d'une implantation internationale, recherche pour son service juridique basé à Paris un

JURISTE OPÉRATIONNEL

pour conseiller ses différentes directions et participer aux études et opérations liées aux fusions, acquisitions, prises de participations... Généraliste, il sera capable d'intervenir également, au sein de l'équipe juridique, sur des dossiers dans d'autres domaines du droit des affaires (droit des contrats, de la concurrence, de la distribution).

Agé de 30 à 35 ans, titulaire d'un DEA ou DESS, vous êtes juriste en droit des affaires, avec une expérience de 5 à 7 ans acquise dans le service juridique d'une grande entreprise ou au sein d'un cabinet.

Anglais juridique indispensable.

Merci de téléphoner ou d'adresser votre CV sous réf. 3008.

FAIRWAY Horizon juridique,

27 rue Marbeuf, 75008 Paris. France. Tél. : 47.23.32.75

FAIRWAY H O R I Z O N

ADJOINT DE TRESORERIE

Au sein de notre département trésorerie (5 personnes) vous serez chargé :

- de l'analyse et du contrôle de la fiabilité des systèmes et procédures

- du suivi des études et développements informatiques pour une meilleure adaptation à notre système de trésorerie

- du suivi de la gestion de trésorerie, de l'établissement des prévisions du groupe et de l'assistance aux filiales

- du budget de l'activité financière

- du contrôle du respect de l'application des conditions bancaires

- de la réalisation d'études diverses

De formation supérieure obligatoirement, vous avez déjà une première expérience de trésorerie d'environ 2 ans.

Vos capacités d'analyse, votre rigueur, votre dynamisme mais aussi votre aptitude à communiquer vous permettront une intégration rapide dans notre groupe.

Merci d'écrire sous référence 136/M à A.L. CONSEIL

35 rue de Naples 75008 PARIS

ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Paris 300 KF +

La maison-mère d'un Groupe de sociétés de production audiovisuelle recherche celui qui saura gérer et contrôler l'ensemble des opérations du Groupe.

Gestionnaire, organisateur, créatif, il participera aux décisions de mise en production grâce à sa maîtrise des coûts et son approche financière des risques.

Agé de 30 ans minimum, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, il a une expérience significative de responsabilité financière dans un environnement international ainsi qu'une pratique des méthodes de contrôle interne et de reporting.

Anglais de façon courante et professionnelle.

Contactez Pascale d'Arbaumont au 47 47 13 50

ou envoyer un dossier de candidature à l'adresse suivante :

Pascale d'Arbaumont

3 bis rue Garnier

92200 NEUILLY/SEINE

URGENT.

42-65-05-77.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

Le Monde des Cadres

ASSOC. DE SANTÉ MENTALE RECHERCHE

JEUNE INGÉNIEUR EN INFORMATIQUE

Adr. cv. et prétentions : HOPITAL L'EAU-VIVE

Recherche : Ingénieur en informatique

5, av. du général-de-Saule, 91460 SOISSY-SUR-SEINE.

Tél. : (1) 45-27-12-19.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

DEMANDES D'EMPLOIS

Jeune femme sérieuse et efficace cherche à faire des heures de ménage, garde d'enfants, garde de chiens, personnes âgées, repassage. Contacter au 47-00-63-86.

J.H. 23 ans, titulaire d'une maîtrise de statistique, ch. emploi pour août et septembre. Tél. 42-00-21-18 (16) 32-34-50-82.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

J.H. 28 ans, 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau d'enseignement. 40-85-07-02.

L'AGENDA

Vacances

Tourisme

CORSE CALVI

Location vacances 2-3 personnes dans camping ombragé 200 mètres de la plage. Tél. : 40-10-20-10.

CORSE sud Bastia. A louer studios bord plage, tout confort, 4 pers., pool, tennis et piscine, dans parc. Juillet/août. Tél. : 45-85-25-75 37-31-16-22.

ILE D'OLÉRON

Maison située à 50 m de la mer. Deux pièces comp. un sous-sol avec garage, une chambre, un salon, 2 chambres, 1 salle de bain, w.c., coin cuisine. 23 au 29 juin : 1.800 F 29 au 13 juillet : 2.500 F Tél. : 45-75-55-18.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

URGENT.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 22 JUILLET

[illegible]

COMPTANT

[illegible]**SICAV** (sélection)

VALUES	Frans Inc.	Rachet net	VALUES	Frans Inc.	Rachet net	VALUES	Frans Inc.	Rachet net
A.A.A.	1033 16	1037 94	Franchiser	942 51	921 96	Frans Corp.	60826 75	60826 75
Acco	267 23	221 25	Frans	27 64	27 64	Frans Corp.	10684 82	10684 82
Adco	703 21	703 21	Franchisee	11552 20	11286 40	Frans Corp.	70 15	70 15
Amalgam	7686 11	7462 03	Franchisee	5017 02	5004 51	Frans Corp.	27234 81	27234 81
Amalgam	827 67	809 38	Franchisee	1316 10	1284	Frans Corp.	1083 38	1056 97
Amalgam Court	8852 18	8638 87	Franchisee	13830 44	13522 83	Frans Corp.	130 79	127 80
Asco	1112 78	1127 78	Gen. Associates	167 85	194 18	Frans Corp.	883 36	867 28
Asco	366 30	359 30	Holman	2201 25	1769 28	Frans Corp.	161 65	159 67
Asco	1536 68	1536 68	Holman	1324 13	1246 13	Frans Corp.	181 21	181 21
Asco	164 98	164 98	Holman	10587 78	10587 42	Frans Corp.	1149 41	1132 42
Asco	106 25	106 27	Intertec	13437 58	13250 86	Frans Corp.	918 57	877 57
Asco	157 01	150 25	Intertec	92 82	508 82	Frans Corp.	10401 12	10348 37
Asco	7303 81	7303 81	Intertec	132 32	165 36	Frans Corp.	229 88	219 48
Asco	128 59	119 27	Intertec	269 38	284 41	Frans Corp.	755 29	720 54
Asco	118 24	118 24	Intertec	249 0	238 0	Frans Corp.	190 57	182 81
Asco	118 24	118 24	Intertec	250 28	250 28	Frans Corp.	181 53	181 53
Asco	109 78	109 43	Intertec	263 92	245 89	Frans Corp.	622 30	606 21
Asco	121 51	118 28	Intertec	301 51	289 22	Frans Corp.	1380 49	1377 38
Asco	5838 78	5832 85	Intertec	221 23	213 17	Frans Corp.	489 61	470 78
Asco	8837 38	8840 64	Intertec	424 14	406 85	Frans Corp.	1618 30	1618 30
Asco	1205 67	118 05	Intertec	137 75	132 33	Frans Corp.	12524 29	12570 97
Asco	28 08	28 35	Intertec	196 30	189 30	Frans Corp.	1289 10	1289 10
Asco	224 23	224 23	Intertec	128 17	128 17	Frans Corp.	700 04	700 04
Asco	3244 28	3238 42	Intertec	2067 80	2084 47	Frans Corp.	174 25	171 08
Asco	378 28	363 73	Intertec	11647 01	11647 01	Frans Corp.	871 69	852 13
Asco	484 62	484 62	Intertec	5507 21	5317 88	Frans Corp.	1037 18	1016 94
Asco	1190 83	1167 48	Intertec	11291 30	11291 30	Frans Corp.	406 37	387 35
Asco	1238 97	1174 00	Intertec	2747 44	2709 74	Frans Corp.	1482 37	1482 37
Asco	402 31	402 31	Intertec	891 51	891 51	Frans Corp.	655 18	655 18
Asco	1028 50	90 21	Intertec	2108 17	200 30	Frans Corp.	423 42	412 08
Asco	250 40	238 62	Intertec	24376 60	24576 80	Frans Corp.	207 98	203 30
Asco	138 51	138 51	Intertec	530 44	514 59	Frans Corp.	467 30	467 30
Asco	1052 42	1036 87	Intertec	709 84	697 87	Frans Corp.	1230	1194 17
Asco	128 35	122 82	Intertec	186 88	178 84	Frans Corp.	988 17	976 84
Asco	2370 48	2370 48	Intertec	10071 90	871 18	Frans Corp.	218 28	218 28
Asco	2332 02	2332 02	Intertec	1758 51	1758 51	Frans Corp.	1071 01	1071 01
Asco	404 82	383 03	Intertec	62802 43	62802 43	Frans Corp.	1371 08	1308 69
Asco	61782 40	61782 40	Intertec	67434 04	67434 04	Frans Corp.	893 03	872 22
Asco	36436 98	36436 98	Intertec	7511 72	7511 72	Frans Corp.	2119 32	2114 03
Asco	2524 08	2524 08	Intertec	12528 16	12504 15	Frans Corp.	802 81	772 84
Asco	8718 80	1595 81	Intertec	151 98	146 42	Frans Corp.	1280 08	1280 08
Asco	2758 51	2758 51	Intertec	20605 02	20605 02	Frans Corp.	1071 01	1071 01
Asco	28 25	28 25	Intertec	10406 54	10244 80	Frans Corp.	58 49	60 12
Asco	3319 48	3318 48	Intertec	125 82	123 53	Frans Corp.	807 85	801 83
Asco	4317 80	4317 80	Intertec	7291 82	7247 33	Frans Corp.	140 71	134 65
Asco	2509 42	2502 98	Intertec	1182 18	1180 28	Frans Corp.	1191 86	1180 08
Asco	8667 85	8791 93	Intertec	1350 13	1319 83	Frans Corp.	13282 14	13282 14
Asco	2509 42	2509 42	Intertec	23520 87	23520 87	Frans Corp.	13587 12	13587 12
Asco	178 81	178 81	Intertec	322 32	322 32	Frans Corp.	5125 12	5074 38
Asco	91 86	88 74	Intertec	1441 21	1402 84	Frans Corp.	447 69	431 41
Asco	84421 59	84421 59	Intertec	64019 48	64019 48	Frans Corp.	564 91	534 85
Asco	191 88	186 74	Intertec	1039 10	1019 81	Frans Corp.	930 82	897 80
Asco	1302 37	1287 51	Intertec	13082 80	13082 80	Frans Corp.	576 59	567 89
Asco	1302 37	1287 51	Intertec	623 80	623 80	Frans Corp.	186 80	186 80
Asco	1314 07	1310 64	Intertec	1167 84	1167 84	Frans Corp.	189 44	182 71
Asco	1086 17	1077 40	Intertec	1447 72	1444 83	Frans Corp.	123 34	123 34
Asco	1078 40	1078 40	Intertec	140 21	138 82	Frans Corp.	10880 20	10294 23
Asco	450 38	450 38	Intertec	2513 24	2478 75	Frans Corp.	124 24	124 24
Asco	1230 80	1218 42	Intertec	1012 46	987 50	Frans Corp.	1270 77	1242 70
Asco	7765 01	7765 01	Intertec	102 94	102 94	Frans Corp.	186 35	186 35
Asco	844 78	844 78	Intertec	1382 94	1382 94	Frans Corp.	1308 67	1313 04
Asco	1254 24	1221 59	Intertec	11802 08	11802 08	Frans Corp.	1380 01	1355 13

[illegible]

MARQUE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 22/7	COURS DES BILLES		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 22/7
			achat	vente			
Etats-Unis (1 unit.)	5 988	5 988	6 000	6 200			
Canada (100 \$)	6 876	6 876	327	340			
Allemagne (100 Drs.)	24 393	24 393	17	17	70800	71400	
Angleterre (100 £)	16 489	16 489	16	16	71250	71400	
Payes-Bas (100 fl.)	301 320	301 250	250	250	408	408	
Italie (1000 lire)	4 528	4 528	4	4	408	408	
France (100 F)	87 780	87 780	8	90			
Grèce (1000 drachmes)	10 031	10 048	5 800	32	420	420	
Guê. S. (100 pes.)	3 104	3 104	3 800	3 500	410	419	
Grèce (100 drachmes)	381 450	381 450	380	400	517	517	
Inde (100 Rs.)	83 820	83 820	25	91	2220	2220	
Suède (100 kr.)	48 240	48 240	48 900	48 900	1240	1240	
Norvège (100 kr.)	5 430	5 430	5 150	5 150	576	576	
Autriche (100 sch.)	5 162	5 162	5 500	4 300			
Espagne (100 pes.)	3 182	3 182	4 960	5 280	2645	2640	
Portugal (100 esc.)	4 384	4 384	4 230	4 430	422	425	
Japon (100 yens)							
Libanes (100 lib.)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							
Tunisie (100 Dinars)							
Maroc (100 Dirhams)							
Algérie (100 Dinars)							

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 22/7

France-général	5481 61	5058 09	Publicité Publications	1298 18		Unknown-Unknown	1803 94	1749 54
France-Algérie	281 68	261 35	Publicité Publications	13225 24	9747 50	Valéry	1013 91	1911 50
France-Indes-Indes	104 58	90 91	Publicité Publications	131 10	125 76	Verdun	49308 10	48233 46
France-Israël	343 31	334 94	Publicité Publications	577 73	554 18	Verzuzen	26707 94	26801 13
France-Océan	462 57	458 39	Publicité Publications	92 91	91 98			
France-	442 67	428 78	Publicité Publications	267 03	222 91			
France-France	154 61	154 61	Publicité Publications	671 03	612 13			
France-England	1191 05	1155 94	Placement A	1233 08	1232 97			
France-Associations	32 93	32 83	Placement A	6683 37	6070 33			
France-Capit	39 79	38 22	Placement B	61811 36	61480 38			
France-France	12130 14	121300 14	Placement Nord	985 57	978 59			
France-France	257 43	258 91	Placement	1158 10	1119 10			
France-Europe	31 78	31	Placement	129 92	122 89			

- o : offert - : droit de dépôt - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

FINANCIERE
Renseignements :
46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - + : prix précédent - m : marché continu

DÉFENSE

L'abandon du missile S 45 provoque des réactions dans les milieux politiques

M. Pierre-André Wiltzer, député UDF de l'Essonne, s'est étonné, dimanche 21 juillet, que le Parlement ait approuvé « par la presse » l'abandon par la France du programme de missile nucléaire S 45 pour moderniser le site stratégique du plateau d'Albion (le Monde date 21-22 juillet). « C'est un signe de mépris dans lequel le pouvoir actuel tient le Parlement », a expliqué le député, qui est l'auteur, comme membre de la commission de la défense à l'Assemblée, d'un rapport favorable à la conception d'un missile déplaçable.

« Cette décision est lourde de conséquences », considère M. Wiltzer. Sans qu'aucune information sérieuse ait été fournie sur d'éventuelles solutions de remplacement, le président de la République vient de renoncer à un projet qui, jusqu'à présent, était le plus cré-

dible pour permettre à notre pays de disposer en l'an 2000 d'une seconde composante de nos forces de dissuasion. Lors de la session d'automne, le Parlement sera invité à voter une nouvelle loi de programmation militaire. Ces débats ont d'ores et déjà perdu tout intérêt, puisque les décisions essentielles auront été prises à l'avance. »

De son côté, M. Gérard Fuchs, député européen et spécialiste des questions de défense au PS, a déclaré : « Il est souhaitable que le choix du président de la République intègre la perspective de l'européanisation nécessaire de notre défense. Ma préférence va à une seconde composante air-sol qui pourrait, si nos partenaires de la CEE le souhaitent, être stationnée en temps de crise sur leur territoire, marquant ainsi une solidarité qui ira croissant. »

Incendie accidentel à bord du porte-avions Clemenceau. - Il a fallu quatre heures d'effort à une centaine de pompiers pour venir à bout d'un incendie qui a éclaté, dimanche 21 juillet, à bord du porte-avions Clemenceau, à quai dans le port de Toulon. Le feu a pris accidentellement dans un hangar, à l'arrière du bâtiment, sous le

pont d'envol, qui sert d'entrepôt de pièces de rechange et qui enfermait des moteurs et des radars mais aucune arme ni munition. On compte cinq blessés, dont quatre pompiers intoxiqués par des émanations de fumée. Selon la marine, l'incendie serait d'origine électrique et la remise en état du hangar prendrait de un à deux mois.

SCIENCES

A la suite d'un incident à la centrale de Pierrelatte (Drôme)

Les exploitants nucléaires accusés de « rétention d'informations »

VALENCIE

de notre correspondant

La commission locale d'information sur les équipements énergétiques du Tricastin a tenu récemment une réunion extraordinaire, mercredi 10 juillet, pour examiner un cas de « rétention d'informations » de la part de la direction de la centrale nucléaire de Pierrelatte (Drôme) et des responsables nationaux de la sécurité nucléaire, selon les termes employés par le président de cette commission, M. Rodolphe Pesce, président du conseil général de la Drôme.

M. Pesce faisait référence à un incident survenu dans la centrale le 21 juin. Lors du transvasement d'une cuve dans une autre, de l'eau contaminée s'était déversée dans un caniveau fissuré. Les analyses effectuées par EDF n'ont révélé qu'une pollution négligeable, et l'eau ne devait pas se répandre hors du site nucléaire du Tricastin ni atteindre la nappe phréatique a

affirmé M. Michel Andrieux, directeur de la centrale. « Ce n'est qu'un épisode, un non-événement », a ajouté ce dernier, pour expliquer aux membres de la commission pourquoi il n'avait pas jugé bon de les en aviser ni d'alerter les autorités locales.

Les affirmations rassurantes du directeur de la centrale n'ont cependant pas satisfait la commission, qui avait réclamé la possibilité de faire procéder, par un laboratoire indépendant, à des analyses de la nappe située à l'intérieur du site du Tricastin. Le ministre de la Santé a répondu que la direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS) ferait les prélèvements et que les analyses seraient confiées au Service central de protection contre les radiations ionisantes (SCPRI). M. Pesce a menacé de s'adresser à la commission locale du Tricastin si, à l'avenir, « les exploitants du nucléaire ne jouent pas davantage le jeu de la transparence ».

G. M.

MÉDECINE

Suivant une proposition de M. Jesse Helms

Le Sénat américain voudrait punir les médecins séropositifs qui n'avertiraient pas leurs patients

Selon un texte adopté, jeudi 18 juillet par le Sénat américain, les personnels de santé contaminés par le virus du sida, qui ne préviendraient pas leurs patients et pratiqueraient des interventions à risques en dépit de leur maladie, seraient passibles de peines de prison et d'amendes. Cette mesure, proposée par le sénateur républicain ultra-conservateur Jesse Helms et adoptée par 81 voix contre 18, doit à présent être examinée par la Chambre des Représentants. Elle prévoit des peines de prison d'au moins dix ans et des amendes d'un montant minimum de 10 000 dollars.

Un autre texte adopté par le Sénat prévoit d'obliger les méde-

cins, dentistes et infirmiers qui se livrent à des interventions à risques à subir un test de dépistage du sida. Il y a quelques jours, le Center for Disease Control avait appelé les médecins et les dentistes à pratiquer volontairement des tests de dépistage. Jusqu'à présent un seul dentiste a été reconnu comme responsable d'avoir contaminé cinq de ses patients. Au 31 mars, il y avait, aux Etats-Unis, 6 436 personnes appartenant aux personnels médicaux ou paramédicaux atteintes du sida (dont 708 médecins et 171 dentistes). On estime en outre que 300 chirurgiens et 1 200 dentistes sont actuellement, outre-atlantique, séropositifs. (AFP, AP, UPI).

Histoire de la presse des jeunes

et des journaux pour enfants

Par Alain FOURMENT

Édition Éole 150 F

Distributeur Distique

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES
PHILOSOPHIE - HISTOIRE
POLITIQUE

Bulletin sur demande

72, rue des Saints-Pères
75007 Paris - Tél. : 45-48-80-28

ÉDUCATION

Polémique autour du brevet à Toulouse

Sujet d'histoire ou « apologie du nazisme » ?

Le sujet d'histoire proposé au brevet des collèges dans l'académie de Toulouse conduisait-il les candidats à faire « l'apologie du nazisme » ? Pour le SGEN-CFDT, la réponse ne fait pas de doute et le syndicat d'enseignants vient de le faire savoir, dans une lettre indignée adressée au ministre de l'Éducation nationale, au président de la République et au recteur de Toulouse.

Le sujet comportait cinq questions sur la situation de l'Allemagne à la veille de la guerre, à partir de trois documents : d'une part un discours d'Hitler devant le Reichstag en 1939 dans lequel il se targue d'avoir remis sur pied l'économie allemande, et d'autre part deux tableaux statistiques sur l'évolution de la production industrielle et des dépenses publiques entre 1933 et 1939.

Pour les responsables toulousains du SGEN, les questions posées « focalisaient l'attention

des élèves sur les chiffres qui semblaient confirmer le discours d'Hitler ». Elles étaient formulées de telle manière que « la conclusion d'une grande partie des élèves a été : Hitler a redressé l'Allemagne, un régime fasciste permet de régler les problèmes économiques ».

Pour le recteur de Toulouse, en revanche, il s'agit d'un « mauvais procès, car les candidats avaient eu l'occasion, pendant l'année scolaire, d'étudier le nazisme et ils avaient donc parfaitement appris que derrière l'apparence d'une réussite économique, il y avait une monstruosité ».

Une réponse qui ne satisfait pas le syndicat. A ses yeux, la manipulation est patente. « Il nous paraît impossible que la commission de contrôle des sujets, ainsi que les personnes ayant la responsabilité du choix des sujets, n'aient pas été conscientes des réponses induites par la liberté de ce sujet, alors que nombre de correcteurs s'en sont immédiatement émus. Nous supposons donc qu'il ne s'agit pas d'une bavure. »

ARCHÉOLOGIE

Au musée de Tautavel

Les vingt ans du « plus vieux Européen »

Le 22 juillet 1971, il y a donc vingt ans, était découvert dans la caune de l'Arago (une grotte dominant la vallée de Tautavel, un village des Pyrénées-Orientales) le crâne presque complet d'un jeune homme ayant vécu probablement aux alentours de -450 000 ans - et qui a sans doute été mangé par ses contemporains. Certes, la grotte, fouillée depuis 1964 par l'équipe dirigée par Henry de Lumley, accueillait depuis 1908, sous le nom de l'Homme (Musée national d'histoire naturelle), avait déjà livré, et à l'heure des découvertes osseuses fossiles. Mais le crâne découvert en 1971 est doublement remarquable : il est le plus complet, pour cette acconité, à être connu en Europe.

La caune de l'Arago a été habitée à maintes reprises, entre -700 000 et -100 000 ans, comme l'ont montré les caractères pratiqués dans son remplissage épais de 15 mètres constitué par l'empilement de couches stériles et de couches fossilifères, dont seules les plus superficielles sont déjà fouillées. Dans les couches fossilifères, on a trouvé ou on trouvera les restes de différentes industries lithiques, des faunes et des flores caractéristiques des différents climats dans lesquels ont vécu les occupants intermittents et successifs de la grotte.

Le remarquable musée de Tautavel, ouvert en 1979 grâce à la ténacité des deux maires successifs Albert Pla et Guy Ilary, et à la volonté des 654 habitants du village, connaît depuis lors un succès considérable. Mais il est trop petit et une grande extension est en cours d'aménagement. Ce qui permettra de mieux présenter la préhistoire en général, l'homme de Tautavel en particulier, et de disposer de vastes locaux pour le travail des chercheurs (le Monde du 10 avril).

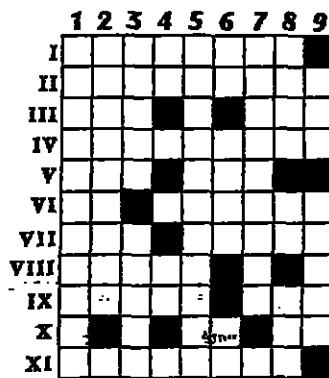
Y. R.

FAITS DIVERS

Collision ferroviaire à Glasgow. - Quatre personnes ont été tuées et une trentaine blessées lors d'une collision entre deux trains affectés aux transports régionaux, à Newton (10 kilomètres de Glasgow), dimanche 21 juillet. Un train quittait Newton pour Glasgow dimanche vers 22 heures locales, lorsqu'un convoi arrivait en sens inverse l'a percuté et l'a fait dérailler. Les causes de l'accident restent inconnues, mais une « sérieuse enquête » va être ouverte, selon le porte-parole de British Rail. (AFP).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5568



HORIZONTALEMENT

I. Maladie qui peut conduire à la mort. - II. Qui peuvent faire un grand trou. - III. D'un soldat. Peut être héritier. - IV. Qui ont des qualités d'espèces. - V. Plante fourragère. Plus précis quand on dispose d'une table. - VI. Un drame. Endroits où l'on peut s'enfermer. - VII. Utile quand on ne peut pas se mettre dans le bain. Une touffe de tiges. - VIII. Pas dynamique. - IX. Avoir une attitude de mouton. Chez un poissonnier du Midi. - X. Préposition. Note. - XI. Un homme qui ne porte pas toujours la culotte.

VERTICALEMENT

1. Qui peut aller se faire voir. - 2. Est entièrement chaussée. - 3. Petites misères. Stimule la sécrétion biliaire. - 4. Tranche d'ananas. Participe. - 5. Parmi eux, on trouve des cousins. - 6. Dans l'alternative. Sur la Côte d'Azur. Possessif. - 7. Qui ont les mêmes propriétés. - 8. Cherché dans les cours. Adverbe. En France. - 9. Possessif. Chevalier, à la montagne.

Solution du problème n° 5567

Horizontalement
I. Bénédiction. Ordo. - II. Amiral. Notateur. - III. Bile. Lentement. - IV. Os. Ires. Adrien. - V. Usine. Tché. Adré. VI. Calher. To. Pié. - VII. Hilarant. Arta. - VIII. Erin. Caisse. Aa. - IX. Sections. Suro. - X. Unifurieuses. - XI. Lu. Edia. Suisse. - XII. Orateur. Cerna. - XIII. Cana. Sals. P6. - XIV. Anémé. II. Dulie. - XV. Lèsa. Sas. Sexe.

Verticalement
1. Babouche. Local. - 2. Emis-saire. Urane. - 3. Nil. Illico. Ania. - 4. Erreignant. Etamé. - 5. De. Réer. Iula. - 6. Ile. Racoleuses. - 7. Est. Nantira. - 8. Inn. Attises. Lis. - 9. Totale. Cl. - 10. Entré. Assises. - 11. Ama. Préneur. Dé. - 12. Oterait. Ruineux. - 13. Renées. Erse. L6. - 14. Durt. Asas. Pl. - 15. Or. Néa. Assés.

GUY BROUTY

LE MONDE VOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

CARNET DU Monde

Décès

- Chantilly.

La famille Collette.
Ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Raymonde COLLETTE,
née Mouré,

le 19 juillet 1991, à Creil, dans sa qua-
tre-vingt-unième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi
24 juillet, à 10 h 45, en l'église Notre-
Dame de Chantilly, sa paroisse.

Réunion à l'église.

Condamnations sur registre.

Inhumation au cimetière Saint-Pierre
de Chantilly.

Cet avis tient lieu de faire-part.

46, avenue de Verdun,
60500 Chantilly.

- M^{me} Christiane Dubois,
Catherine et Jean-François,
M. et M^{me} Jack Magnan,
Valérie et Catherine,
M. René Magnan,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice DUBOIS,
ingénieur divisionnaire des TPE
en retraite.

survenu le 9 juillet 1991, dans sa qua-
tre-vingt-unième année.

Ils rappellent le souvenir de son
épouse

Madeleine,
née Croy.

décédée le 4 février 1991.

Les obsèques ont été célébrées le
11 juillet, à Condé-sur-Marne.

21, rue Sleidan,
67000 Strasbourg.
12, rue de la Crayère,
51150 Condé-sur-Marne.

- Le président,
Le directeur
Et tout le personnel de la Caisse
nationale des monuments historiques
et des sites.
Ses collaborateurs du ministère de la
culture et de la communication et du
ministère de l'éducation nationale,
Ses très nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Pierre MOUILLESEAU,
historien du néo-classicisme,
chef du service éducatif
de la Caisse nationale
des monuments historiques et des sites,

survenu à Paris, le 18 juillet 1991,
dans sa quarante-cinquième année.

Les obsèques auront lieu à Arcachon,
dans l'intimité.

La mort de Rellys

L'interprète de Pagnol
est mort le 20 juillet à Marseille

Le comédien Rellys, interprète des films de Pagnol et chanteur d'opéra, est décédé samedi 20 juillet à l'hôpital Sainte-Marguerite à Marseille, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Dans la ville même où il était né le 13 décembre 1905 et dont il incarnait, sur scène, et à l'écran, un personnage « typique ». De son vrai nom Henri Bourrelly, il avait débuté à l'Alcazar de Marseille, avant qu'Aubert le fasse monter à Paris après qu'il eurent joué ensemble *Un de la Canebière*. Il apparaissait au cinéma dans *Au pays du soleil*, en 1933, premier d'une série de quelques quatre-vingt films. Généralement confiné dans des emplois d'assistant, il rejoignait pour la première fois la troupe de Marcel Pagnol pour *Mélieux* (1935) puis *César* (1936). Rellys finit par devenir une vedette populaire lorsqu'il interpréta un vaudeville militaire très enlevé, *Narcisse*. Mais c'était en 1939 et l'heure n'était plus à brocarder l'armée française.

Après la guerre, il devait donner la preuve de son registre, plus étendu que celui des emplois auxquels on le reléguait, avec le rôle « sérieux » de *Toboue*. Pourtant c'est en interprétant Croquignol dans *Les Pieds Nickelés* qu'on le remarqua, avant que Pagnol fasse de nouveau appel à lui pour le personnage d'Ugolin dans *Manon des Sources* - son rôle le plus mémorable - puis pour un petit rôle dans *Les Lettres de mon moulin*. On devait le revoir dans *La Tour de Nesle* d'Abel Gance, *Crépuscule de Giono*, *Heureux qui comme Ulysse* d'Henri Colpi. Il fit un dernier retour au chant en enregistrant, à soixante-dix-sept ans, son premier disque, *Le Grand-père et l'Enfant*. Bien qu'il ait tenté de nuancer son personnage de comique provençal, la carrière de Rellys ne réussit pas vraiment à échapper à des stéréotypes qui l'ont empêché de démontrer la diversité de son talent.

JEAN-MICHEL FRODON

- Alain et Magdalaine Mathiot
et leurs enfants,
Claire Mathiot,
Eric et Dominique Mathiot
et leurs enfants,
Martine et Manuel Sanchez
et leurs enfants,
Ginette Mathiot,
Françoise Serbouche,
ont la douleur de faire part du décès de

André MATHIOT,
professeur émérite
à l'université Paris-II,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'Ordre national du Mérite,
commandeur des Palmes académiques,

leur père, grand-père, frère et beau-
frère,

survenu le 19 juillet 1991, à Paris.

L'inhumation aura lieu dans l'inti-
mité familiale.

Un service religieux sera célébré au
mois de septembre.

- Son épouse,
Ses enfants, petits-enfants, arrière-
petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis PICHAT,
conseiller d'Etat honoraire,
commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 15 juillet 1991, muni des
sacrements de l'Eglise.

Les obsèques ont été célébrées dans
la plus stricte intimité, au Bois d'Oingt
(Rhône).

- M^{me} Roger Weill,
née Jeannine Klein,
M. et M^{me} Christian Buzon,
M. Gilbert Weill,
M^{me} Michèle Weill et M. Yvonick
Plaud,
Cécile et Julien,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Roger Bernard WEILL,
ingénieur civil de l'aéronautique,
officier de la Légion d'honneur,

survenu à Paris, le 20 juillet 1991, dans
sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques auront lieu le mardi
23 juillet, à 14 h 30, au cimetière du
Montparnasse.

78, rue Lafontaine,
75016 Paris.

Messes anniversaires

- Le jeudi 25 juillet 1991, à 18 h 45,
la messe paroissiale en l'église Saint-
François-Xavier (chapelle de la Sainte-
Vierge), place du Président-Mithouard,
Paris-7, sera célébrée pour

Alain BELLANGER,
cofondateur de l'agence-conseil
en marketing direct
Bellanger, Foucaucourt & Associés
et de la revue
les *Dossiers du marketing direct*.

qui a quitté les siens et ses amis, il y a
trois ans, le 23 juillet 1988.

Sa famille remercie ceux qui s'en
souviennent.

Anniversaires

- Pour le sixième anniversaire de la
disparition de

André JANNEY,

sa mémoire est rappelée à ceux qui res-
tent fidèles à son souvenir.

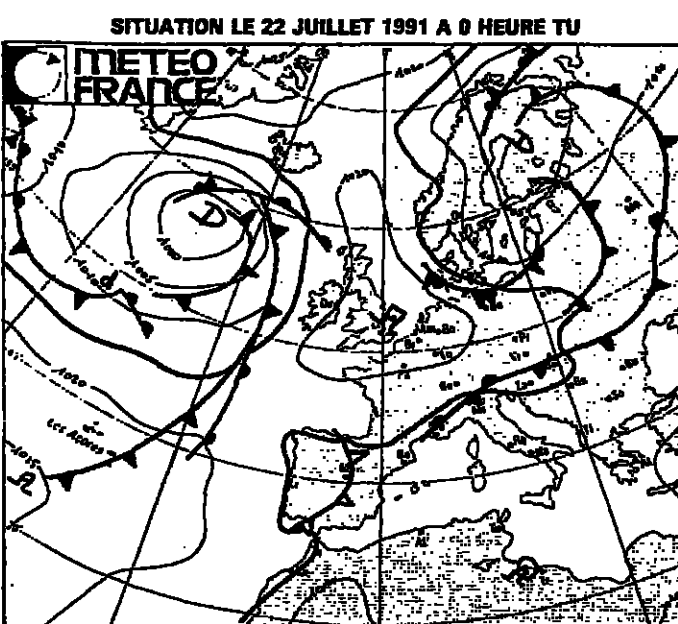
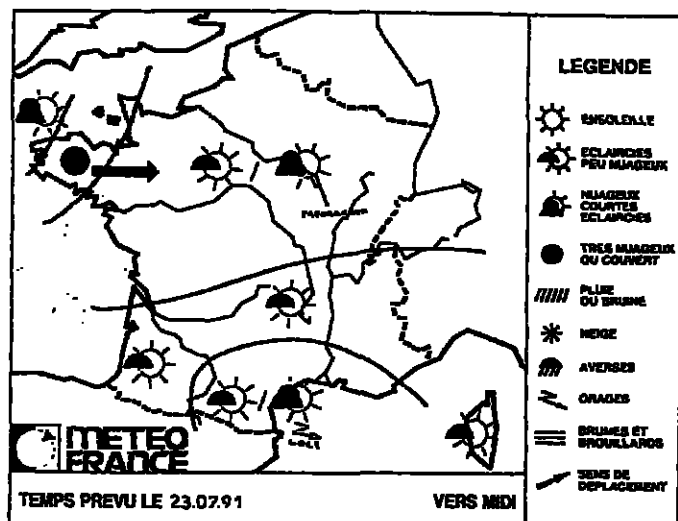
CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94

L'OTO SPORT N° 28											
RESULTATS OFFICIELS											
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

L'OTO N° 28											
RESULTATS OFFICIELS											
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mardi 23 Juillet 1991
Aggravation



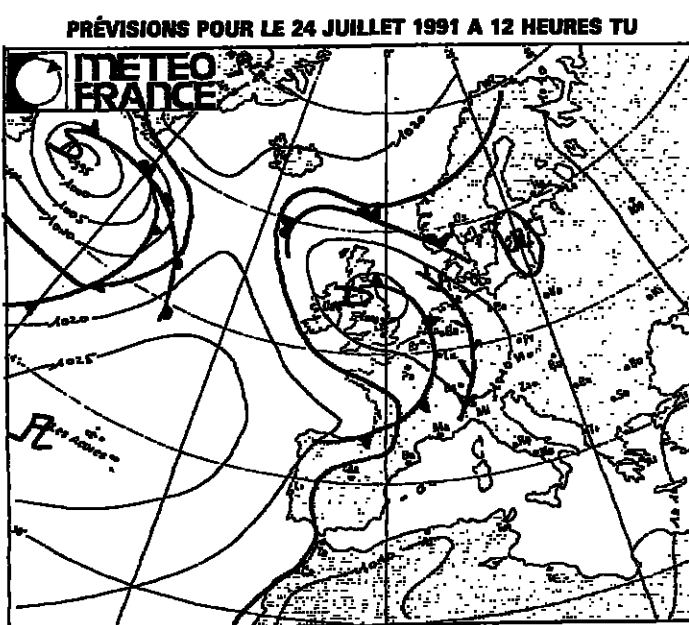
Mercredi : variable — De la Bretagne et des Charentes au Nord, au Centre et aux Ardennes, nuages et éclaircies se partageront le ciel. Des averses sont possibles, principalement au nord de la Seine.

Du Massif central à l'Alsace et aux Alpes, les nuages prédomineront, donnant pluies, averses et orages isolés.

Sur le Sud-Ouest, les nuages seront présents, mais laisseront la place à de larges éclaircies.

Près de la Méditerranée, des nuages élevés voleront le soir par moments. Un mistral modéré soufflera l'après-midi. Les températures maximales seront comprises entre 15 degrés et 18 degrés sur le Sud-Ouest, entre 18 degrés et 21 degrés près de la Méditerranée, entre 14 degrés et 16 degrés sur les autres régions.

Les températures maximales seront voisines de 20 degrés sur les côtes de la Manche. Elles atteindront généralement 23 degrés à 26 degrés sur le reste du pays, sauf sur les régions méditerranéennes et la basse vallée du Rhône où elles iront de 28 degrés à 32 degrés.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 21-7-1991 à 18 heures TU et le 22-7-1991 à 6 heures TU											
le 22-7-91											
FRANCE				ÉTRANGER							
ALGER	30	17	D	TOULOUSE	30	17	D	LUXEMBOURG	21	13	C
ANGERS	27	14	D	TOURS	27	14	D	MADRID	36	17	D
BOULOGNE	24	13	D	POitiers	27	14	D	MARRAKECH	34	18	D
BRETAGNE	24	13	D					MEXICO	30	17	D
BREST	24	13	D	ALGER	40	21	C	MONTREAL	27	22	D
CAEN	24	13	D	AMSTERDAM	21	8	D	MOSCOW	27	14	M
CHERBOURG	24	13	D	ATHENS	35	24	D	NAIROBI	29	19	C
CLERMONT-FR.	24	13	D	BANGKOK	31	26	D	NEW-DELI	36	28	D
DIJON	24	13	D	BARCELONE	30	18	D	NEW-YORK	36	28	D
ENNEBONNE	24	13	D	BERLIN	31	17	D	OSLO	23	8	N
EVRY	24	13	D	BEIJING	31	12	D	PALMA-DE-MAJ.	36	21	D
LYON	24	13	D	BRUXELLES	21	11	D	PEKIN	34	26	C
LYON	24	13	D	COPENHAGUE	17	14	D	RIO-DE-JANEIRO	28	19	D
LYON	24	13	D	DUBLIN	20	14	D	ROME	30	20	B
LYON	24	13	D	DURBAN	31	21	D	SINGAPOUR	32	26	C
LYON	24	13	D	GENEVE	31	12	D	STOCKHOLM	19	12	C
LYON	24	13	D	HONGKONG	30	26	A	SYDNEY	19	14	C
LYON	24	13	D	ISTANBUL	30	18	D	TOKYO	34	26	C
LYON	24	13	D	JERUSALEM	29	18	D	TUNIS	34	26	C
LYON	24	13	D	LA CAIRE	24	23	D	VARSOVIE	22	13	C
LYON	24	13	D	LESBONNE	24	23	D	VIENNE	23	21	N
LYON	24	13	D	LONDRES	21	15	D	VIENNE	27	16	A
LYON	24	13	D	LOS ANGELES	22	16	N				
STRASBOURG	25	11	D								

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
▷ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à décaler ; ◻ On peut voir ; ◻ Ne pas manquer ; ◻◻◻ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 22 juillet

TF 1		M 6	
20.45	Divertissement : Les Soirées du rire. Présenté par Alexandre Dabenne. Variétés : Surprise sur prise. Les meilleurs moments : Pierre Richard, Alice Donut, Richard Schrieger, Pierre Perret, Robert Castel.	0.15	Musique : Carnet de notes.
20.50	Divertissement : Les Amateurs. Série : Duo d'enfer.	2.00	Rediffusions.
21.50	Divertissement : Les Amateurs. Série : Duo d'enfer.	2.00	Rediffusions.
22.45	Magazine : Minuit sport. Fun board à Bercy ; Super cross de Bercy.	2.00	Rediffusions.
0.35	Journal, Météo et Bourse.	2.00	Rediffusions.
0.50	Au trot.	2.00	Rediffusions.
A 2		M 6	
20.45	Série : Seulement par amour. Cara, d'André et Antonio Frizzi (2 ^e épisode).	2.00	Rediffusions.
22.15	Magazine : Les Arts au soleil.	2.00	Rediffusions.
22.20	Opéra : Les Noces de Figueur. Opéra de Mozart, mise en scène de Rudolf Noth, retransmis en direct du Festival d'Aix-en-Provence, en simultané et en stéréo sur France-Musique.	2.00	Rediffusions.
0.40	Journal et Météo.	2.00	Rediffusions.
0.55	Les Noces de Figueur (suite).	2.00	Rediffusions.
FR 3		M 6	
20.45	Cinéma : Brigade antigangs. ◻ Film français de Bernard Bordaie (1988). Avec Robert Housen, Raymond Pellegrin.	2.00	Rediffusions.
22.15	Journal et Météo.	2.00	Rediffusions.
22.35	Magazine : Océaniques. Les trois tréjors d'Armand Gault, de Raoul Sangla à 23.25. Jorge Lavelli ou le tempo des masques, de Brigitte Carreau et Collette Godard.	2.00	Rediffusions.
TF 1		M 6	
17.10	Série : Texas police.	2.00	Rediffusions.
18.05	Faillite : Riviera.	2.00	Rediffusions.
18.30	Jeu : Une famille en or.	2.00	Rediffusions.
19.00	Faillite : Santa Barbara.	2.00	Rediffusions.
19.25	Jeu : La Roue de la fortune.	2.00	Rediffusions.
19.50	Divertissement : Le Bébête Show.	2.00	Rediffusions.
20.00	Journal, Météo et Tapis vert.	2.00	Rediffusions.
20.40	Cinéma : Nos plus belles années. ◻ Film américain de Sydney Pollack (1973). Invité : Robert-Adrien Vivien.	2.00	Rediffusions.
22.50	Magazine : Combien ça coûte ? Invité : Robert-Adrien Vivien.	2.00	Rediffusions.
23.45	Série : Des voix dans la nuit.	2.00	Rediffusions.
0.40	Journal, Météo et Bourse.	2.00	Rediffusions.
A 2		M 6	
18.06	Jeu : Des chiffres et des lettres (et à 4.35). Animé par Laurent Cabrol.	2.00	Rediffusions.
18.35	Série : Mac Gyver.	2.00	Rediffusions.
19.25	Sport : Le Journal du Tour (et à 1.10).	2.00	Rediffusions.
20.00	Journal et Météo.	2.00	Rediffusions.
20.45	Cinéma : Le Scellon. ◻ Film américain de Michael Cimino (1987).	2.00	Rediffusions.
23.10	Cinéma : Les anges. ◻ Film sud-africain d'Elmo De Witt (1988).	2.00	Rediffusions.
0.45	Magazine : Les Arts au soleil.	2.00	Rediffusions.
0.50	Journal et Météo.	2.00	Rediffusions.
1.40	Musique : Jazz à Antibes. Spécial Michael Brecker (2 ^e partie).	2.00	Rediffusions.
FR 3		M 6	
16.20	Magazine : 40 ^e à l'ombre de la 3. En direct de Biarritz. Invités : Thierry Hazard, Zéphir, Yanna Katsoukos, Igor et Grigoria Bogdanov.	2.00	Rediffusions.
18.30	Jeu : Questions pour un champion.	2.00	Rediffusions.
19.00	Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.	2.00	Rediffusions.
20.05	Divertissement : La Classe.	2.00	Rediffusions.
20.45	Téléfilm : Le Temps d'une mûre. De Jean-Daniel Simon.	2.00	Rediffusions.
22.20	Journal et Météo.	2.00	Rediffusions.
22.40	Magazine : Lundi en France. best-of. Le magazine Ramdam : best-of.	2.00	Rediffusions.
23.30	Magazine : Espace francophone. Fabienne Thibault en concert au Festival francophone d'Evry (automne 1990).	2.00	Rediffusions.
0.00	Musique : Carnet de notes.	2.00	Rediffusions.
CANAL PLUS		M 6	
16.05	Cinéma : Elvira, maîtresse des ténèbres. ◻ Film américain de James Signorelli (1988).	2.00	Rediffusions.
17.35	Série : Sois prof et tais-toi.	2.00	Rediffusions.
18.00	Canaille peluche.	2.00	Rediffusions.
18.30	Dessin animé : Tiny Toons.	2.00	Rediffusions.
18.50	Top 50.	2.00	Rediffusions.
19.30	Flash d'informations.	2.00	Rediffusions.
19.35	Dessin animé : Les Simpson.	2.00	Rediffusions.
20.00	Les Nuls... l'émission.	2.00	Rediffusions.
20.30	Cinéma : Leviathan. ◻ Film américain de George Pan Cosmatos (1988).	2.00	Rediffusions.
22.00	Flash d'informations.	2.00	Rediffusions.
22.10	Cinéma : Jusqu'au bout du rêve. ◻ Film américain de Phil Alden Robinson (1988) (v.o.).	2.00	Rediffusions.
23.50	Cinéma : Le Cauchemar de Freddy. ◻ Film américain de Renny Harlin (1988).	2.00	Rediffusions.
1.20	Cinéma : Tempête. ◻ Film français de Bernard Deschamps (1939).	2.00	Rediffusions.

Mardi 23 juillet

TF 1		M 6	
16.20	Tiercé à Saint-Cloud.	2.00	Rediffusions.
16.45	Jeu : Youpi ! Les vacances.	2.00	Rediffusions.
17.55	Série : Cap danger.	2.00	Rediffusions.
18.15	Série : Shérif, fais-moi peur.	2.00	Rediffusions.
19.05	Série : Kojak.	2.00	Rediffusions.
20.00	Journal et Météo.	2.00	Rediffusions.
20.40	Journal des courses.	2.00	Rediffusions.
20.45	Série : Desperado. De l'or et des fusils.	2.00	Rediffusions.
22.25	Téléfilm : Les Faux Jumeaux. De Bruce Pittman.	2.00	Rediffusions.
23.50	Série : Hit hit hit.	2.00	Rediffusions.
0.15	Journal de la nuit.	2.00	Rediffusions.
0.25	Dessin animé : Les Simpson.	2.00	Rediffusions.
0.30	Le Club du télé-achat.	2.00	Rediffusions.
A 2		M 6	
16.40	Jeu : Hit hit hit.	2.00	Rediffusions.
16.45	Jeu : Zygomusic.	2.00	Rediffusions.
17.15	Série : L'Homme de fer.	2.00	Rediffusions.
18.05	Série : Mission impossible.	2.00	Rediffusions.
19.00	Série : La Petite Maison dans la prairie.	2.00	Rediffusions.
19.54	Six minutes d'informations.	2.00	Rediffusions.
20.00	Série : Cosby Show.	2.00	Rediffusions.
20.35	Magazine : Mode 6.	2.00	Rediffusions.
20.40	Téléfilm : L'Hôpital en flammes. De Rod Amateau.	2.00	Rediffusions.
22.05	Série : Equalizer.	2.00	Rediffusions.
23.00	Culture pub. Le business du rire : Enquête : la télévision de Leningrad : Le sage des marques : Dm.	2.00	Rediffusions.
23.25	Magazine : Le Glorieux et la Balance. L'Inceste.	2.00	Rediffusions.
0.15	Six minutes d'informations.	2.00	Rediffusions.
0.20	Musique : Boul'rush and hard.	2.00	Rediffusions.
FR 3		M 6	
16.20	Magazine : 40 ^e à l'ombre de la 3. En direct de Biarritz. Invités : Thierry Hazard, Zéphir, Yanna Katsoukos, Igor et Grigoria Bogdanov.	2.00	Rediffusions.
18.30	Jeu : Questions pour un champion.	2.00	Rediffusions.
19.00	Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.	2.00	Rediffusions.
20.05	Divertissement : La Classe.	2.00	Rediffusions.
20.45	Téléfilm : Le Temps d'une mûre. De Jean-Daniel Simon.	2.00	Rediffusions.
22.20	Journal et Météo.	2.00	Rediffusions.
22.40	Magazine : Lundi en France. best-of. Le magazine Ramdam : best-of.	2.00	Rediffusions.
23.30	Magazine : Espace francophone. Fabienne Thibault en concert au Festival francophone d'Evry (automne 1990).	2.00	Rediffusions.
0.00	Musique : Carnet de notes.	2.00	Rediffusions.
CANAL PLUS		M 6	
16.05	Cinéma : Elvira, maîtresse des ténèbres. ◻ Film américain de James Signorelli (1988).	2.00	Rediffusions.
17.35	Série : Sois prof et tais-toi.	2.00	Rediffusions.
18.00	Canaille peluche.	2.00	Rediffusions.
18.30	Dessin animé : Tiny Toons.	2.00	Rediffusions.
18.50	Top 50.	2.00	Rediffusions.
19.30	Flash d'informations.	2.00	Rediffusions.
19.35	Dessin animé : Les Simpson.	2.00	Rediffusions.
20.00	Les Nuls... l'émission.	2.00	Rediffusions.
20.30	Cinéma : Leviathan. ◻ Film américain de George Pan Cosmatos (1988).	2.00	Rediffusions.
22.00	Flash d'informations.	2.00	Rediffusions.
22.10	Cinéma : Jusqu'au bout du rêve. ◻ Film américain de Phil Alden Robinson (1988) (v.o.).	2.00	Rediffusions.
23.50	Cinéma : Le Cauchemar de Freddy. ◻ Film américain de Renny Harlin (1988).	2.00	Rediffusions.
1.20	Cinéma : Tempête. ◻ Film français de Bernard Deschamps (1939).	2.00	Rediffusions.

Voyage avec Colomb

par Edwy Plenel

D'Europe en Amérique, un grand reportage sur les traces du navigateur pour revisiter le présent au miroir du passé.

CHAQUE JOUR DANS **Le Monde**

A PARTIR DU LUNDI 29 JUILLET 1991 (numéro daté mardi 30)

Au cours d'un entretien diffusé sur TF1

«L'immigration ne doit pas tendre vers l'intégration» déclare le roi Hassan II

Voici les principaux extraits de l'entretien avec le roi du Maroc Hassan II, accordé à quatre journalistes français et diffusé dimanche 21 juillet sur TF1.

■ **Immigration** : «Elle ne doit pas tendre vers l'intégration... Si l'immigré sait qu'il peut être intégré ne serait-ce que par intérêt ou stabilité sociale, son nombre augmentera.»

■ **L'opposition et les droits de l'homme** : «Il n'y a pas d'opposition au sens strict du mot... La seule façon pour Abraham Sarfaty, le plus ancien prisonnier politique du Maroc de sortir de prison est la grâce royale. Tant que ce monsieur n'aura pas reconnu que le Sahara est marocain, la grâce royale ne jouera pas pour lui... Les témoignages sur les conditions de détention au bagne de Tazmamart au sud du Maroc ne valent que par les témoignages et le

témoignage principal dans cette affaire est une personne qui a usé et abusé de notre hospitalité. Je l'ai fait venir (l'épouse de M. Sarfaty) qu'elle n'aurait plus le droit de remettre les pieds au Maroc.»

■ **L'expulsion de M. Diouri** : «Cela fait vingt ans que cet individu est en France, si j'avais voulu demander son expulsion je l'aurais peut-être fait au temps où les socialistes n'étaient pas au pouvoir. Je ne l'ai jamais fait et je ne pense pas que je l'aurais fait. Je ne m'ingère pas dans les affaires du gouvernement français (...). Sachant que le président Bongo avait autour de lui... des gardes du corps marocains, craignant que cet individu (Diouri) subisse des préjudices physiques qu'on aurait pu mettre sur le dos du Maroc, j'ai demandé avec insistance à mon ami le président Bongo de bien vouloir le renvoyer en France (...). A mon avis, cette affaire-là est un méchoui franco-français sur lequel on a mis de l'ail marocain alors, vous, vous l'avez mangé et, nous, nous sentons.»

■ **La fondation France-libertés** : «Je souhaite pour le comité de vigilance (animé par M. Mitterrand) à propos du Sahara occidental qu'il n'aille pas jusqu'au bout du ridicule, car il risque de se heurter à deux murs. Le premier, le jour où le référendum commencera son processus, à ce que l'ONU lui dise : «le comité doit s'occuper de ses obligations», le deuxième est que nous sommes entièrement libres de lui refuser l'entrée au Maroc. Mon peuple a 1 200 ans d'histoire. Le Maroc n'est pas réalisable... Le problème de M. Mitterrand ne se pose à moi que sur le plan juridique... car l'épouse du président est une épouse marocaine, c'est en cela que les deux constitutions (française et marocaine) se rapprochent.»

■ **Les relations France-Maroc** : «Si sur le plan mécanique certains rouages grincent, cela ne veut pas dire que, pour autant, on doit changer tout le moteur. Je pense que l'avenir entre nos deux pays est appelé à un cheminement commun, mais je dirais un peu plus fin et un peu plus pudique (...). Entre le président (Mitterrand) et moi-même les choses vont comme elles doivent aller.»

■ **Le multipartisme en Afrique** : «On a foutu le cancer en Afrique, qu'on le veuille ou non... Ceux qui veulent absolument que du jour au lendemain il y ait des élections organisées en dehors des clans ou des ethnies, on aurait pu leur donner cela à dose homéopathique... J'ai dit qu'il ne fallait pas procéder avec cette précipitation et cette pression.»

■ **L'intégrisme musulman** : «Chaque décennie surgit (...) comme une fièvre récurrente, une sorte d'intégrisme qui se veut panislamique. Ce n'est pas d'aujourd'hui... Le danger iranien a beaucoup baissé.»

■ **Désarmement régional** : «Il faudrait déminer la région (du Moyen-Orient) sur le plan atomique... Ce serait la conséquence première d'une grande paix (...). J'ai toujours pensé que le génie juif et le génie arabe pourraient être d'une créativité extraordinaire.»

L'ESSENTIEL

DÉBATS

«Bernard Tapie est-il dangereux ?», par Pierre Bergé ; «Réconcilier économie et culture», par Jean Castarède ; Bibliographie... 2

ÉTRANGER

La situation à Madagascar
L'opposition déterminée à mettre en place son gouvernement... 4

Yugoslavie
Apaisement et inquiétude
Les Slovènes soulagés, les Croates perplexes... 5

Les fonds de l'Inkatha
Vive émotion en Afrique du Sud après les révélations sur le versement d'argent du pouvoir au parti zoulou... 5

SOCIÉTÉ

Nouvelles armes contre le feu
La recherche scientifique fait progresser les techniques de lutte contre les incendies de forêts... 6

CULTURE

Festival d'Avignon
Tradition chère avec le Tazeh et tradition juive avec Edmond Jabès ; Georges Lavaudant à Théâtre Ouvert et, dans la Cour d'honneur, le théâtre cède le pas à la danse... 8

Elvis Costello à l'Olympia
Un nouveau groupe, un nouveau disque... 9

ÉCONOMIE

Ralentissement des créations d'emplois
Une hausse de 0,1 % seulement au premier trimestre de 1991 12

Peu de syndiqués en France
Le plus faible taux de syndicalisation des pays de l'OCDE... 12

Nouvelle grève de pilotes à Air Inter
Les syndicats ont peur de l'Aéropostale... 12

CHAMPS ÉCONOMIQUES

■ La Sardaigne jette des ponts vers la Corse ■ La CEE épaula le continent sud-américain ■ Le Pérou balance entre pétrole et forêt ■ L'Italie hémiplégique, par Rémy Prud'homme... 13 et 14

Services

Abonnements... 2
Annonces classées... 15
Carte... 18
Loto, Loto sportif... 18
Marchés financiers... 16
Météorologie... 19
Radio-Télévision... 19
Spectacles... 10

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 21-22 juillet 1991 a été tiré à 488 216 exemplaires.

NICARAGUA : réunis en congrès un an après leur défaite électorale

Les sandinistes maintiennent leur orientation

En réussissant à présenter une image d'unité monolithique au cours de son congrès organisé à Managua du 19 au 21 juillet, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) a surmonté avec succès sa première épreuve depuis sa cuisante défaite aux élections de février 1990.

MANAGUA

de notre correspondant en Amérique centrale

Euphorique, le commandant Tomas Borge s'est permis, dans son discours de clôture, une petite phrase qui passera à l'histoire : «Le front sandiniste est immortel», a-t-il lancé, visiblement soulagé d'avoir conjuré les mauvais augures qui parlaient déjà de la «mort du sandinisme». Vêtu entièrement de blanc, celui qui fut en 1961 l'un des fondateurs du FSLN avait déjà été rassuré par l'importance de la manifestation organisée le 19 juillet à l'occasion de la célébration du douzième anniversaire de la révolution.

Pour la commandante Monica Baltodano, «il fallait réagir à la campagne de diffamation menée contre nous par l'ennemi, mais sans remettre en question les dirigeants historiques du parti. C'est pourquoi nous avons décidé de reconduire en bloc les sept commandants de la direction nationale, malgré les critiques que cela pouvait susciter». L'ancien vice-président de la République, M. Sergio Ramirez, et le secrétaire du FSLN, M. René Nunez (frère du commandant Carlos Nunez décédé l'an

dernier), ont également été élus au sein de la direction nationale, qui aura donc neuf membres, comme à l'époque où le parti était au pouvoir. Les cinq cent quatre-vingt-dix délégués ont voulu souligner leur appui au général Humberto Ortega en incluant dans la liste des dirigeants. Le chef de l'armée faisait déjà partie des neuf, mais il avait suspendu ses activités politiques à la suite de la décision de la présidente Violeta Chamorro de le maintenir dans ses fonctions militaires. Il déclina donc sans doute l'invitation de ses partisans afin de poursuivre sa collaboration avec le gouvernement.

Le général Ortega, qui n'avait pas participé aux travaux du congrès, s'est présenté au moment de la clôture. Malgré les critiques dont il est l'objet de la part des secteurs radicaux du FSLN — on lui reproche, à gauche, d'avoir trahi la révolution et, à droite, de s'être «infiltré» au sein du gouvernement — il a reçu une ovation chaleureuse. La plus grande surprise fut cependant de le voir arriver en compagnie du ministre de la présidence, M. Antonio Lacayo, l'«homme fort» du gouvernement et le principal artisan de la politique de réconciliation nationale. Tous deux ont prononcé des discours très applaudis en faveur de «l'établissement d'un Etat de droit au Nicaragua et la fin de l'esprit de revanche».

«Nous devons résoudre nos divergences par le dialogue», a déclaré M. Lacayo, qui est le gendre de M. Chamorro. Nous devons oublier les guerres intestines et les ingérences étrangères [allusion aux Etats-Unis] qui ont toujours empêché le développement du Nicaragua, faisant tomber nos indi-

cateurs socio-économiques au niveau le plus bas de toute l'Amérique latine».

«Guerre imposée par Ronald Reagan»

L'intervention de l'ancien président de la République, M. Daniel Ortega, réélu à la direction nationale, a été au contraire surtout consacrée au passé et à «la guerre imposée par Ronald Reagan». Cela confirmerait les désaccords surgis avec son frère, le général Ortega, qui a appelé les militants sandinistes à s'adapter aux changements intervenus dans le monde et à collaborer à l'entreprise de reconstruction nationale pour préserver les conquêtes sociales de la révolution.

Le principal dirigeant de la guérilla salvadorienne, le commandant Joaquín Villalobos, qui faisait partie des nombreux observateurs étrangers invités par le FSLN, a prononcé un discours de la même eau. Un peu plus tôt, il avait remis en question des propos attribués à l'ancien président Ortega, qui avait durement critiqué le rôle de l'Internationale socialiste (IS) au cours d'une réunion privée avec plusieurs dirigeants de la gauche latino-américaine.

«Nos relations avec l'IS sont très positives» (le Front Farabundo-Marti de libération nationale - FMLN - a le statut d'observateur), avait-il déclaré, visiblement embarrassé par les critiques de M. Ortega qui aurait reproché à cet organisme de «ne plus défendre les intérêts des pays pauvres» et a proposé de créer un Front de lutte internationale pour réunir les formations de gauche dans le tiers-monde.

A ce sujet, un représentant du Parti socialiste français, M. Gérard Collomb, a tenu à souligner que sa formation était «très sensible au fait que l'IS devait s'ouvrir aux nouvelles forces politiques apparues en Amérique latine». Il a rappelé que le PS appuyait la démarche effectuée à la fin février par six organisations qui souhaitaient obtenir le statut d'observateur à l'IS (le FSLN, les partis socialistes uruguayen et chilien, le M-19 colombien et, pour le Brésil, le Parti des travailleurs, et le Parti socialiste démocratique-PSDB). Comme plusieurs observateurs étrangers et quelques sandinistes, M. Collomb estime que le congrès sandiniste a surtout consacré son énergie à la «recherche de l'unité plus qu'au renouvellement». Même s'ils soulignent la nécessité de transformer ce qui a été «un mouvement de guérilla en un parti politique», les documents de base du FSLN n'ont pas subi de grosses modifications, en particulier l'article premier : le FSLN reste «un parti révolutionnaire, démocratique et anti-impérialiste qui défend les intérêts populaires».

Le processus de démocratisation interne du parti n'a guère évolué, et l'on a d'ailleurs noté l'absence de ceux qui, au cours des derniers mois, s'étaient prononcés avec vigueur pour la fin du centralisme démocratique. Les quatre-vingt-dix membres de l'Assemblée sandiniste — sorte de comité central — ont certes été élus, et cette organisation devient désormais l'organe suprême du parti entre les congrès.

BERTRAND DE LA GRANGE

M. Noir critique le «parler cru» du premier ministre

Invité, dimanche 21 juillet, du Forum RMC-L'Express, M. Michel Noir a critiqué le «parler cru» de M. Cresson, estimant que «plus le verbe est fort, plus est ressentie l'opinion l'écart entre la force d'un verbe et l'absence de résultat dans l'action».

Le maire de Lyon a déploré la manière d'aborder «les relations diplomatiques avec les Britanniques en les traitant de pédés, avec les Japonais en les traitant de rats». «Il ne faudrait pas, a-t-il ironisé, qu'on soit obligé d'inventer cinq ou six 14 juillet pour que le président de la République soit obligé de faire un oral de rattrapage pour un premier ministre en difficulté, parce qu'elle se plante».

Interrogé sur son éventuelle candidature à des élections primaires de l'opposition pour l'élection présidentielle, M. Noir a affirmé qu'il «ferait sagement qu'il y ait un troisième homme». «Beaucoup importe la personne, a-t-il conclu. Il faut qu'on offre aux Français un choix qui soit différent de ce remake de «règlement de compte à OK Corral» qui dure depuis vingt ans entre Giscard et Chirac.»

Les difficultés du numéro un français de la distribution de bijoux

La coopérative Codhor SA devrait déposer son bilan

Le tribunal de commerce de Pontonville devrait prononcer, lundi 22 juillet, la mise en dépôt de bilan de Codhor, coopérative d'achat de bijoux. Les fournisseurs du premier réseau français de distribution de bijoux ont cessé d'être payés depuis plus d'un an.

Le montant du sinistre Codhor est estimé à 130 millions de francs. Cette somme représente la totalité des créances contractées depuis l'automne dernier par la coopérative envers les fabricants et sous-traitants en horlogerie, bijouterie et orfèvrerie.

Numéro un français de la distribution de bijoux depuis le rachat des magasins Pierre Guérault en 1989 (une soixantaine de fonds de commerce), Codhor, qui représentait l'an passé 15 % du chiffre d'affaires de la profession, accumule les impayés depuis le début de l'année. Le week-end, M. Goulet, administrateur judiciaire en charge du dossier, était résolu à demander le dépôt de bilan de Codhor SA, maison mère, issue de la coopérative créée en 1959.

Le sort de Codhor Europe Expansion (CEE), la filiale qui gère le propre réseau de distribution de la coopérative et qui a été introduite au second marché pour permettre l'acquisition de l'enseigne Pierre Guérault, n'est pas encore réglé. Un reprenneur est en tout cas sur les rangs : le financier suisse M. Dominique Motte, PDG de Marjoris, filiale de l'Institut de développement industriel, a présenté un plan de redressement qui a été examiné par le conseil d'administration de Codhor vendredi dernier. M. Motte se propose de reprendre CEE pour 1 franc symbolique. En contrepartie, il prévoit d'y injecter 40 millions de francs et de négocier un plan de rééchelonnement des dettes avec les fournisseurs.

La décision judiciaire attendue ne mettra pas forcément un point final à cette affaire. La destination des 130 millions manquants soulève de multiples questions. Malversations, détournements de fonds au profit d'un parti politique, voire d'une secte : toutes les hypothèses sont aujourd'hui évoquées. Un rapport d'audit a été commandé.

L'OGC Nice rejette les bons offices de M. Tapie

M. Bernard Tapie, président de l'Olympique de Marseille, s'est proposé de venir au secours du club de football de Nice, relégué en seconde division en raison de ses difficultés financières. Le club, dont le déficit est évalué à 58 millions de francs, est en redressement judiciaire. Dans un entretien accordé au quotidien Nice-Matin, M. Tapie se dit prêt à l'aider à devenir «une équipe de niveau européen dans les trois ans», en lui apportant une aide financière, des contrats de publicité et en lui prêtant l'entraîneur Raymond Goethals et «un joueur de gros calibre».

Rejetant toute arrière-pensée politique à l'approche des élections régionales, M. Tapie justifie son offre par «les affinités» entre les villes de Nice et Marseille. M. André Boni, adjoint chargé des sports à la mairie de Nice, a fermement rejeté ces propositions, dimanche 21 juillet, sur RMC : «Nous n'avons pas besoin de Bernard Tapie. Les interférences politiques ont déjà suffisamment nui à l'OGC Nice. Nous connaissons tous les arrière-pensées de Bernard Tapie. Qu'on laisse aux Nicols le soin de trouver une solution aux problèmes de l'OGC Nice.»

EN BREF

■ **TCHÉCOSLOVAQUIE** : M. Alexander Dubcek quitte le mouvement Fablie contre la violence. — Le président du Parlement tchécoslovaque Alexandre Dubcek a déclaré lundi 22 juillet à l'agence CTIK qu'il avait abandonné toutes ses fonctions au sein de Public contre la violence (VPN), le mouvement slovaque issu de la «révolution de velours» et qui est membre de la coalition gouvernementale au pouvoir à Prague et à Bratislava. M. Dubcek reproche au VPN, dont il était l'un des dirigeants, son «glissement à droite». «Le VPN a abandonné sa politique centriste et opté pour la scission», a-t-il estimé. — (AFP.)

■ **ROUMANIE** : le chef de l'ex-Securitate condamné à neuf ans de prison. — Le général Vlad, chef de l'ex-Securitate (police politique) sous Nicolae Ceausescu, a été condamné à neuf ans de prison pour «avoir favorisé le génocide», lundi 22 juillet à Bucarest, par la section militaire de la Cour suprême roumaine. Il a en outre été dégradé et privé de ses droits civiques pour cinq ans. Son avocat a immédiatement fait appel de cette sentence, «dénudée de tout fondement» et «honteuse», selon lui. L'accusé avait toujours clamé son innocence. — (AFP.)

■ La principale usine de tracteurs polonaise en faillite. — Avec des pertes de plus de 300 millions de francs depuis le début de l'année, Ursus, la plus importante usine polonaise de tracteurs, s'est déclarée en faillite, a rapporté la presse polonaise samedi 20 juillet. D'ici à la fin de la semaine, le ministre des finances, M. Leszek Balcerowicz, doit décider de lui accorder ou non une subvention de 180 millions de francs. — (AFP.)

■ M. Henri Rouilleault nommé directeur général de l'ANACT. — M. Henri Rouilleault, ancien conseiller technique au cabinet de M. Michel Rocard, a été nommé directeur général de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT). M. Rouilleault, agrégé en sciences sociales et administrateur de l'INSEE, succède à M. Pierre-Louis Remy, conseiller social auprès du premier ministre, M. Edith Cresson.

■ Mort de Rick Sabbatnick. — Le peintre et dessinateur néo-expressionniste Rick Sabbatnick est mort le samedi 20 juillet à Bruges. Il était âgé de soixante-seize ans. Cofondateur de la jeune peinture belge, en 1945, Rick Sabbatnick était, depuis 1979, professeur honoraire à l'Institut national supérieur des arts plastiques. — (AFP.)

UNE FEMME :

— «CHEZ RODIN, IL Y A UN MONDE FOU!»

SON AMIE :

— «FORCÉMENT ILS OFFRENT LEURS TISSUS A DES PRIX "FOUS"»

SOLDES-COUPONS (MODE ET DÉCORATION)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS



INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

California State Approved University - A.C.B.S.P. - Public Benefit Corporation

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

MBA Master of Business Administration

- Université de San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel ■ programme américain unique dans son concept habilité à délivrer le
- Master of Business Administration** for International Management
- Filière d'admission : 3^e CYCLE
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises
- Programme de 12 mois à San Francisco, en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au : **M.B.A. en Management International**



Informations et sélections pour l'Europe :
17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris (Métro : Iéna)
tél. : (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : Pacific C. of HONG KONG